

Eugène Varga

**La situation économique mondiale au
deuxième trimestre 1927**

[en 1^{ère} partie : *Le chemin du capitalisme italien*]

Septembre 1927

Source : *La Correspondance Internationale*, 7^e année, n°92, 6 septembre 1927, pp. 1271-1300

S O M M A I R E

La situation économique mondiale au deuxième trimestre 1927

par E. VARGA

I. *Le chemin du capitalisme italien.*

Facteurs défavorables et favorables au développement du capitalisme italien.

L'agriculture en Italie.

Développement de l'industrie italienne.

L'évolution du change italien La structure du budget italien.

La dette publique.

Les dettes interalliées de l'Italie.

Le commerce extérieur de l'Italie.

La balance des comptes.

La politique économique du fascisme.

Résumé.

II. *Aspects généraux.*

La situation générale dans la conjoncture.

Le chômage.

La situation des changes et le mouvement de l'or.

Le mouvement international des prix.

Le renouvellement de la crise charbonnière mondiale. Le marché mondial du fer et de l'acier.

Le développement de l'industrie électrique et mécanique dans le monde.

La récolte mondiale et les tentatives pour la domination du marché mondial des céréales.

La Conférence économique internationale.

III. *La situation économique des principaux pays.*

Allemagne.

France.

Angleterre,

Etats-Unis

Japon.

La situation économique mondiale au deuxième trimestre 1927

par E. VARGA

I. — LE CHEMIN DU CAPITALISME ITALIEN

Le développement du capitalisme italien pendant la dernière décennie est marqué par deux traits intéressants. Parmi les grandes puissances de l'Europe, l'Italie est entrée la dernière dans le développement capitaliste moderne, mais elle a pris très rapidement un caractère essentiellement impérialiste. Sa revendication au sujet du partage nouveau du globe terrestre et ses armements ouverts destinés à appuyer cette revendication, caractérisent très bien le capitalisme italien¹.

Une deuxième particularité dans le développement du capitalisme italien, c'est que la dictature de la bourgeoisie a pris la forme particulière du fascisme.

La conséquence de l'existence du système fasciste a été que la réorganisation de l'économie capitaliste en Italie s'est opérée sur le dos de la classe ouvrière, dans une mesure beaucoup plus considérable qu'en France ou en Allemagne. Tandis que dans le reste de l'Europe occidentale, le niveau d'existence du peuple en général, et probablement aussi de la classe ouvrière en particulier, n'est pas plus bas qu'avant la guerre, il y a des faits (que nous aurons à examiner plus en détail encore) qui prouvent que le régime fasciste a abouti à une aggravation de la situation de la classe ouvrière italienne.

FACTEURS DEFAVORABLES² AU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ITALIEN

Le capitalisme italien moderne s'est développé depuis le commencement du XX^e siècle. A la fin du XIX^e siècle encore, l'Italie était un pays essentiellement agraire et féodal ; le Midi de l'Italie a gardé ce caractère jusqu'à aujourd'hui.

Le développement tardif du capitalisme italien s'explique avant tout par le manque total de matières premières indispensables à la production industrielle. L'Italie ne possède aucune matière

¹ Le 20 mai dernier. Mussolini a déclaré dans un discours à la Chambre : « Il est de notre devoir d'améliorer nos forces armées. Il faut que d'ici quelque temps nous soyons à même de mobiliser cinq millions d'hommes. Et il faut que nous puissions les armer. Nous devons agrandir notre flotte et développer notre flotte aérienne à un tel point, que le fracas de ses moteurs étouffe tout autre bruit et que l'ombre de nos avions couvre toute la terre de l'Italie. Alors, à l'époque de 1935 à 1940, qui, comme je le crois, sera marquée par des événements décisifs pour l'histoire européenne, nous serons à même de faire entendre notre voix et à défendre nos droits ».

² [et favorables... ce terme donné dans le sommaire est omis dans le texte]

première minérale: elle manque de charbon et de pétrole, de fer, de cuivre et des autres métaux. Même le sel est puisé dans la mer ; elle manque également des matières premières organiques nécessaires à l'industrie textile, à l'exception de la soie et d'un peu de laine. C'est à cause de ce manque de matières premières que le développement industriel en Italie a été extrêmement lent jusqu'à la guerre.

Mais si le développement industriel en Italie a souffert du manque de matières premières et de combustibles, elle a d'autre part eu à son actif un excédent de main-d'œuvre bon marché. Le bas prix de la force du travail, c'est-à-dire le bas niveau des salaires réels, a des causes en partie naturelles, en partie historiques et sociales. La cause naturelle réside dans le fait que le chaud climat diminue les besoins en vêtements, en graisse et en viande et aussi les frais de logement, par rapport aux pays du Nord. Les causes historiques et sociales sont la grande densité de la population (on compte en Italie 130 habitants sur 1 kilomètre carré, à peu près autant qu'en Allemagne qui dispose d'un appareil de production économique bien plus développé) ainsi que la mauvaise répartition de la terre qui concentre dans la main d'un petit nombre de grands propriétaires fonciers le revenu foncier et crée des millions de travailleurs complètement prolétarisés.

La forte émigration témoigne depuis longtemps déjà de cet excédent de main-d'œuvre. Le fait que l'industrie se développe très lentement et que l'agriculture des régions du Midi et du Centre est très extensible, enlève aux habitants les moyens d'existence. De 1909 à 1913, une moyenne de 670 000 hommes ont chaque année émigré de l'Italie (873 000 en 1913) dont environ 400 000 vers l'Amérique, et 270 000 en Europe. Déjà, en 1911, on comptait 5 millions 1/2 d'Italiens fixés à l'étranger ; les émigrants « périodiques », plus de 2 000 000, sont comptés dans la population indigène³.

La forte émigration montre qu'il y a en Italie une très grande armée de réserve ouvrière. Cela, et les causes naturelles diminuant la valeur de la force du travail en Italie, crée pour l'industrie italienne une situation favorable en ce qui concerne le prix de la main-d'œuvre.

C'est pour cette raison que nous voyons dans l'Italie de la période de guerre et d'après-guerre un développement particulièrement rapide des branches industrielles occupant beaucoup de main-d'œuvre, c'est-à-dire des industries où la dépense pour la force de travail est d'une forte proportion et où l'on travaille peu de matières premières perdant leur poids dans le processus de la production (combustibles, minéraux). Ainsi nous voyons pendant la dernière décade un rapide développement dans la construction de navires, dans l'industrie de l'automobile et dans l'industrie de la soie artificielle.

³ L'émigration a continué après la guerre. Mais la réglementation de l'immigration par les Etats-Unis empêche l'émigration dans ce pays. L'émigration du temps d'après-guerre montre les chiffres suivants :

	Amérique	Europe	total
1920	220 000	190.000	410 000
1921	200 000	80.000	280.000
1922	122 000	157 000	279.000
1923	178 000	218.000	390.000
1924	131 000	271.000	402.000
1925	110 000	210.000	320.000

Le développement capitaliste en Italie a eu à son actif, ces dernières dix années, deux facteurs particulièrement favorables. Premièrement, la guerre qui a poussé à un développement extraordinaire des industries travaillant pour la guerre ; d'autre part, le progrès technique dans les conduites électriques de haute tension permettant l'exploitation de la houille blanche des régions alpines et la livraison d'énergie électrique aux grandes villes industrielles de l'Italie du Nord. Cela compense, dans une certaine mesure, le manque de combustibles. Il ne faut pourtant pas surestimer l'importance de cette utilisation de la houille blanche pour la vie économique de l'Italie.

Le développement du capitalisme italien se trouve handicapé par la petite capacité d'absorption du marché intérieur et par le bas niveau d'existence de la grande masse de la population des campagnes. Il y a en Italie encore une moyenne de 30 % d'illettrés (chiffre de l'ensemble du pays), dans l'Italie du Sud et sur les Iles, 70 %. Le bas niveau de vie du prolétariat industriel italien est un avantage pour le capitalisme de ce pays en ce qui concerne les frais de main-d'œuvre, mais devient désavantageux par rapport à la capacité d'absorption du marché intérieur.

Ce manque de capacité d'absorption du marché intérieur est une des causes qui poussent le capitalisme italien à une politique d'expansion. La contradiction entre la force de production de l'industrie italienne en rapide développement et les minimes possibilités d'écoulement des produits à l'intérieur du pays provoquent dans le capitalisme italien le désir d'accaparer des marchés étrangers. De là, les tentatives de pénétration économique dans l'Albanie et dans les pays balkaniques et les tentatives désespérées de conquérir des colonies. Les discours pompeux de Mussolini sur le « rétablissement de l'empire romain » ne sont que l'écho des nécessités économiques du capitalisme italien manquant d'un marché intérieur suffisant. C'est une politique conforme au caractère chauvin et nationaliste du fascisme, poursuivant les mêmes buts impérialistes que les autres grandes puissances, à cette seule différence que ces dernières cachent un peu mieux leurs visées sous des phrases pacifiques.

Le manque d'indications officielles ne permet malheureusement pas d'établir exactement la rapidité du développement de l'industrie des régions du Nord de l'Italie et de déterminer la composition professionnelle du peuple italien. Autant que nous sommes informés, le recensement de la population de 1921 ne fut pas complété par un recensement professionnel. Le recensement professionnel de 1911 a donné les chiffres suivants :

Répartition de la population d'après les professions

(10 juin 1911)

<i>Population active :</i>	<i>% du total de la population active</i>	
I. — Agriculture, chasse, pêche..	9.085.600	54,0 %
II. — Mines et industries	4.401.800	26,5 %
III. — Commerce et transports	1.465.800	8,3 %
IV. — Professions libérales, services publics	1.883.500	11,2 %
Total	16.836.700	100 %
<hr/>		
<i>Population non active:</i>		
Ménagères, étudiants, etc.	9.743.400	
Population au-dessus de 10 ans.	26.580.100	
Enfants au-dessous de 10 ans.	8.091.300	
<i>Population totale</i>	34.671.400	

Avant la guerre, plus de là moitié de la population active était occupée dans l'agriculture, et nous croyons qu'aujourd'hui encore la moitié y travaille. L'agriculture est donc, jusqu'à aujourd'hui, d'une importance décisive dans l'économie de l'Italie.

L'AGRICULTURE EN ITALIE

L'agriculture italienne montre des différences formidables en ce qui concerne l'intensité et son caractère en général. Dans la plaine du Pô, l'agriculture est extrêmement intensive : les récoltes moyennes par hectares atteignent par endroits celles de d'Allemagne, et il faut tenir compte du fait que très souvent deux plantes différentes sont cultivées sur le même terrain : le blé est souvent cultivé dans les vergers. Dans d'Italie du Sud et sur les îles, l'agriculture est excessivement extensive et les récoltes moyennes sont presque les plus basses de l'Europe. Déboisement, manque de pluies, marais étendus, en sont la cause.

La répartition de la terre cultivée est la suivante :

	Millions d'hectares
Superficie totale du pays	31,0
Dont :	
Terrains improductifs	2,6
Terres cultivables non travaillées	1,3
Bruyères	1,5
Total [surface non cultivée] :	5,4
Forêts	5,6
Prairies et pâturages permanents	6,9
Champs	13,2
[Total [surface cultivée] :]	25,7

Il est significatif qu'on manque totalement de statistiques au sujet de la répartition de la terre. Mais, même sans cette statistique, on sait que la plupart de la terre se trouve en possession de grands propriétaires fonciers qui louent la terre en petites parcelles à des métayers ou la font travailler par des ouvriers agricoles.

Dans l'Italie du Sud et en Sicile, le système du fermage indirect est encore en usage général. Le propriétaire foncier, qui ne se trouve jamais à sa ferme, loue la terre à un fermier général qui la sous-loue en petites parcelles à des métayers. Donc, grandes propriétés foncières divisées en petites exploitations, comme dans la Russie avant la révolution et en Roumanie avant la guerre. C'est un système qui réunit les mauvais côtés et les fâcheuses conséquences de la grande propriété foncière, mais aussi de la petite entreprise. On compte en Italie une masse d'ouvriers agricoles complètement dépourvus de terre et se chiffrant par millions. La statistique officielle (*Annuario Statistico Italiano*, 1914, page 49) répartit comme suit le total de la population active de l'agriculture :

Personnes travaillant leur propre terre ou celle de leur famille	1.715.260
Fermiers de toutes sortes	2.305.076
Personnel de fermes	384.593
Bergers, etc..	238.993
Journaliers	4.215.648
Jardiniers, gardes-forestiers, chasseurs, charbonniers, bûcherons, sériculteurs', employés, etc	166.506
Pêcheurs	59.521
Total	9.085.597

Il n'y a probablement pas eu de changements considérables depuis cette époque. Un petit nombre de fermiers s'est enrichi pendant la guerre et a pu acheter de la terre. Mais les cinq millions de journaliers, bergers, personnel de fermes, etc., n'ont sûrement pas pu acheter de la terre, de sorte qu'une masse formidable de prolétaires complètement dépourvus de terre est restée en Italie, fait sans pareil dans toute l'Europe, à l'exception peut-être de la Hongrie. Ce fait donne à la population

agricole de l'Italie un caractère social particulier. Il n'y a pas, en Italie, une classe paysanne, comme en France ou en Allemagne. La plus grande majorité de la population active de l'agriculture se compose ou d'ouvriers agricoles ou de métayers sans terre, ces derniers se trouvant dans une situation à peine supérieure à celle des journaliers. Les « révoltes paysannes » fréquentes de la période d'avant-guerre qui, en réalité, étaient des luttes des ouvriers et métayers sans terre, sont l'expression des forces révolutionnaires latentes au sein de la population agricole de l'Italie. C'est ce qui explique d'ailleurs le grand rôle joué dans les premiers groupes fascistes par les fils des grands propriétaires fonciers et des grands paysans, d'ailleurs peu nombreux.

Etant donné le peu d'indications officielles, il est très difficile de voir si, pendant la dernière décennie, l'agriculture italienne a progressé ou non. La superficie cultivée est semblable à celle de la période d'avant-guerre. L'augmentation de la terre ensemencée, que l'on a pu constater pendant la guerre, a cessé.

Superficie ensemencée ⁴

Moyenne

	1909-1913	1920-1924	1925	1926
Froment	4.744.000	4.646.000	4.724.000	4.915.000
Seigle	123.000	122.000	126.000	121.000
Orge	248.000	223.000	233.000	237.000
Avoine	507.000	478.000	486.000	498.000
Maïs	1.608.000	1.536.000	1.554.000	1.521.000
Riz	145.000	121.000	144.000	148.000
Total [des céréales]	7.375.000	7.126.000	7.126.000	7.440.000
Pommes de terre	287.000	331.000	346.000	352.000

Ces dernières années, la récolte suit une courbe ascendante par rapport à la période d'avant-guerre et des premières années d'après-guerre.

Récolte de blé en millions de quintaux métriques

Moyenne annuelle

	1909-1913	1919-1922	1923-1926
Froment	49,9	45,4	58,3
Seigle	1,4	1,4	1,6
Riz	4,8	4,6	6,0
Maïs	25,5	21,8	26,3
Orge	2,2	1,6	2,3
Avoine	5,4	4,6	5,7
[total céréales]	89,2	79,4	100,2
Pommes de terre	16,5	16,0	19,8

Notons, d'autre part, les récoltes en vin, huile, fruits et légumes :

Récolte en vin en millions d'hectolitres

1909-1913	1919-1922	1923-1926
47,5	37,0	44,3

Récolte en huile en millions d'hectolitres

1909-1913	1919-1921	1923-1926
1,83	1,91	1,94

⁴ Chiffres de l'Institut Agraire International de Rome.

Récolte en fruits et légumes en millions de quintaux métriques

(espèces les plus importantes)

	1909-1913	1921	1922	1923-1925
Fruits	22,1	15,6	19,5	19,0
Légumes	12,6	12,7	12,6	15,7

Comme la superficie des terres cultivées n'a pas augmenté, il résulte de ces chiffres une augmentation de la moyenne récoltée par hectare, comme le montre le tableau suivant :

Récolte par hectare en quintaux métriques

Moyenne

	1909-1913	1920-1924	1925	1926
Froment	10,5	10,4	13,9	12,2
Seigle	11,0	11,5	13,5	13,6
Orge	8,9	10,5	12,0	10,0
Avoine	10,6	10,1	14,2	11,9
Maïs	15,8	15,1	18,0	19,7
Riz	32,8	41,1	43,7	48,2
Pommes de terre	57,6	49,7	62,4	65,2

Les changements survenus dans l'agriculture laissent en général l'impression d'un progrès très lent. La population augmente plus rapidement que le rendement de la production agricole. La population de l'Italie, les nouvelles provinces y compris, est montée de 35.000.000 de la période d'avant-guerre à environ 40.000.000 en 1925. La production agricole est donc nettement en arrière sur l'accroissement de la population.

L'augmentation du nombre du bétail est indiquée par le tableau suivant :

	1908	1918	1926 ⁵
Chevaux	655 900	989.800	1.050.000
Anes	849.700	949.200	980.000
Mulets	388.300	484.100	520.000
Race bovine	6.198.900	6.239.700	7.400.000
Moutons	11.162.900	11.753.900	12.350.000
Chèvres	2.714.900	3.082.500	3.100.000
Porcs	2.507.800	2.338.900	2.850.000

Aucun recensement du détail n'a eu lieu depuis 1918. Les chiffres indiqués ci-dessus permettent simplement de constater que le nombre des bestiaux n'était pas plus petit à la fin de la guerre, mais plutôt plus grand qu'en 1908.

DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ITALIENNE

On entend aujourd'hui beaucoup causer de la rapidité extraordinaire du développement industriel de l'Italie. Toutes les semaines, on peut lire des communications parlant d'un développement énorme de l'industrie de la soie artificielle, de l'industrie automobile et de la construction de navires. On peut, en effet, trouver des chiffres index qui semblent indiquer un développement très rapide de la vie économique de l'Italie.

⁵ Estimation du professeur Fottiechia, voir *Bulletin Quotidien* du 18 juin 1927.

Mortara, par exemple, donne les chiffres suivants (1913 = 100)⁶ :

	1919	1922	1924	1926
Consommation de charbons d'huile minérale et d'énergie électrique	92	114	139	163
Production d'acier	78	112	145	180
Transport de marchandises par chemins de fer	94	101	131	158
Transport de marchandise par bateaux	60	74	100	112

Mais ces chiffres index prouvent simplement que l'économie italienne surmonte les conséquences de la guerre et suit une courbe ascendante depuis la fin de la guerre, comme, d'ailleurs, la vie économique de tous les pays belligérants. Mais le sens économique et social de ces chiffres ne se dégage que par une comparaison avec les chiffres absolus et avec ceux des autres pays.

Nous trouvons quelques indications, permettant un rapprochement semblable, dans les publications officielles de la statistique italienne et d'autres dans les matériaux présentés à la conférence économique internationale. Nous examinerons les différentes branches industrielles isolément.

Charbons (Indications de Mortara)

Millions de tonnes

	1913	1919	1922	1924	1926
Production	0,7	1,2	0,9	1,0	1,5
Importation	11,8	7,2	9,6	11,3	9,7
Consommation	12,0	7,5	10,2	12,4	12,5

Nous voyons que la production de charbon a doublé ! Un beau chiffre pour le calcul de l'index. Mais l'Allemagne et la Grande-Bretagne produisent en *deux jours* autant de charbon que l'Italie dans toute une année. La consommation n'a pas augmenté, fait qui, à lui tout seul, prouve déjà qu'on ne peut parler d'une industrialisation générale de grande envergure. Car, malgré l'utilisation de la houille blanche pour la production de l'énergie électrique, le charbon reste à la base de toute l'industrialisation.

Fer et acier (Indications de Mortara, page 348)

	1913	1919	1922	1924	1926
Fer	427.000	240.000	158.000	304.000	520.000
Acier	989.000	732.000	1.046.000	1.359.000	1.600.000

La production de fer reste stationnaire; la production d'acier est de 60 % supérieure à celle d'avant-guerre. Mais la production annuelle (en grande partie de simple fonte de minerais importés de l'étranger) n'est que d'environ 1/6 de la production allemande, française ou britannique.

Construction mécanique

Pour le degré d'industrialisation d'un pays, il est très important de connaître la production de moyens de production, en particulier de machines. A ce sujet, nous trouvons des indications dans le rapport fait par l'Association allemande de la construction mécanique pour la Conférence économique internationale.

La valeur de la production de l'industrie de construction mécanique de l'Italie était (en marks-or d'avant-guerre) :

⁶ G. Mortara : *Prospetive economica* 1927, Milan 1927, page XVII.

1913	175.000.000
1925	173.000.000

Le nombre des ouvriers occupés dans la construction mécanique était de 30.000 en 1913 et de 35.000 en 1925. Nous ne constatons donc, dans cette branche industrielle, particulièrement importante, aucun progrès. La construction mécanique de l'Italie ne constituait, en 1925 (d'après la valeur) que 1,2 % de la production mondiale.

Mais l'importation des machines n'indique pas non plus un rythme accéléré d'industrialisation. La valeur du commerce extérieur en machines était la suivante (calculée en millions de lires-or d'avant-guerre) :

Machines et appareils

	<i>Importation</i>	<i>Exportation</i>	<i>Importation nette</i>
1913	131,4	25,7	105,9
1923	84	27	57
1924	100	30	70
1925	154	32	121
1926	175	38	137

Nous voyons que la production indigène reste stationnaire, et l'importation également. Production indigène et importation ne font, dans la meilleure année, 1926, qu'environ 300.000.000 de lires d'avant-guerre, dont une partie remplaçant le matériel usé dans le travail de l'année. Comment peut-on parler d'une industrialisation de grande envergure si la valeur annuelle des machines et appareils nouvellement installés, y compris l'amortissement, a oscillé, pendant les quatre dernières années, entre 50 et 120 millions de marks-or !

Industrie textile

Nombre de fuseaux dans l'industrie cotonnière

1913	4,6 millions
1925	4,83 millions

Aucun progrès notable.

Nous passons maintenant aux branches industrielles accusant un progrès plus considérable.

Industrie électrique

La valeur de la production de cette industrie est montée de 45.000.000 de marks-or à 139.000.000 en 1925 (valeur d'avant-guerre). Ce n'est toujours qu'une très minime partie de la production mondiale : en 1913, 1,2 % ; en 1925, 1,9 %. La production d'énergie électrique a augmenté à peu près dans la même proportion. Elle est montée de 2,3 milliards de Kw., en 1913, à 7,6 milliards, en 1925. En 1926, 1.000 kilomètres de chemins de fer, c'est-à-dire environ 5 % étaient électrifiés en Italie. Mais ce serait une erreur de croire que l'exploitation de la houille blanche — si favorable qu'elle soit au développement de l'industrie de l'Italie du Nord — puisse changer essentiellement les bases de la vie industrielle de l'Italie.

L'industrie italienne est, comme auparavant, dépendante de la consommation de charbon étranger.

Industrie automobile

Une des industries italiennes qui se sont développées avec une rapidité impressionnante, est celle de l'automobile⁷. Elle occupe plus de 40.000 ouvriers, dont 35.000 dans les usines Fiat. La valeur de la production était, en 1925, presque d'un milliard de lires. Plus de 70 % de cette production ont été exportés. L'exportation était la suivante (en pièces) :

1918	1923	1924	1925
2.938	12.749	18.989	29.041

Construction de navires et navigation

Un très fort développement se remarque dans la construction navale. D'environ 50.000 tonnes en 1913, la production est montée à plus de 200.000 tonnes en 1926. A cette dernière date, l'Italie se trouvait au deuxième rang de la production mondiale, immédiatement après la Grande-Bretagne. En ce qui concerne le tonnage des constructions en cours, l'Italie se rangeait, en 1926, également au deuxième rang, c'est-à-dire immédiatement après la Grande-Bretagne.

Ce développement particulièrement rapide de la construction navale est dû à deux causes particulières. Par le traité de paix, tous les grands ports de l'ancienne monarchie d'Autriche-Hongrie ont été donnés à l'Italie (Pola, Trieste, Monfalcone, Fiume, etc.). De ce fait, la capacité de construction a doublé. D'autre part, la construction navale italienne est subventionnée par des commandes très avantageuses de l'Etat (navires de guerre). Le fascisme considère l'industrie automobile et la construction navale comme deux pivots de l'industrie de guerre et leur accorde une faveur particulière.

Le développement rapide de la marine commerciale est en partie également dû à des préparations militaires et est favorisé par des subventions considérables de l'Etat.

La flotte commerciale italienne s'est développée dans les mesures suivantes :

Bateaux à vapeur et à moteur (en tonnes officielles)

1913	1920	1922	1924	1926
1 274	2 118	2 699	2 719	3 150

Ainsi la flotte commerciale italienne a dépassé celle de l'Allemagne (3.049.000 tonnes) et approche de très près la flotte commerciale française (3.303.000 tonnes) ; elle se trouve au cinquième rang dans le monde : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Japon, France, Italie.

Soie artificielle

Un développement vraiment extraordinaire a été celui de la production de la soie artificielle. Elle était, en tonnes :

1913	1924	1925	1926
150	8.000	14.000	14.000

En 1925, la production italienne formait environ 20 % de la production mondiale. La capacité de production est encore bien plus grande que la production réelle : Mortara l'estime à 40.000 tonnes. Environ la moitié des produits est exportée.

⁷ Voir *Annuaire économique et politique du mouvement ouvrier*, année 1925-26, page 823.

Les indications relatives au développement des branches industrielles les plus importantes montrent un caractère très varié et il est difficile de trouver une base unique, étant donné le manque d'index pour la production générale.

Mais comme l'Italie importe la plupart des matières premières pour l'industrie, on peut indirectement tracer une image du développement de l'industrie en se basant sur les statistiques de la consommation des matières premières les plus importantes.

*Consommation en millier de quintaux métriques*⁸

	1913	1922	1923	1924	1926
Charbon	120 000	102 000	100 900	124 000	115 000
Huile minérale	1 900	6 500	8 200	9 100	12 500
Energie électrique (milliards de kw)	2,3	---	---	---	7,6
Fer et acier	13 400	---	13 670	16 120	24 550
Cuivre	200	350	420	520	650
Plomb	319	86	70	348	344
Zinc	---	65	116	166	201
Coton	2 020	1 780	1 850	2 010	2 400
Jute	414	291	315	456	499
Caoutchouc	25	65	82	91	120

Ce tableau à lui seul montre dans quelle mesure on peut parler d'un fort progrès général dans l'industrialisation. La situation devient encore plus évidente si l'on tient compte de la consommation par tête (en tenant compte de la population des régions annexées).

Consommation en matières premières les plus importantes

(calculée par tête et en kilogramme)⁹

	1913	1922	1923	1924	1925
<i>Population en millions</i>	35,6	39,3	39,7	40,1	40,55
Charbon	340	200	254	310	284
Huile minérale	5,4	17	21	23	30
Fer et acier	38	---	34	40	61
Cuivre	0,8	0,9	1,1	1,3	1,6
Plomb	0,9	0,22	0,53	0,87	0,85
Coton	5,7	4,5	4,7	5,0	5,9
Jute	1,2	0,74	0,74	1,1	1,2
Caoutchouc	0,7	0,17	0,21	0,23	0,3

Sur la base de ces dates, nous pouvons résumer comme suit nos constatations :

1) Malgré le développement rapide dans certaines industries, le développement général n'est pas très considérable par rapport à l'époque d'avant-guerre, si l'on tient compte de l'agrandissement du territoire et de la forte augmentation de la population ;

2) Les progrès de l'industrie italienne ont été obtenus dans des conditions particulières : inflation, abaissement brutal des salaires, et avec l'aide de l'Etat fasciste. La revalorisation de la lire, en 1927, a déjà provoqué une grave crise dans l'industrie italienne. Les entreprises de quelques-unes des industries se développant particulièrement vite (soie artificielle, industrie automobile) ont été obligées de céder une partie de leur capital social aux capitalistes étrangers ;

⁸ Sources : « Annuaire International de Statistique » ; « Statistique Générale de la France » ; « Materialien zur Weltwirtschaftskonferenz ». Les indications pour 1926 ne sont pas encore connues.

⁹ Sources : « Annuaire International de Statistique » ; voir plus haut.

3) Les côtés désavantageux des conditions de la vie économique en général (manque de combustibles) sont passagèrement surmontés par l'utilisation des chutes d'eau des Alpes pour l'industrie des régions du Nord. Mais ce facteur favorable ne peut être généralisé et il a tendance à diminuer ;

4) Dans les conditions d'un change stabilisé, l'industrie italienne ne peut garder sa position sur le marché mondial qu'à la condition de conquérir des débouchés et des sources de matières premières et de les monopoliser. De là la tendance excessive du fascisme à une expansion impérialiste et la proclamation ouverte de la nécessité d'un nouveau partage du monde.

L'EVOLUTION DU CHANGE ITALIEN

L'évolution de la monnaie italienne dans la période de guerre et d'après-guerre est à peu près analogue à celle de la monnaie française. Les chiffres les plus importants en ont été ramassés dans le tableau suivant¹⁰ :

	Circulation des billets de banque	Avances à l'Etat	Cours du \$, en % de la parité	Indice des prix du commerce de gros	Indice des prix du commerce de détail
	Fin d'année			Moyenne annuelle (1913 = 100)	
1914	2.936	735	100	95	94
1916	5.012	2.554	124	200	125
1918	11.750	7.166	144	409	239
1920	19.732	10.743	389	624	452
1921	19.209	8.505	449	578	501
1922	18.012	8.077	416	562	527
1923	17.247	7.754	419	575	518
1924	18.114	7.244	443	585	538
1925	19.50	7.062	485	690	605
1926	18.340	7.382	496	709	657

En étudiant ce tableau, deux faits saillants apparaissent: 1) Une inflation immédiate, c'est-à-dire qu'en Italie, depuis 1920, il n'y a pas eu d'émission de billets de banque au compte de l'Etat pour couvrir le déficit du budget ;

2) Depuis 1921, on peut dire en somme que la lire est stabilisée.

3) La stabilisation monétaire n'est pas le fait du régime fasciste. La base de la stabilisation, l'arrêt de l'émission inflationniste de billets de banque au compte de l'Etat, venait d'être établie juste avant le coup d'Etat fasciste. Au contraire, le régime fasciste a provoqué, jusqu'en 1926, une nouvelle dévalorisation lente de la monnaie ;

4) Pendant toute la période de guerre et d'après-guerre, il y a eu, entre les prix de gros et les prix de détail, des ciseaux assez ouverts. Cela a permis à la grande bourgeoisie de réaliser des gains importants sur le dos de la classe moyenne, et une centralisation des capitaux entre les mains de la grande bourgeoisie ;

¹⁰ Les chiffres jusqu'à 1926 ont été pris dans C. E. Mac Guire : « Italy's international economic position ». « Mémoire sur les monnaies », 1 volume. Page 58 (matériel de la Conférence économique internationale).

5) Dans la situation particulière de l'industrie italienne, qui doit importer, de l'étranger presque toutes ses matières premières, l'inflation n'avantage ses possibilités de concurrence sur le marché mondial qu'autant que, sur le marché intérieur, les prix de gros dépassent de beaucoup les prix de détail. Lorsque ce n'est pas le cas, la bourgeoisie a plus d'avantage à stabiliser la monnaie. Aucun obstacle insurmontable, comme nous l'avons expliqué, ne s'oppose à cette stabilisation.

LA STRUCTURE DU BUDGET ITALIEN

Le budget italien, comme celui de tous les pays belligérants, accuse dans la période de guerre et d'après-guerre un fort déficit, ainsi que le montre le tableau ci-dessous¹¹ :

Année finissant au 30 juin	Recettes	Dépenses	Déficit	Excédent
1915	2,7	5,8	3,1	
1916	2,9	13,5	9,7	
1917	5,5	21,7	16,2	
1918	7,7	26,5	18,8	
1919.	9,9	33,3	23,4	
1920	15,5	27,9	12,4	
1921	19,3	37,5	18,2	
1922	20,4	37,6	17,3	
1923	19,6	24,5	4,9	
1924	20,5	21,2	0,7	
1925	20,4	20,0		0,4
1926	20,4	18,9		1,5

Nous pouvons, en étudiant ces chiffres, constater les choses suivantes:

1) Le grand déficit budgétaire prend fin en 1922. Depuis trois ans, selon les chiffres officiels, le budget est en équilibre. Aucun danger ne menace donc de ce côté la stabilité de la lire.

2) Les dépenses de l'Etat, au cours des dernières années, si l'on, compte avec un indice des prix de 600, sont à peine plus élevées qu'avant la guerre. Si l'on tient compte de l'agrandissement du territoire et de l'accroissement de population, l'augmentation des dépenses, en comparaison avec les autres Etats, est extrêmement réduite.

Les recettes du budget provenant de l'impôt se présentent de la manière suivante¹² :

<i>En millions de lire, l'année finissant le 30 juin</i>						
1914	1916	1918	1920	1922	1924	1925
2 003	2 403	4 381	7 532	13 995	15 308	16 050

Etant donnée la pauvreté du pays, cette charge, par comparaison à la fortune nationale, est relativement élevée. Mac Guire donne les chiffres suivants en millions de lire¹³ :

Années	Impôts	Fortune nationale	%
1925	20 649	100 000	20
1914	2 600	20 000	13

¹¹ Mac Guire, page 540. Les chiffres de 1926 sont provisoires.

¹² Mac Guire, page 846.

¹³ Mac Guire, page 456.

Mais, dans. 20 649 millions de lire figurent des recettes provenant d'autres sources que de l'impôt.

LA DETTE PUBLIQUE.

L'Italie avait au début de la guerre une dette publique de 15,77 milliards de liras. C'est un chiffre qui, en raison de la pauvreté du pays, peut être tenu pour excessivement élevé¹⁴, mais on y fait figurer à peu près 7 milliards de lire représentant les frais de construction de 13 900 kilomètres de chemin de fer se trouvant en la propriété de l'Etat¹⁵.

Le service des intérêts de la dette absorbait, en 1913, 600 millions de liras du budget.

Cette dette publique d'avant-guerre fut réduite par l'inflation à environ un quart de son montant primitif (en comptant la réduction du pouvoir d'achat de l'or à un sixième).

Si nous ajoutons les déficits budgétaires cités plus haut depuis 1914, nous arrivons pour la période de 1914 à 1927 à un déficit total de 124 milliards de liras. Par conséquent la dette publique devrait actuellement tourner aux environs de 140 milliards de lire.

Contre cela, le service de la dette publique intérieure italienne donne le tableau suivant, en milliards de liras :

	<i>Juin 1924</i>	<i>Juin 1926</i>
<i>Dettes consolidées :</i>		
Dettes d'avant-guerre.	12,5	12,5
Emprunts à long terme	36,1	36,0
Bons remboursables de 3 à 9 ans	11,9	15,0
Total	60,5	63,5
<i>Dettes flottantes :</i>		
Bons du trésor	22,2	17,8
Billets d'Etat	2,4	2,1
Billets de banque	7,5	6,7
Comptes courants	0,5	1,2
Total	32,6	27,8
Total de la dette intérieure	93,1	91,3

Le paiement des intérêts de la dette intérieure a nécessité, en 1925, 4 000 millions de liras. En calculant sur la base de l'indice des prix de gros, on voit que le paiement des intérêts de la dette intérieure, si Mussolini ne poursuit pas la revalorisation, ne coûte pas plus au budget qu'avant la guerre.

¹⁴ Les dettes d'Etat des autres pays étaient au début de la guerre de :

Allemagne : 6,4 milliards de marks.

France : 33 milliards de francs.

Angleterre : 717 millions de livres sterling.

Seule la France avait une dette plus élevée que celle de l'Italie.

¹⁵ Mac Guire, page 437.

Si l'on compare la somme totale de la dette intérieure à celle des déficits budgétaires, on voit une différence de 47 milliards de liras. C'est la somme que l'Italie a reçue comme emprunts de guerre de ses alliés : Angleterre et Etats-Unis.

LES DETTES INTERALLIEES DE L'ITALIE

Pendant la guerre, on sait que l'Italie a reçu de ses alliés, Angleterre et Etats-Unis, d'assez grosses sommes à titre d'emprunt. En voici le détail :

	<i>Capital</i> (en millions)	<i>Lires or</i>	<i>Lires papier</i> (1927)
Etats-Unis	1 648 dollars	8 milliards	30 milliards
Angleterre	477 L. sterling	12 milliards	42 milliards

Ces chiffres montrent que les dépenses de guerre de l'Italie ont été, dans une très large mesure, couverts par des emprunts à l'Angleterre et aux Etats-Unis¹⁶. La contre-valeur de ces sommes fut apportée en Italie sous forme de différentes marchandises. Les postes se répartissent de la façon suivante¹⁷ :

	<i>Millions de Dollars</i>	<i>Millions de Livre sterling</i>
Produits alimentaires (céréales, conserves, etc.)	480	57
Métaux (cuivre, aciers, fil de fer barbelé, etc.)	140	24
Explosifs	47	12
Matériel de chemin de fer	37	—
Combustibles	26	39
Produits chimiques	25	2
Equipements militaires et armes	25	17

La répercussion économique de ce large approvisionnement de l'Italie par les alliés, c'est que l'économie italienne a été beaucoup moins déformée par la guerre, et l'Italie beaucoup moins appauvrie que si elle avait dû poursuivre toute la guerre par ses propres forces.

Naturellement, il faut maintenant payer les intérêts de cette dette et l'amortir suivant les accords de consolidation qui ont été passés. Mais la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont, comme on le sait, accordé à l'Italie des conditions particulières notablement avantageuses. L'Italie ne paie aux Etats-Unis pendant cinq ans que 5 millions de dollars par an, puis 12 à 20 millions au cours des 20 années suivantes, et, enfin, environ 1 million de dollars par an pour atteindre 79 millions de dollars en 62 ans. A l'Angleterre, après quelques années de délai, elle paiera 4,5 millions de livres sterling par an. C'est-à-dire que l'Italie, pendant les 20 ou 30 années, qui vont suivre, n'aura pas plus de 200 millions de liras-or, au maximum, à payer pour les intérêts et l'amortissement de sa dette interalliée. C'est un tiers de la somme qu'elle devait consacrer avant la guerre au paiement des intérêts de sa dette publique.

Nous voyons par conséquent que, de ce côté-là, aucun danger ne menace le budget italien et en même temps la monnaie italienne. Le change italien ne peut être menacé que par l'existence permanente d'une balance commerciale passive.

¹⁶ Le compte en liras-or ou en liras-papier est assez difficile à établir, car le pouvoir d'achat de la livre et du dollar, à l'époque où furent acceptés ces crédits, était très instable et en général fort au-dessous de la parité-or.

¹⁷ D'après des documents du gouvernement italien sur les négociations à propos des dettes, reproduits par Mac Guire, page 377.

LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'ITALIE

Il est extraordinairement difficile de se faire une image du développement du commerce extérieur de l'Italie, car on a changé plusieurs fois la manière de prendre et de grouper les statistiques et, d'autre part, les oscillations des changes ont été formidables.

La statistique la meilleure est encore la suivante :

Commerce extérieur en millions de marks-or¹⁸ :

	Importations	Exportations	Excédent des importations
1913	2 953	2 034	919
1923	3 317	2 139	1 178
1924	3 548	2 620	928
1925	4 376	3 056	1 320
1926	4 240	3 058	1 182

Le commerce extérieur de l'Italie a toujours été, même avant la guerre, fortement passif. Le déficit atteignait entre 1910 et 1913, 1 à 2 milliards de liras par an. Sous ce rapport, les choses ne paraissent pas avoir beaucoup changé. La valeur totale du commerce extérieur n'a pas elle-même beaucoup changé. Si l'on tient compte de la diminution du pouvoir d'achat de l'or, on voit que la quote-part par tête d'habitant est restée la même qu'avant la guerre. Le commerce extérieur était et reste encore très réduit par comparaison avec celui des pays plus industrialisés.

La physionomie du commerce extérieur permet, dans une certaine mesure, de contrôler si notre conception que l'industrialisation survenue au cours des dix dernières années n'a pas foncièrement modifié le caractère économique du pays, est exacte ou non. C'est pourquoi nous donnons ici le pourcentage des différents groupes de marchandises¹⁹ :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1908-1912	1922-1924	1908-1912	1922-1924
Matières premières	37,0	39,6	14,3	11,3
Produits demi-bruts	18,6	17,8	27,9	28,2
Produits fabriqués	24,6	14,5	28,8	35,6

Le progrès dans le sens de l'industrialisation apparaît de façon indubitable dans la physionomie du commerce extérieur, et il est relativement beaucoup plus grand qu'on ne pouvait s'y attendre, d'après nos explications sur les progrès minimum de l'industrie italienne. Mais il ne faut pas oublier que les branches qui ont eu la croissance la plus rapide sont justement (industrie automobile, soie artificielle) de pures industries d'exportation. Voici d'ailleurs quelques chiffres²⁰ :

On a exporté, en 1.000 tonnes :

¹⁸ « Annuaire statistique de l'Empire allemand ». Les chiffres de 1926 ont été calculés par nous approximativement.

¹⁹ Les chiffres d'avant-guerre sont pris dans « l'Annuaire statistique 1914 », page 225. Ceux d'après-guerre dans Mac Guire, page 482. Malheureusement, il n'y a aucun chiffre pour 1925 et 1926.

²⁰ Mémorandum II, page 206.

	1913	1925
Lainages	3	12
Soieries	2	3
Cotonnades	53	68
Tissus de lin, chanvre et jute.	21	6
[Total]	79	89
Chapeaux (millions de pièces)	22	19
Produits de caoutchouc	3	12
Automobiles (1.000 pièces)	3	29

La quantité des exportations de textile est, malgré de forts changements à l'intérieur des différents groupes, augmentée d'un septième seulement. Au contraire, l'exportation des automobiles a presque décuplé, et celle des marchandises de caoutchouc (pneus d'automobiles) quadruplé. Par suite du peu d'extension du commerce extérieur italien en général, des changements si faibles soient-ils quantitativement, modifient profondément le pourcentage.

Le commerce extérieur atteignait, par tête d'habitant (en dollars)²¹ :

	<i>Importations</i>		<i>Exportations</i>	
	1913	1924	1913	1924
Italie	20,31	21,33	13,99	15,75
Allemagne	39,32	34,72	36,86	24,84
France	41,46	53,51	33,88	55,29
Grande-Bretagne	69,81	113,21	55,54	78,96

La situation économique internationale de l'Italie reste loin derrière celle des autres pays de l'Europe Occidentale.

En résumé, on peut dire : le commerce extérieur de l'Italie est relativement petit, il montre des modifications dans le sens d'une industrialisation et se balance dans l'autre par un excédent annuel d'importations de plus d'un milliard de lires-or, tout comme avant la guerre.

LA BALANCE DES COMPTES

La balance des comptes de l'Italie est lourdement chargée par le déficit annuel dépassant un milliard de lires, de la balance du commerce extérieur. Environ un quart des importations n'est pas couvert par des exportations de marchandises et doit l'être par d'autres ressources.

Avant la guerre, ce déficit était couvert par deux postes : les envois de fonds des émigrants et les dépenses des touristes à l'intérieur du pays. Dans les années 1911-19-14, ces recettes provenant de sommes autres que le commerce extérieur atteignaient les chiffres suivants²² :

(En millions de lires)	
Emigrants	450
Touristes	420
Navigation	115
Navigation	200
Total	1 185

²¹ Mémorandum I, page 111.

²² Mac Guire, page 31.

Dans les années de guerre, de 1915 à 1919, il y eut un très fort déficit de la balance des comptes. Ce déficit, qui atteignait en moyenne 4,45 milliards de liras-or par an, fut couvert par les dettes interalliées.

Dans les premières années après la signature de la paix, la balance des comptes continua d'être passive. Elle ne commença à présenter un léger actif qu'en 1924, surtout à la suite de l'excellente récolte de 1923, qui permit de restreindre les importations de produits alimentaires. La balance des comptes se présente à peu près de la façon suivante, en millions de liras :

Passif			
Déficit de la balance commerciale		1.000	
Intérêts au profit du capital étranger, commissions		<u>190</u>	
Ci [?]		1.190	1.190
Actif			
Envois de fonds des émigrant		540	
Touristes		550	
Navigation		210	
Divers		<u>85</u>	
Ci [?]		1 375	<u>1 375</u>
Solde crédit			185

Dans les années 1925 et 1920, où la balance commerciale montre à nouveau un déficit notablement plus élevé et où il faut supporter de plus des paiements au compte des dettes interalliées, la balance des comptes de l'Italie est vraisemblablement passive de quelques millions de liras-or.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU FASCISME

La politique économique du fascisme peut se résumer ainsi : construction d'une économie capitaliste aux frais de toutes les autres classes, et en particulier en employant la terreur contre la classe ouvrière.

L'histoire de l'Italie au cours des années 1919 à 1922 prouve que, lorsque la classe ouvrière crée des circonstances telles que la mise en valeur du capital devienne impossible, sans bâtir en même temps la dictature du prolétariat, la bourgeoisie, même en employant les pires méthodes terroristes, abat la classe ouvrière pour ressusciter la base économique de son système : la mise en valeur du capital. Un Etat bourgeois n'assure pas de profit au capital, c'est une contradiction qu'il faut résoudre, soit par la dictature du prolétariat, soit par la terreur de la bourgeoisie.

Après la victoire du fascisme, toute la ligne de sa politique a été ouvertement orientée pour soumettre complètement l'économie du pays aux intérêts de la bourgeoisie. Toutes les mesures de la politique de Mussolini tendaient à cela, malgré quelques paroles démagogiques « anticapitalistes ».

La tâche fondamentale qu'il s'était imposée, c'était d'assurer à nouveau la production de plus-value, qui avait été arrêtée en fait après la guerre, par suite du manque de discipline de classe dans les fabriques, des grèves, de l'agitation, de l'occupation des usines, etc...

C'est à cela que doit servir la dispersion des syndicats l'interdiction des grèves, la prolongation de la journée de travail, la diminution des salaires, en un mot, toute cette réduction de la part des ouvriers dans la valeur des produits des produits.

Le fascisme a complètement rempli cette tâche. Les chiffres suivants, donnés par Mortara²³, montrent bien la réduction de la part des ouvriers dans la valeur des produits, l'augmentation de leur exploitation :

	1913-1914	1922	1923	1924	1925	1926	1926 (décembre)
	<i>(un semestre)</i>						
Index du coût de la vie	100	503	495	517	594	653	657
Index des salaires	100	518	480	474	513	559	584

L'exactitude des chiffres de Mortara a été contestée et l'« Union des Industriels de Lombardie » leur a opposé des chiffres de l'Office statistique de Milan et d'autres organisations, d'après lesquels le salaire réel aurait augmenté de 12 à 21 % par rapport à celui d'avant-guerre²⁴.

Les chiffres que nous avons calculés sur la consommation par tête d'habitant pour quelques-uns des articles de consommation les plus importants permettent un certain contrôle sur l'exactitude de ces affirmations :

*Consommation en kilogrammes par tête d'habitant*²⁵

	1913	1922	1923	1924	1925
Céréales	240,0	201,0	190,0	208,0	175,0
Maïs	87,0	62,0	68,0	70,0	73,0
Riz	11,5	9,2	11,1	10,8	12,0
Pommes de terre	46,0	34,0	41,0	45,0	48,0
Sucre	5,8	7,8	9,0	8,3	8,3
Café	0,8	1,2	1,2	1,2	1,1

Ces calculs sont très sommaires. Ils ne font pas entrer en ligne de compte la grandeur toujours croissante des marchandises de transit. Malgré tout, ils montrent assez clairement la tendance générale à une diminution de la consommation des produits alimentaires les plus importants.

La consommation du vin témoigne, d'un recul important. Dans les années 1921-1924, la consommation par tête était d'environ 22 % inférieure à ce qu'elle était en 1903-1913. De même la consommation du tabac par tête d'habitant a notablement diminué.

Enfin, il faut encore indiquer que la consommation de cotonnades, qui atteignait avant la guerre, de 1909 à 1913, 3,3 kilos par tête et par an, est tombée, dans la période fasciste, de 1923-1925, à 2,8 kilos, ce qui indique que les vêtements sont notablement plus mauvais.

La consommation des riches n'ayant certainement pas diminué, ces chiffres prouvent que la politique économique du régime fasciste a eu pour résultat un abaissement considérable du niveau de vie de la classe ouvrière et ils confirment l'exactitude des chiffres de Mortara.

En abaissant les salaires ouvriers bien au-dessous de leur niveau d'avant-guerre, le fascisme a fait ce qui, pour la bourgeoisie italienne, était le principal. Mais, dans tout le domaine de la politique économique, c'est l'intérêt de la bourgeoisie qui domine tout²⁶.

²³ « Prospetive Economiche 1927 », page 442.

²⁴ Mac Guire, page 553.

²⁵ Ces chiffres sont établis d'après les données de « l'Annuaire international de statistique agricole », « l'Annuaire statistique », la « statistique générale de la France », les « Matériaux pour la Conférence économique internationale ». (Récolte plus importation brute. Farine transformée en céréales).

²⁶ Voir L. Saugemi : « La politica economica e finanziaria del governo fascista ». Bologna 1924.

En ce qui concerne la politique financière, le mot du premier ministre fasciste des Finances, de Stefano, la domine tout entière²⁷ :

« Une politique financière qui se base sur des poursuites contre les capitaux est une politique imbécile. »

C'est pour se mettre en accord avec ces déclarations qu'on a aboli la loi sur l'obligation de déclarer les titres (nominalité), aboli l'impôt sur le revenu, aboli l'impôt sur les héritages (sauf pour les héritages de parents au delà du troisième degré). Des tarifs douaniers prohibitifs ont assuré les profits de l'industrie. On a donné des subventions et accordé l'aide de l'Etat pour les compagnies de navigation et les constructions navales. On a donné des commandes d'Etat hautement profitables à toutes les industries ayant avec l'armée un rapport quelconque : construction de moteurs, d'aéroplanes, d'automobiles, industrie chimique, etc...

Ce n'est que dans les deux dernières années que la politique économique, exclusivement orientée dans l'intérêt de la bourgeoisie, s'est légèrement modifiée. C'est ainsi, qu'au milieu de 1925, les tarifs douaniers protectionnistes ont été étendus aux céréales et aux autres produits agricoles, pour favoriser économiquement les grands propriétaires et les gros paysans et les lier au régime fasciste²⁸. La stabilisation de la lire est dans l'intérêt de la bourgeoisie italienne, maintenant qu'elle a adapté les prix de détail aux prix de gros. La revalorisation », c'est-à-dire la montée du cours de la lire, vraisemblablement jusqu'à sa parité-or, telle que l'ont annoncée et partiellement réalisée les fascistes, n'est pas dans l'intérêt de la bourgeoisie industrielle. Une politique de ce genre léserait gravement les intérêts du capital industriel au profit du capital bancaire, plongerait l'industrie italienne dans une crise de débouchés très dure (elle existe déjà partiellement) et enlèverait au fascisme sa base sociale. Aussi, croyons-nous que Mussolini laissera tomber la revalorisation²⁹.

RESUME

Cet examen, qui n'avait pas encore été entrepris, du matériel économique — sans doute plein de lacunes — dont nous disposons, nous montre les grands faits suivants :

1) L'économie italienne a, tout comme celle des autres pays impérialistes, surmonté la secousse de la guerre. Les dommages économiques en ont été moindres pour l'Italie, parce que la guerre s'est déroulée en dehors de son territoire et a été financée pour une importante partie par des crédits étrangers. L'économie italienne suit, depuis la fin de la guerre, une ligne lentement ascendante. En même temps, le capital est devenu dans une certaine mesure étranger, mais beaucoup moins qu'en Allemagne. Il n'y a pas d'obstacle sérieux à la stabilisation financière ;

²⁷ Pernot, page 241.

²⁸ Les agrariens ont trouvé à ces avantages un certain goût, c'est ainsi que le Conseil national de la Confédération fasciste des fermiers a demandé entre autres des réductions d'impôt, la réduction des droits de douane sur les machines agricoles, la diminution des prix des machines agricoles et la diminution des salaires des ouvriers agricoles. (*Times* du 2 juillet 1927).

²⁹ Au début de juillet, Volpi a fait une déclaration suivant laquelle on stabiliserait le cours de la lire à 90 pour 1 livre sterling. L'arrêt de la hausse de la lire eut lieu à la suite d'une intervention des chefs des grandes associations capitalistes auprès de Mussolini, par l'intermédiaire du secrétaire général du parti fasciste, Turati. (*Frankfurter Zeitung*. Correspondance de Rome du 2 juillet 1927).

2) L'industrialisation qui s'est poursuivie dans l'Italie du Nord est beaucoup moins importante qu'on l'admet en général et elle n'a pas foncièrement changé le caractère de l'ensemble du pays, qui reste un pays agricole-;

3) La stabilisation du capitalisme a été payée par une soumission absolue de toutes les classes travailleuses aux intérêts économiques de la bourgeoisie industrielle. En particulier, on a fortement abaissé le salaire réel du prolétariat au-dessous du niveau d'avant-guerre ;

4) La pauvreté des larges masses de la population³⁰ resserre le marché intérieur et force l'industrie italienne à chercher des débouchés à l'étranger, d'où les tentatives désespérées de « pénétration économique » dans les Balkans et de conquête d'un empire en Afrique, en Asie mineure, dans les Balkans (emprunts à la Roumanie, à l'Albanie), où il y a toujours et des matières premières et des débouchés, et d'où aussi le programme ouvertement publié d'un « nouveau partage du monde » ;

5) Les contradictions de classe en Italie sont extraordinairement vives. La base de classe du gouvernement fasciste est très étroite. Le fascisme n'est pas arrivé à normaliser son régime pour revenir à la forme parlementaire de dictature de la bourgeoisie. La destruction, par la force du mouvement ouvrier légal et des partis politiques a conduit à une révolutionnarisation latente du prolétariat et des paysans pauvres, où le Parti communiste italien, seul, a résisté à la terreur, a pris le rôle dirigeant. Il est vraisemblable que le régime fasciste est la dernière forme de la domination bourgeoise en Italie, avant la dictature du prolétariat.

³⁰ La physionomie des dépôts de caisses d'épargne donne à peu près la figure suivante (en millions) :

	<i>Lires-papier</i>	<i>Lires-or</i>
1913	4.655	4.655
1926	21.004	4.356

Avec un accroissement de population d'un sixième, le total des dépôts de caisse d'épargne est devenu plus petit. C'est pourquoi le taux d'intérêt reste toujours élevé et la puissance des quelques grandes banques considérable.

II. — ASPECTS GENERAUX

LA SITUATION GENERALE DANS LA CONJONCTURE

La conjoncture des derniers mois est caractérisée par le fait que, pour la première fois, dans la période d'après-guerre, un grand Etat européen avec un change stable, l'Allemagne, a atteint une phase de la haute conjoncture. En outre, la situation économique aussi des autres grands pays capitalistes, la France et l'Angleterre, s'est améliorée. Dans d'autres pays, avant tout en Italie, la conjoncture, par contre, s'est aggravée. Aux Etats-Unis, la conjoncture, avec une légère nuance d'aggravation, est restée bonne, considérée en bloc.

Comme trait fondamental, subsiste, en outre, le fait qu'une marche unifiée de la conjoncture, un cycle qui s'étend sur toute l'économie capitaliste mondiale, ne s'est pas encore présentée. Le mouvement de vagues dans les divers pays est tout à fait différent. Nous enregistrons en Allemagne, depuis la stabilisation, un changement rapide par bonds de la phase de conjoncture : la crise et la conjoncture se déroulent dans un laps de temps de deux à trois années. Quelques observateurs de conjoncture en déduisent que la tendance du raccourcissement des cycles de conjoncture, que l'on a pu effectivement constater au cours du XIX^e siècle jusqu'au début de la guerre mondiale, continue à se développer maintenant dans une forme encore plus accentuée.

Vis-à-vis de cela, il faut souligner que, dans l'Etat dirigeant et décisif pour le capitalisme actuel – les Etats-Unis – l'ascension et la bonne conjoncture subsistent depuis l'automne 1921, donc depuis bientôt six ans. Il y eut néanmoins quelques petites phases de dépression de trois à quatre mois – au printemps 1923, en été 1924 – mais elles durèrent un temps beaucoup trop court pour pouvoir les considérer comme crises dans l'ancien sens du mot. Nous avons donc, dans ce cas, le contraire du phénomène observé en Allemagne : une période de longue durée de la conjoncture ascendante, respectivement de bonne conjoncture persistante.

La conjoncture allemande, dont nous nous occupons en détail dans la partie spéciale, montre un rythme si raccourci pour la raison que le capitalisme allemand est encore pauvre en capitaux, qu'il dépend, pour le maintien de la conjoncture, de l'affluence des emprunts étrangers et que, d'autre part, il n'est pas capable de développer l'exportation des marchandises d'une façon correspondante parce que précisément, en raison d'un manque réel de capitaux, la bourgeoisie allemande n'est pas en état d'exporter des marchandises comme capitaux et qu'elle est, pour cette raison, repoussée dans la concurrence internationale, malgré les bas salaires. Pour cette raison, nous croyons que la phase actuelle de la haute conjoncture ne dépassera pas l'année 1927.

L'amélioration de la conjoncture *en Angleterre* n'aboutira pas, selon notre avis, à une haute conjoncture. Elle est en partie un phénomène de reconstitution : les réserves en marchandises, qui s'étaient fortement vidées en raison de la grève des mineurs, devaient nécessairement être reconstituées maintenant. C'est particulièrement le cas dans le domaine de l'industrie métallurgique. Mais il est clair que la crise charbonnière, malgré la victoire des capitalistes sur les ouvriers, n'est nullement résolue et qu'elle se montrera de nouveau, dans quelque temps, sous une forme extrêmement aiguë. Du fait que les charbonnages sont l'industrie isolée la plus importante de la Grande-Bretagne et qu'ils occupent, dans des conditions normales, plus d'un million d'ouvriers, une haute conjoncture est difficilement possible lorsqu'il existe une crise dans les charbonnages. Bien qu'il existe, sans aucun doute, une certaine modification dans l'industrie britannique, dans le sens

d'une diminution de l'importance des grandes industries d'entrepôt et un accroissement de l'importance des industries comme la construction des automobiles, l'industrie électrique et l'industrie des produits chimiques, cette modification ne suffira pas pour rendre possible, avec la crise dans les charbonnages et les difficultés dans l'industrie lourde, une haute conjoncture en Angleterre.

En *France*, la stabilisation de *facto*, mais pas encore légale, comme nous l'avons prédit, s'est avérée beaucoup moins nuisible à la conjoncture qu'on l'aurait supposé en général. Correspondant au fait que la déformation au capitalisme par l'inflation était beaucoup moindre qu'en Allemagne ou en d'autres pays avec une grave inflation, la France n'a pas enregistré non plus ni banqueroutes ni crise grave dans la sphère de la circulation. La forte base agraire de l'économie française, la population relativement minime et l'importance relativement grande de l'industrie de qualité dans les exportations ont abouti à un recul de l'activité des industries d'entrepôt qui s'orientent fortement sur les exportations, mais il n'en est pas découlé une véritable crise de stabilisation. Toutefois, il n'est pas exclu qu'à la prochaine aggravation générale de la situation économique mondiale, la crise en France se présente sous une forme plus accentuée.

En *Italie*, la conjoncture s'est sensiblement aggravée en raison de la stabilisation, respectivement de l'amélioration, du cours de la lire. Le marché intérieur de l'Italie étant beaucoup moins capable d'absorption que le marché français, la propre force des capitaux du capitalisme italien étant de beaucoup inférieure et les conditions locales de l'industrie italienne étant plus défavorables, l'absence des avantages de l'inflation ressort plus fortement dans la diminution de la capacité de concurrence sur le marché mondial. L'effet des efforts de revalorisation, qui ont aggravé la conjoncture, a été diminué par le fait d'une forte affluence de capitaux étrangers — américains et anglais — en Italie et dans l'industrie italienne même sous forme de l'emprise étrangère (industrie de la soie artificielle et de l'automobile).

La situation économique de la *Pologne* continue à être très difficile. Le maintien du charbon de la Haute-Silésie sur les marchés conquis pendant la grève des mineurs anglais dans le Nord de l'Europe, rencontre des grandes difficultés en raison de la concurrence de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. La guerre douanière avec l'Allemagne rend plus difficile l'exportation des produits agricoles. La fin de l'obligation pour l'Allemagne de fournir des munitions à la Pologne constitue une grande difficulté pour l'industrie lourde de la Haute-Silésie. Mais plus important encore est le fait que l'emprunt américain, pour lequel les pourparlers durent depuis très longtemps, n'a pas abouti. On dit bien, dans le communiqué officiel polonais, que la conclusion de l'emprunt, éventuellement la continuation des pourparlers, a été seulement renvoyée jusqu'en automne. Mais il est clair qu'en raison des préparatifs de guerre des puissances impérialistes contre l'Union Soviétique, les capitalistes américains n'aiment pas beaucoup investir leurs capitaux en Pologne ; (il y a en général des indices d'un ralentissement du rythme de l'exportation des capitaux américains).

Un indice de la faiblesse de la conjoncture mondiale générale est le fait que pour toute une série de matières premières importantes, comme le charbon, le pétrole, le caoutchouc et quelques métaux, il existe une forte surproduction et une sérieuse baisse des prix. Ce qui signifie que la force de consommation du monde capitaliste en général reste de nouveau fortement en dessous de la force de production.

LE CHOMAGE

Le chômage montre ces mois derniers une tendance décroissante, due à l'amélioration de la conjoncture en Angleterre et en Allemagne et aussi à des raisons saisonnières. En Allemagne, on se plaint dans diverses branches d'industrie du manque d'ouvriers qualifiés, ce qui, exceptionnellement, doit être effectivement vrai. Malgré tout, on peut considérer que le chômage atteint plus d'un million de chômeurs en juin. En Angleterre, le chiffre des chômeurs secourus est tombé de nouveau au-dessous d'un million ; le chiffre réel doit être plus élevé de quelques centaines de milliers. En France, on enregistre, pour des raisons saisonnières et du fait du départ d'ouvriers étrangers, une diminution de chômage, contrairement à l'Italie où le chômage, si nous ne tenons pas compte des influences saisonnières, revêt un caractère ascendant. Le tableau suivant reproduit la situation du chômage par fédérations professionnelles. [Lesquelles ? Dans quel pays ? Le tableau ne le dit pas !]

% des chômeurs parmi les syndiqués

Avril 26	9,2	3,2	6,5	16,5	26,0	12,3	18,6	19,1	95,5
Janv. 27..	12,1	7,7	15,6	32,1	30,2	16,1	16,5	6,6	92,4
Février 27.	10,9	5,9	13,9	31,7	31,1	15,5	15,5	5,8	93,6
Mars 27..	9,9	4,9	9,1	26,5	28,9	14,1	11,5	4,4	93,9
Avril 27..	9,4	5,2	7,1	23,6	22,4	12,3	8,9	3,7	93,2
Mai 27	8,8						7,0	2,9	

LA SITUATION DES CHANGES ET LE MOUVEMENT DE L'OR

Les changes de la plupart des pays sont restés stables au cours des derniers mois. Des oscillations de change, qui dépassent les limites du point d'importation ou d'exportation de l'or, ne se sont fait jour qu'en Italie, en Espagne, en Grèce, en Pologne et au Japon.

Avec la stabilisation effectivement réalisée des changes — à part quelques exceptions — fixée légalement ou non, la question de la répartition des réserves d'or a de nouveau acquis une importance. Si nous regardons le tableau des réserves d'or dans les divers pays³¹, nous constatons que les réserves d'or des Banques d'Emission Centrales se sont partout accrues :

	Fin 1913	Fin 1926	
Grande-Bretagne	35	151	millions de £
Etats-Unis	1 924	4 502	millions de £ [\$?]
Espagne	480	2 557	millions de Pesetas
Allemagne	1 244	1 897	millions de Mark

Dans un certain nombre de petits pays, les réserves d'or se sont également fortement accrues.

Cet accroissement des réserves dans des institutions centrales incombe partiellement à la production nouvelle de l'or qui, pendant la guerre et aussi dans la période d'après-guerre jusqu'à aujourd'hui, est inférieure à celle d'avant-guerre ; la plus grande partie est fournie par le retrait des pièces d'or de la circulation. A l'exception des Etats-Unis et de la Suisse, l'or ne circule actuellement effectivement nulle part.

³¹ « Annuaire Statistique International » 1926, pp. 144 à 147.

Pour les derniers mois, le phénomène le plus frappant est la surabondance des devises étrangères en France. Pour ne pas laisser dépasser le cours du franc — le cours effectif de stabilisation, 123 francs pour la livre, le gouvernement français, la Banque d’Emission — a été obligé d’acheter de grandes quantités de £. Ces sommes ont servi, en avril, à payer une dette de la Banque d’Emission française à la Banque d’Emission anglaise du montant de 33 millions de £ ce qui a libéré une quantité d’or d’une valeur de 18 millions de £ déposée à la Banque d’Angleterre.

Aux mois d’avril et de mai, la Banque de France a continué la transformation des livres sterling qui affluaient en grand nombre, en or, en enlevant au marché d’or de Londres, c’est-à-dire à la Banque d’Angleterre, des grandes sommes d’or qui ont été expédiées aux Etats-Unis dans le but d’y constituer un fonds pour le paiement de la dette commerciale de 400 millions de dollars et qui vient à échéance en 1929. En mai, 5 transports d’or de 6 millions de dollars chacun furent adressés par la Banque d’Angleterre pour le compte de la Banque de France à New-York³². Pour arrêter l’affluence d’or surabondante aux Etats-Unis, la Federal Reserve Bank a acheté à la France le reste de 18 millions de £ et l’a déposé à la Banque d’Angleterre³³.

On se demande d’où provient cette grande affluence des moyens de paiements étrangers en France. Il est clair qu’elle ne provient ni du commerce extérieur, ni du bilan de paiements courant de la France. Elle ne peut pas avoir d’autre source que le retour des capitaux français évadés, maintenant que le change est stabilisé; elle provient aussi, en partie, de l’investissement spéculatif des étrangers dans des actions françaises qui, en liaison avec la stabilisation, ont une tendance à la hausse. Il semble aujourd’hui que la France a réussi à stabiliser son change sans un important emprunt étranger. Notre opinion que nous avons défendue ici-même, il y a une année, au moment de la plus forte baisse du franc qu’une stabilisation du change français est possible au moment où la bourgeoisie y est décidée (ce qui a supposé la constitution d’un gouvernement de la grande bourgeoisie) s’est donc avérée comme entièrement juste.

Momentanément, le gouvernement *italien* rencontre des difficultés semblables à celles du gouvernement français. Le gouvernement italien, comme Poincaré, n’a pas fixé un cours définitif de stabilisation. Mais il ressort clairement des déclarations du ministre italien des Finances, Volpi, que l’on va maintenir au moins jusqu’en automne un cours de 90 lires pour la livre. Mais en raison des grands emprunts étrangers – 150 millions de dollars, provenant exclusivement des Etats-Unis, doivent être versés à l’Italie dans le courant de cette année – le cours de la livre est tombe jusqu’à 83 lires et le gouvernement italien a été obligé de procéder à des achats de devises pour abaisser le cours de la lire à peu près de nouveau au niveau prévu de stabilisation.

L’emprunt de la *Pologne*, négocié pendant une année aux Etats-Unis, semble être définitivement perdu, quoiqu’on indique officiellement que les pourparlers doivent être continués en automne. On n’a abouti qu’à la conclusion d’un emprunt de 15 millions de dollars. La cause de l’échec de l’emprunt n’est pas tout à fait claire : d’une part, les Polonais n’ont pas voulu accorder aux Américains un contrôle complet de leur banque d’émission ; d’autre part, les Américains semblent craindre des conflits guerriers entre la Pologne et l’Union Soviétique. Nous verrons

³²Bulletin de juin de la National City Bank.

³³ Il ressort du bilan hebdomadaire de la Federal Reserve Bank que l’on a prêté vers fin juin 135 millions de dollars en or à des « Banques d’Emission étrangères », donc manifestement à la Banque d’Angleterre (Voir *Economist* du 9 juillet, correspondance de New-York.

prochainement si la Pologne est en état de continuer à maintenir le niveau actuel du cours du zloty après l'échec de l'emprunt américain. En attendant, le zloty a une tendance décidément rétrograde.

En ce qui concerne les *Etats-Unis*, les réserves d'or sont restées à peu près au même niveau au cours des trois dernières années, d'après la source ci-dessus mentionnée. Mais comme le bilan commercial est de nouveau actif et qu'en outre de grandes sommes reviennent continuellement aux Américains sur les capitaux investis à l'étranger (estimés par T.W. Lamont, co-proprétaire de la Banque Morgan à 12 milliards de dollars, dont le revenu annuel est d'un milliard de dollars³⁴), il existe une forte probabilité que cette affluence d'or, si on ne l'empêche pas artificiellement, continuera dans la prochaine période ; pour les cinq premiers mois de 1927, l'affluence de l'or aux Etats-Unis s'est élevée à 120 millions de dollars.

En général, la situation peut être caractérisée de la façon suivante : abondance d'or aux Etats-Unis, concurrence accentuée pour l'or entre les autres Etats capitalistes du monde.

Le tableau suivant montre la situation des changes dans les pays dont le change n'est pas encore stabilisé :

Cours des devises à New-York (cents pour une unité étrangère).

	Parité	Jun 1926	Janv. 1927	Mars 1927	Avril 1927	Mai 1927	18 Juin 1927	88[?] Juillet. 1927
Italie	19,3	3,7	4,3	4,5	5,0	5,4	5,5	5,45
Pologne	19,3	9,3	11,3	11,4	11,4	11,4	12,0	—
Roumanie	19,3	0,43	0,53	0,61	0,62	0,62	0,60	—
Grèce	19,3	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,34
Espagne	19,3	15,8	16,0	17,4	17,6	17,6	17,1	17,05

LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DES PRIX

Le mouvement des prix ne fut pas important au cours des derniers mois. Le plus important est la forte chute des prix de quelques matières premières extrêmement importantes : le charbon, le pétrole et le caoutchouc. Par contre, il y a eu une augmentation du prix du blé et en général une diminution des ciseaux. Dans les pays qui sont passés à un tarif douanier agraire protectionniste, les ciseaux ont cessé en partie en ce qui concerne les produits agraires terriens, tandis que pour les produits de l'élevage, des prix bas existent encore ainsi que de forts ciseaux. Aux Etats-Unis, on constate une nouvelle tendance à la baisse des prix pour les produits ouverts industriels.

Un phénomène spécial est la différence accrue entre les prix du commerce de gros et du commerce de détail. Un cas frappant est reproduit dans le *Vorwaerts* du 1^{er} juillet 1927 pour le développement des prix de la viande de porc en Allemagne :

En 1911-1913, la différence de prix entre le prix sur pied et le prix au magasin était de 77 pour cent. En 1926, on enregistre une différence de prix d'environ 120 pour cent et, en 1927, de 140 pour cent. En 1911-1913, une livre de porc coûtait chez les paysans 42 pfennigs, sur le marché 53,7 pfennigs ou 25 % de plus, chez le boucher en gros, 65,5 pfennigs ou 52 pour cent de plus ; chez le boucher, 76 pfennigs ou 77 pour cent de plus. En 1926-1927 (juin jusqu'à mai) une livre de porc coûtait chez le paysan 57,4 pfennigs,

³⁴ Discours du 2 mai 1927, dans le *Berliner Børsen Courier* du 30 mai.

sur le marché, 71,8 pfennigs ou 25 pour cent en plus ; chez le boucher en gros, 91,7 pfennigs ou 60 pour cent de plus et chez le boucher, 1 mk 31 pfennigs, ou 128 % en plus.

Ces constatations s'appliquent pour la période jusqu'à fin mai de cette année. A l'heure actuelle, on ne trouve guère une livre de porc à la boucherie pour 1,31 mark. Elle coûte 1,50 mk, jusqu'à 1,60 mk, sans que le prix ait subi une modification sensible chez le paysan. On peut dire que la différence entre les prix du bétail sur pied et les prix de la viande dans le commerce de détail est aujourd'hui le double de celle de la période d'avant-guerre.

Le tableau suivant montre le développement des prix de gros dans les pays les plus importants :

Indices des prix de gros (1913-1914 = 100)

		Etats-Unis – Bureau of Labour	Grande-Bretagne - Economist	Allemagne - Reichsam	France	Italie –Chambre de commerce de Milan	Pologne	Suède –Komm. Koll.	Suisse -Lorenz	URSS -Gosplan	japon	Indes britanniques	Chine
1926	Avril	151,1	158	132,7	752	636	178	140	147	197	239	149	163
1927	Janvier	146,9	153	135,9	719	603	195	146	145	179	224	146	173
"	Février	146,4	156	135,6	730	601	197	146	145	179	227	148	172
"	Mars	145,3	154	135,0	742	593	200	145	147	177	227	146	175
"	Avril	144,2	153	134,8	736	585	206	143	147	175	225		
"	Mai	144,1	155	137,1	727	537							
"	Juin		156										

LE RENOUVELLEMENT DE LA CRISE CHARBONNIERE MONDIALE

La crise charbonnière mondiale, qui fut interrompue par le manque d'environ 120 millions de tonnes d'extraction en 1926, à la suite de la grève des mineurs en Angleterre, s'approche, indépendante de toute modification de la conjoncture et bien que la grève des mineurs dans les mines syndicalement organisées des Etats-Unis exerce aussi cette année une influence favorable sur la situation du marché mondial du charbon. Il s'est avéré, ce que nous avons du reste souvent souligné, que la défaite des mineurs anglais ne peut nullement mener à la solution de la crise des charbonnages anglais, qui représente seulement la plus forte accentuation de la crise mondiale du charbon.

La crise du charbon est une crise des débouchés qui touche avant tout ces pays où l'exportation du charbon joue un rôle important, donc, avant tout, la Grande-Bretagne. La crise des débouchés se base sur trois moments principaux:

a) Pour la production d'une unité d'énergie, on emploie aujourd'hui moins de charbon qu'autrefois en raison des grandes améliorations apportées à la technique du chauffage ;

b) Une partie de l'énergie nécessaire est produite par le pétrole et la force hydraulique au lieu du charbon ;

c) En raison de la tendance générale actuelle qu'ont tous les pays, de vivre par leurs propres moyens: en raison de la tendance de restreindre autant que possible les importations des marchandises, un certain nombre de pays qui avaient importé autrefois des charbons, ont organisé leur propre extraction des charbons, ce qui a fortement touché les exportations.

Pour comprendre la situation, il est nécessaire de donner une représentation quantitative de l'effet de ces facteurs. La documentation de la Conférence Economique Mondiale³⁵ et du rapport britannique sur les charbonnages (Commission Samuel) fournissent certaines bases.

a) La consommation du charbon, au total et par tête de la population³⁶ montre les modifications suivantes dans les grands pays (qui consomment plus de 10 millions de tonnes par an) :

	Total		Par tête	
	Millions de tonnes		Tonnes	
	1909-13	1925	1913	1925
Canada	23	25	4,0	2,6
Etats-Unis	442	508	5,1	2,4
Allemagne	159	138.	2,6	2,2
Belgique	25	31*	3,5	3,8
France	61	74	1,6	1,8
Italie	10	11	0,3	0,3
Hollande	10 **	12	1,6	1,6
Grande-Bretagne	184	176	4,2	3,9
Russie	34	17	0,3	0,4
Suisse	3	3	0,9	0,7
Chine	14	20	0,03	0,05
Indes	15	21	0,05	0,07

* Y compris le Luxembourg

** 1913

b) Le tableau suivant donne, pour les Etats-Unis, des renseignements sur l'évincement relatif du charbon par d'autres sources d'énergie :

Consommation de charbon ou d'équivalent de charbon

(en tonnes de 2000 livres anglaises)

	1911-1915	1921-1925	Augmentation en %
Charbon	513	540	5
Pétrole	33	75	125
Gaz (naturel)	26	43	65
Total	572	658	15
Population.	96,5	111,7	16

Nous trouvons dans le tableau que comparativement à la période d'avant-guerre, 59 millions de tonnes de charbon sont chaque année remplacées par l'utilisation du pétrole et du gaz naturel, donc 10 % de la consommation. A l'échelle mondiale, l'évincement du charbon par le pétrole dans la navigation est généralement connu ainsi que l'influence de l'exploitation des forces hydrauliques. Néanmoins, il ne faut pas surestimer ce facteur. L'énergie produite par les stations des forces

³⁵ « .Société des Nations C.N.E. », 1, 18, volume I et II. Mémoire sur l'industrie du charbon.

³⁶ Mémoire I, page 10.

hydrauliques ne remplace pas plus de 28 millions de tonnes de charbon, 2,3 % de la consommation du charbon en 1925 (Mémorandum I, page 7.) ;

c) Le tableau suivant donne des renseignements sur le développement de la production du charbon dans les plus importants pays. Nous séparons les pays exportateurs et importateurs de charbon :

	Moyenne 1909-1913	1913	1925
<i>Pays exportateurs:</i>			
(en millions de tonnes)			
Grande-Bretagne	273,9	292,0	248,1
Allemagne *	137,7	160,1	163,8
Pologne *	36,0	41,0	29,1
Tchécoslovaquie	17,9.	19,4	16,9
<i>Pays importateurs :</i>			
France *	42,0	44,0	47,3
Autres pays européens.	9,5	10,5	18,5
Chine	12,9	13,8	20,5
Indes	15,1	16,5	21,5
Japon **	19,7	23,3	31,5
Afrique	6,9	8,2	12,6 ***
Océanie	12,2	14,0	15,3 ***

* Dans les frontières d'après-guerre

** Avec colonies.

*** Estimation

Nous constatons partout la même tendance: accroissement de la production dans les pays importateurs, diminution dans les pays exportateurs. L'année 1926 a dérangé cette ligne de développement, en ce sens que tous les pays exportateurs ont fortement accru leur production pour combler le déficit en Angleterre ; mais, à l'heure actuelle, la tendance est de nouveau clairement visible. (Les Etats-Unis forment une exception. mais l'exportation y joue un rôle infime, ainsi que le Canada dont la production charbonnière montre une tendance rétrograde). Ce développement a aussi continué en 1927. (La transformation de diverses espèces de charbon en une unité est assez compliquée ; lorsqu'on englobe la consommation propre des mines ou non, comment on transforme le lignite en anthracite, etc., on aboutit à des résultats différents.) Seulement la production enregistre une tendance générale ascendante du fait de la grève des mineurs.

La conséquence naturelle de ces trois tendances de développement est le recul de l'exportation charbonnière.

L'exportation pure des pays exportateurs les plus importants s'est élevée, en millions de tonnes :

	1913	1924	1925
Etats-Unis	28,0	23,4	23,2
Allemagne	32,7	12,4	25,5
Pologne	—	11,5	8,2
Grande-Bretagne	99,7	85,5	72,4
Tchécoslovaquie	—	2,0	0,9
[Total]	159,4	135,3	130,2

L'exportation totale du monde entier – en laissant de côté la Pologne et la Tchécoslovaquie pour la période d'avant-guerre – a diminué de 30 millions, presque de 20 %. Voilà la clé de la crise charbonnière et voilà pourquoi la victoire des magnats du charbon sur les mineurs en Angleterre n'a pas pu apporter une solution du problème.

La crise touche les pays selon la proportion de ses exportations de charbons et de la consommation intérieure. Les Etats-Unis sont très peu touchés, car l'exportation s'élève à peine à 4 % de la production et va, en partie, dans des pays favorisés au point de vue des transports. L'Allemagne et la Grande-Bretagne sont davantage touchées, car l'exportation s'y élève à 20 % de la production. (La Grande-Bretagne a exporté en 1913 : 25,54 % ; en 1923 : 28,24 % de sa production et l'exportation est tombée, en 1925, à 19,6 %.

La crise charbonnière dans ces deux pays est donc inévitable. L'essai de l'industrie chimique allemande d'utiliser le charbon comme matière première pour le pétrole (benzine), se trouve à ses débuts et même, s'il réussit complètement, il ne résoudra pas la question charbonnière, car la quantité de charbon qui sera utilisée, est trop petite. Il ne reste rien d'autre qu'une restriction correspondante de la production charbonnière dans les deux pays exportateurs principaux : la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

LE MARCHE MONDIAL DU FER ET DE L'ACIER

Les matériaux de la Conférence économique internationale donnent du marché mondial du fer et de l'acier le tableau suivant :

*Production du fer et de l'acier dans le monde*³⁷

(en millions de tonnes)

	1909-1913	1913	1926
Fer	68,3	78,8	79,2
Acier	65,2	76,6	93,9

Nous remarquons d'abord un très fort changement de rapports entre la production du fer et celle de l'acier. Avant la guerre, la production du fer dépassait celle de l'acier. Actuellement, la production de l'acier est de 15 % supérieure à celle du fer.

En même temps, est survenue une très forte diminution de la part de l'Europe dans la production mondiale. La part de l'Europe et celle des Etats-Unis s'établissent suivant ce pourcentage³⁸ :

	<i>Fer</i>		
	1913	1925	1926
Etats-Unis	39,9	48,5	56,5
Europe	57,9	47,4	40,1
	<i>Acier</i>		
Etats-Unis	41,5	50,8	52,4
Europe	56,6	45,8	44,2

³⁷ « Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier », Société des Nations C. E. I., 17, p. 10.

³⁸ Ibid, p 11

Si nous prenons maintenant les pays qui appartiennent à la Société internationale de l'acier brut (le cartel européen de l'acier), nous nous apercevons que leur participation à la production mondiale de l'acier a également reculé, bien que leur production absolue ait dépassé de loin celle d'avant-guerre. Les chiffres, suivants se rapportent aux frontières nouvelles d'après-guerre :

***Production de l'acier en millions de tonnes
et pourcentage des différents pays***

	1913	%	1925	%	1926	%
Allemagne	12,24	15,96	12,19	13,43	12,34	13,14
Belgique	2,47	3,22	2,55	2,81	3,37	3,59
France	6,97	9,11	7,42	8,17	8,39	8,93
Luxembourg	1,34	1,74	2,08	2,30	2,24	2,39
Sarre	2,08	2,72	1,58	1,74	1,73	1,85
Cartel de l'acier ³⁹	25,10	32,75	25,81	28,45	28,07	29,9

Nous voyons donc que les pays du cartel de l'acier, avec leur production des années 1925-1926, dépassent leur production de 1913, qui fut cependant, au point de vue de l'acier, une année extrêmement favorable, mais que leur part dans la production mondiale est, malgré cela, diminuée de 3 %.

LE COMMERCE EXTERIEUR DU FER ET DE L'ACIER

Le tableau suivant nous donne une vue d'ensemble de l'exportation en fer et en acier des principaux pays (en milliers de tonnes⁴⁰ :

	1913	1925
Allemagne	6 309	3 263
Belgique et Luxembourg pour 1925	1 573	3 112
France	630	3 875
Grande-Bretagne	4 969	3 731
Etats-Unis	2 908	1 678

Si nous mettons à part les Etats-Unis, dont l'exportation n'est pas dirigée vers l'Europe, nous trouvons quatre pays exportateurs qui sont à peu près d'égales forces et dont trois sont actuellement réunis dans le cartel de l'acier. De plus, il est intéressant d'ajouter que la majeure partie des exportations de la France (2,5 millions de tonnes) va vers les autres pays exportateurs (Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne).

Il ne s'est pas produit, depuis 1925, de changements importants, exception faite du grand bouleversement du marché du fer et de l'acier pendant l'année 1926, par suite de la grève des mineurs anglais.

³⁹ Nous avons éliminé l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, pour simplifier.

⁴⁰ « Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier ». Société des Nations, page 32. (Pour les pays anglo-saxons, les comptes sont établis en grandes tonnes de 1 010 kg.).

LA CONSOMMATION DU FER ET DE L'ACIER

Le tableau suivant donne la consommation du fer et de l'acier dans quelques-uns des principaux pays. L'établissement en a été assez compliqué du fait qu'une partie du fer brut entre dans la fabrication de l'acier et qu'il fallait éliminer les doubles emplois :

	Consommation totale (millions de tonnes)		Kilogrammes par tête d'habitant	
	1913	1925	1913	1925
Allemagne	17,53	12,35	261	197
Belgique (avec le Luxembourg pour 1925)	1,45	2,06	190	255
France (en 1925 avec la Sarre)	6,40	11,35	151	203
Angleterre (en 1925 sans l'Irlande).	10,84	9,05	236	200
Italie	1,07	1,94	38	61
Pologne	1,17	0,88	32	28
Etats-Unis	38,42	55,35	372	468
Japon	1,13	1,40	30	30

Le principal intérêt de ce tableau n'est pas dans les chiffres absolus, qui, par suite des bouleversements de territoires, ne permettent aucune comparaison utilisable, mais dans la physionomie de la consommation par tête d'habitant.

Là, nous voyons que les quatre grands pays industriels de l'Europe Occidentale : Allemagne, France, Grande-Bretagne et Belgique, ont consommé, en 1925, à peu près la même quantité de fer et d'acier par tête : environ 200 kilos par an. Viennent ensuite, à une distance considérable, l'Italie, la Pologne et le Japon. Au contraire, la consommation par tête d'habitant aux Etats-Unis est deux fois plus grande que celle des pays industriels d'Europe.

LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ELECTRIQUE ET MECANIQUE DANS LE MONDE

Ce serait un travail extraordinairement intéressant que de suivre le développement de l'appareil de production mécanique dans le monde, car cela permettrait de tirer des conclusions sûres sur le développement des forces productives. Parmi les matériaux de la Conférence économique internationale, se trouve une étude sur l'industrie mécanique mondiale⁴¹.

Malheureusement, au point de vue économique, le concept de machine n'est absolument pas défini. Un grand nombre d'objets, qui, au sens marxiste, doivent sûrement être comptés comme des machines, par exemple, toutes les machines électriques (dynamos, moteurs, locomotives électriques), ainsi que les automobiles, les bateaux, les motocyclettes, les chaudières et les générateurs de vapeur, etc., ne sont pas comptés dans l'industrie mécanique. D'un autre côté, différents objets, qui ne peuvent y figurer que par une large extension du concept de machine, par exemple, les armatures pour les conduite d'eau et de vapeur (les radiateurs, ventilateurs, tuyaux, etc.), les machines à écrire et à calculer et ainsi de suite, y sont comptés. Il est naturellement d'une inconséquence économique absolue de compter les locomotives à vapeur au nombre des machines et d'en exclure les

⁴¹ « L'industrie mécanique dans le monde », Edition de l'Union des fabricants allemands de machines

locomotives électriques. Malgré ces immenses défauts, nous en reproduisons les chiffres les plus importants, puisqu'il n'y a pas de meilleur matériel.

Il nous aurait semblé intéressant de rassembler ces chiffres avec ceux que contient la brochure particulière sur l'industrie électrique⁴². Mais voici qu'on a mélangé également aux chiffres de l'industrie électrique tous ceux qui concernent les moyens de communication électrique (téléphone, télégraphe, télégraphie sans fil), qu'on ne peut encore une fois raisonnablement considérer comme des machines. Aussi donnerons-nous séparément les chiffres de l'industrie mécanique et ceux de l'industrie électrique.

Production et capacité de production de l'industrie mécanique dans le monde

	1913		1925		Capacité	Degré d'occupation
	Production		Production [aux prix] d'avant guerre			
	Millions de marks	%	Millions de marks	%		
Etats-Unis	6 775	50,0	8 465	57,6	57,1	74,5
Grande-Bretagne	1 602	11,8	2 007	13,6	11,6	87,4
Allemagne	2 800	20,6	1 933	13,1	16,9	72,4
Autres pays	2 378	17,6	2 300	15,7	14,4	80
Total	13 555	100	14 705	100	100	74

Ces chiffres montrent que la part des trois principaux pays de l'industrie mécanique : Etats-Unis, Angleterre et Allemagne, est passée de 82,4 % à 85,6 %, tandis que la part de l'Allemagne tombait de 20,6 à 13,1 et que celle de l'Angleterre montait de 11,8 à 13,6, ce qui ne correspond pas aux vues générales sur le recul relatif de l'industrie anglaise. En ce qui concerne la capacité de production et la production, la capacité de production de l'industrie mécanique du monde a augmenté de 46,5 % entre 1913 et 1925. (Si l'on tenait compte ici de l'industrie électrique qui, à notre sens, doit absolument être comptée comme industrie mécanique, on aurait une montée beaucoup plus grande encore de la capacité de production.)

Repartie entre les grands pays, cette montée prend la forme suivante :

Etats-Unis	67 %
Angleterre	44 %
Allemagne	20 %
Allemagne (nouveau territoire)	24 %
Autres pays	20 %

La montée puissante des Etats-Unis a encore grandi depuis.

En ce qui concerne l'utilisation de la capacité de production, les chiffres sont justement contenus dans le tableau cité plus haut. Comme la capacité de production n'est utilisée qu'à 74 %, la production réelle, en 1925, bien que la production ait augmenté de 46,5 %, n'est que de 10 % plus élevée qu'avant la guerre.

Le commerce extérieur des machines

Le tableau suivant nous montre les chiffres principaux de l'exportation mondiale des machines :

⁴² « Société des Nations », C. E. I., 16. Industrie électro- technique.

	1913		1925		Changements
	En millions de marks (valeurs d'avant-guerre)				
		%		%	
Etats-Unis	681	26,8	853	34,8	+ 25,2
Grande-Bretagne	721	28,4	599	24,4	- 17,0
Allemagne	738	29,0	460	20,0	- 33,6
Autres pays	397	15,8	508	20,8	+ 28,1
Total	2 737	100	2 450	100	- 13,4

Nous voyons la progression d'un quart que font les Etats-Unis, le fort recul de l'Angleterre et de l'Allemagne. L'ensemble de l'exportation des machines recule également. Une recherche plus approfondie montrerait que ce recul est dû aux réductions d'importation des pays qui produisent eux-mêmes des machines.

	1913		1925	
	En millions de marks (valeurs d'avant-guerre)			
		%		%
Importations des pays producteurs de machines	1 659	65,4	1 369	55,8
Autres pays	878	34,6	1 081	44,2
Total	2 537	100	2 450	100

La part du commerce extérieur, au cours des douze dernières années, a reculé d'un cinquième à un sixième de la valeur totale de la production, surtout du fait que l'échange des pays producteurs de machines entre eux a fortement diminué.

Tels sont les principaux résultats de cette enquête. Mais nous voulons encore une fois signaler qu'il s'agit là d'une partie arbitrairement déterminée de l'industrie mécanique et non de l'industrie totale, dans notre sens.

Comparons à cela le développement de l'industrie électrique, au large sens qu'on a indiqué plus haut.

La production de l'industrie électrotechnique s'élevait à⁴³ :

	[1913]				[1925]			
	Millions de Marks	% de la production totale	Nombre d'ouvriers (en mille)	Valeur des exportations en millions de Marks	Millions de Marks d'avant guerre	% de la production totale	Nombre d'ouvriers (en mille)	Valeur des exportations en millions de Marks
Etats-Unis	1 078	28,9	118	112,4	3 609	48,1	290	351,2
Allemagne	1 300	24,9	140	330,6	1 750	23,3	190	856,6
Angleterre	600	16,0	75	156,2	864	11,3	135	332,2
France	150	4,0	30	30,2	368	4,9	75	78,3
Japon	69	1,9	—	6,6	214	2,9	25	11,2
Italie	45	1,2	—	8,3	139	1,9	—	12,2

⁴³ « Industrie électrotechnique ». page 23.

Autriche	120	3,2	23	10,4	94	1,3	22	34,7
Canada	54	1,4	3	0,3	90	1,2	8	12,7
Suisse	45	1,2	—	34,7	77	1,0	—	47,6
Divers	273	1,8	36	14,1	291	1,0	13	44,7

En comparant les tableaux du développement de l'industrie mécanique et de l'industrie électrique, nous voyons que la valeur de la production a doublé dans l'industrie électrique, tandis que, dans l'industrie mécanique, l'augmentation n'a été que de 10 %. Nous voyons encore que la production électrotechnique est encore plus concentrée dans les trois pays dirigeants : Etats-Unis, Angleterre et Allemagne, qui représentent à eux seuls 93 % de la production mondiale. La part des Etats-Unis est ici encore à peu près la moitié de la production mondiale.

L'exportation de la production de l'industrie électrotechnique se présente de la manière suivante :

	<i>1913</i>		<i>1923</i>	
	Millions de Marks	% de l'exportation totale	Millions de Marks	% de l'exportation totale
Allemagne	331	47,8	357	25,7
Angleterre	136	22,8	352	25,4
Etats-Unis	112	16,3	353	25,5
Autres pays	90	13,1	323	23,4
Total	689	100	1 385	100

Le tableau montre que l'Angleterre et les Etats-Unis ont très fortement augmenté leur exportation, tandis que celle de l'Allemagne en 1925 est à peine supérieure à ce qu'elle était en 1913. Aussi, la part de l'Allemagne est-elle tombée de 48 à 26 % de l'exportation mondiale. Nous faisons remarquer encore une fois que tous ces chiffres, faute d'une définition économique du concept de machine, sont d'une valeur douteuse. Mais ils donnent en tout cas une représentation approximative du développement.

LA RECOLTE MONDIALE ET LES TENTATIVES POUR LA DOMINATION DU MARCHE MONDIAL DES CEREALES

Le résultat de la récolte est de la plus grande importance pour la physionomie ultérieure de la conjoncture. Pour le moment, il est impossible de donner des chiffres sérieux sur le résultat de la récolte. Dans les pays d'outre-mer, à forte exportation de céréales, on a tendance à en fixer trop bas le rapport. Dans les pays d'Europe, on s'efforce de présenter sous le jour le plus favorable le résultat de la récolte, et par là même la situation économique et le crédit du pays.

Des données de l'Institut agraire de Rome, il ressort que la surface cultivée en céréales a quelque peu augmenté dans plusieurs pays (France, Italie, Yougoslavie), tandis que la surface cultivée en orge et en avoine a marqué une certaine tendance à la diminution, par suite de cours peu élevés pratiqués l'année dernière sur la nourriture du bétail. Il apparaît que l'étendue de la surface cultivée n'a pas subi de grands changements. Les nouvelles sur l'état des ensemencements, aussi bien que sur le résultat de la récolte témoignent que, dans l'hémisphère nord, celle-ci sera en gros à peu près égale à celle de l'an dernier.

Les prix des céréales et en particulier les prix du blé marquent, ces derniers mois, une tendance à la hausse. Mais les efforts pour faire hausser artificiellement les prix des céréales n'ont pas diminué, au contraire, comme le prouve la conférence tenue en mai par les représentants des

trusts des céréales du Canada, des Etats-Unis, de l'Argentine et de l'Australie, à laquelle prit également part un représentant de la Centrale d'exportation des céréales de l'Union Soviétique. Le problème de la hausse des prix des céréales peut recevoir diverses solutions suivant qu'il s'agit d'un pays importateur ou exportateur de céréales, et suivant aussi le rôle que joue l'importation des céréales en comparaison avec la consommation intérieure.

Les pays importateurs n'ont pas besoin d'organisation internationale pour hausser les prix des céréales. Il leur suffit de frapper les céréales de droits de douanes ou d'augmenter ceux qui existent déjà.

Pour les pays qui exportent des céréales, mais où cette exportation ne domine pas de façon absolue le marché intérieur, on peut employer un procédé analogue au dumping des industriels. Telle était l'idée directrice de la loi Mac Mary-Hangen, aux Etats-Unis. La partie de la production des céréales qui dépasse la consommation intérieure devait être achetée par des centrales recevant l'appui du gouvernement et revendue à l'étranger à n'importe quel prix, même à perte. Le résultat, c'est que le prix du marché intérieur aurait été celui du marché mondial plus la douane, tout comme pour les marchandises protégées par un tarif douanier, qui sont mises sur le marché intérieur par de solides organisations monopolisatrices.

Le problème se pose tout autrement pour les pays et même les territoires qui sont orientés vers une grosse exportation de céréales, parce que la production y dépasse largement les besoins intérieurs. Ici, naturellement, les droits de douane ne peuvent être d'aucun secours. On ne peut en venir à bout que si on arrive à hausser les prix mondiaux qui, en l'absence d'une organisation de cartel, déterminent la hauteur des prix intérieurs. C'est le cas pour le Canada, l'Australie et l'Argentine. Pour ces pays, il ne peut être question que d'une hausse des prix mondiaux en organisant la réunion de toute la demande du marché mondial, ou tout au moins de la partie dominante.

Pour examiner la possibilité d'une domination de cet ordre sur le marché mondial des céréales, nous voulons remettre brièvement devant la mémoire de nos lecteurs les rapports quantitatifs sur le marché.

Il y a quatre grands pays exportateurs de céréales : l'Union Soviétique, l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et l'Australie. L'exportation de ces pays s'élève à :

Exportation de céréales (farine comprise en céréales)

(en millions de quintaux)

	Moyenne 1909-1913	Moyenne 1921-1925
Union Soviétique	43	2
Amérique du Nord	52	124
Amérique du Sud.	27	36
Australie	14	25
[Total]	136	187
Autres pays	38	8
Total	174	195

L'exportation des « autres pays » représente surtout l'exportation des pays européens entre eux, surtout celle des pays du Danube vers l'Europe Occidentale. Les chiffres de moyenne ne donnent pas tout à fait une vue exacte. Par exemple, on sait que l'exportation de l'Union Soviétique, au cours de l'année dernière, a atteint 10 millions de tonnes.

Nous voyons donc que l'organisation d'un accord entre le Canada, les Etats-Unis, l'Argentine en l'Australie, avec la coopération éventuelle de l'Union Soviétique, suffirait entièrement pour déterminer les prix sur le marché mondial.

Géographiquement, l'importation des céréales est encore plus concentrée que leur exportation. Elle se dirige vers un seul pays, l'Europe occidentale. A côté de cela, vient bien depuis les dix dernières années, comme pays importateur, l'Asie Orientale. Mais son importation est encore absolument insignifiante vis-à-vis de celle de l'Europe Occidentale, comme le montrent les chiffres suivants⁴⁴ :

Importations de céréales (farine comptée en céréales)
(en millions de quintaux)

	Moyenne 1909-1913	Moyenne 1921-1925
Europe (sans l'Union soviétique)	146	156
Asie (sans l'Union Soviétique)	4	13
Autres pays	17	22
[total]	167	191

Si nous écartons les Etats-Unis où, par suite de l'accentuation du recul à une économie mixte des fermiers, l'exportation des céréales va sans doute bientôt cesser, la domination du marché mondial des céréales par les pays exportateurs aboutirait, en fait, à une nouvelle répartition de la valeur sociale de la production entre les pays industriels de l'Europe occidentale et les grands pays d'exportation agraire. La décadence économique de l'Europe Occidentale en serait ralentie.

LA CONFERENCE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Parmi les événements économiques et politiques de ces derniers mois, la conférence économique internationale n'est sans doute pas le plus important, mais c'est celui dont la presse a le plus parlé. Nous avons instamment, dans notre revue précédente, mis en garde contre une surestimation de l'importance de cette comédie. Elle fut organisée en pleine conscience qu'il n'en sortirait aucun résultat positif, pour mettre en avant les efforts des pacifistes et des réformistes, et pour organiser des rencontres entre les pays capitalistes.

Au cours des négociations, les contradictions de la politique mondiale entre les puissances impérialistes se montrèrent plus ou moins clairement. Dans la question principale, comment pourrait-on résoudre la crise de débouchés des pays industriels de l'Europe Occidentale, deux points de vue s'opposèrent. Le *point de vue français* aboutissait à une très large organisation de cartels industriels, pour régler la concurrence sur le marché mondial en assurant à chaque cartel national son propre marché. Cette ligne [ligne ?] correspond au fait que le marché intérieur de la France peut relativement absorber beaucoup de produits industriels, et que parmi les industries d'exportation, la France possède sur le marché mondial pour toute une série d'entre eux un monopole de qualité. Au contraire, la *ligne britannique* exigeait, avant tout, l'abolition des barrières douanières et de toutes les restrictions commerciales. Cela correspond au fait que l'Angleterre est le pays du libre échange et que, dans la situation actuelle, elle est exposée au danger de voir son marché submergé par le dumping que pratiquent les autres pays industriels protectionnistes. Pour la Grande-Bretagne,

⁴⁴ « Les questions agricoles », page 42.

maintenant qu'elle a perdu sa position prépondérante de pays industriel dirigeant, la question se pose ainsi : Ou bien libre-échange dans tout le reste du monde, ou bien la Grande-Bretagne devra, elle aussi, se protéger par des douanes.

A la conférence économique internationale, la Grande-Bretagne est arrivée à faire plus ou moins triompher son point de vue. La ligne française sur la construction de cartels internationaux a été rejetée en fait, puisque, dans la résolution sur les cartels, on a reconnu que la formation de cartels internationaux était une bonne mesure, mais avec une triple réserve. Mais l'adoption de cette résolution favorable au libre-échange n'a naturellement pas de véritable importance.

Les élévations de tarifs douaniers peuvent également passer pour être d'accord avec la conférence économique internationale.

La conférence économique internationale a acquis un certain intérêt du fait de la présence de l'Union Soviétique, qui prenait part pour la première fois à une conférence organisée par la Société des Nations. La position particulière de l'Union Soviétique permettait à la délégation d'exposer les contradictions du monde capitaliste, sans tenir compte de l'opinion de la Société des Nations. Ce faisant, elle mettait dans une situation pénible les nombreux représentants des syndicats réformistes en les forçant, parfois, dans des questions qui touchaient directement la classe ouvrière, de voter avec les représentants de l'Union Soviétique, contre leurs co-délégués capitalistes. Sans doute, à la fin, votèrent-ils résolument avec les capitalistes, et même certains ne votèrent jamais contre eux (on ne tint aucun compte des abstentions).

Pour obtenir l'unanimité on fut obligé de faire à la délégation de l'Union Soviétique la concession que toutes les résolutions et même les points de résolutions pour lesquelles elle n'aurait pas voté ne seraient pas applicables à l'Union Soviétique, et qu'on recommanderait le développement des relations économiques entre tous les pays. La délégation soviétique fut vigoureusement soutenue par la délégation des Etats-Unis contre la violente résistance des délégués anglais. Dans ce sens, on peut parler d'un succès de la délégation de l'Union Soviétique.

Pourtant, l'ensemble de la conférence économique internationale n'a pas eu une importance réelle, comme le prouvent non seulement l'élévation des tarifs douaniers en Allemagne, mais encore, et de façon plus frappante, le raid effectué pendant la conférence elle-même contre les bâtiments de l'Arcos⁴⁵. Les grandes contradictions entre les grandes puissances capitalistes elles-mêmes, entre les puissances impérialistes et les peuples coloniaux opprimés, entre le monde capitaliste et l'Union Soviétique se laissent peut-être formellement surmonter dans des résolutions, mais il n'est pas une conférence qui ait en son pouvoir de les exclure du monde.

⁴⁵ [La Grande-Bretagne avait établi assez tôt des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS, mais les rapports s'étaient détériorés et, le 12 mai 1927, la police britannique avait perquisitionné l'immeuble de la délégation commerciale soviétique et de l'ARCOS (All-Russian Corporative Society). Ayant trouvé des documents montrant les activités d'espionnage soviétiques, le gouvernement Baldwin avait décidé, le 27 mai, de rompre les relations diplomatiques avec l'URSS. Cette affaire a été importante, car Staline a su l'utiliser, d'abord contre l'opposition unie (sur le thème : Trotsky... complice de Chamberlain) et aussi pour agiter la menace d'une guerre imminente contre l'URSS, ce qui devait réorienter la politique économique et éloigner de la « NEP ».]

III. — LA SITUATION ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS

ALLEMAGNE

La situation économique de l'Allemagne est caractérisée par ce fait que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'industrie allemande connaît une bonne conjoncture. Celle-ci s'étend à presque toutes les branches d'industrie. Elle apparaît surtout dans l'industrie du fer et de l'acier. Le *Journal des Mines* du 23 juin donne à peu près la description suivante de la situation :

L'industrie du fer et de l'acier est pourvue en commandes pour plusieurs mois. On demande constamment de plus longs délais de livraison. Dans de nombreux cas, on se demande même s'il faut accepter ou non de nouvelles commandes. Les demandes principales viennent du marché intérieur, et surtout de l'industrie du bâtiment et des chantiers de construction navale, tandis que le commerce extérieur, tout en étant un peu plus animé, n'est pas très important. Les usines travaillent au mois de juin à 100 % de leur capacité.

L'industrie mécanique est légèrement moins occupée. L'Union allemande des établissements de constructions mécaniques indique que pour le mois de mai, le degré d'activité des entreprises est d'environ 70 %.

L'industrie textile, dont l'occupation croît sans cesse depuis des mois, donne de nombreux indices, tout à fait typiques, d'une période de bonne conjoncture. C'est ce que montre en première ligne la vague d'augmentation des prix par suite des demandes croissantes ainsi qu'un défaut, qui devient de plus en plus sensible, de main-d'œuvre spécialisée dans de nombreux districts du textile, du fait qu'au temps de la grande crise de débouchés de l'an passé, de nombreux ouvriers du textile ont émigré dans d'autres industries et ne sont plus à sa disposition⁴⁶.

En octobre 1926, nous nous étions occupés en détail du développement du capitalisme allemand. Nous en arrivions à cette conclusion que le capitalisme allemand se mouvait bien sur une ligne ascendante, mais que les problèmes essentiels: (comment réintégrer dans l'appareil de production l'armée de plusieurs millions de chômeurs, comment assurer à la classe ouvrière allemande un niveau de vie analogue à celui qu'elle avait pendant la guerre, comment payer les réparations), n'étaient pas encore résolus. Maintenant, il faut se demander :

1) Le fait de la haute conjoncture actuelle signifie-t-il que les problèmes de l'économie capitaliste allemande soient vraiment résolus ?

2) Le fait qu'il existe pour la première fois une bonne conjoncture dans un grand empire capitaliste européen à monnaie stable signifie-t-il que notre conception d'une stabilisation seulement relative du capitalisme soit fautive ? Nous avons donné [quoi ?] dans notre revue d'alors⁴⁷ sur le développement de l'appareil de production et des forces de travail. Les chiffres, parus depuis, du recensement par usine et par profession, de 1925 nous donnent la possibilité d'expliquer maintenant

⁴⁶ *Frankfurter Zeitung* du 25 mai 1927.

⁴⁷ Voir notre rapport économique pour le 3^e trimestre [1926] N° 125 spécial, La C. I.

à [sur] la base de chiffres ce que nous calculions à cette époque. Le fait le plus important nous paraît être l'extension extraordinairement grande des forces mécaniques employées dans l'industrie allemande, que montrent les chiffres suivants :

Appareil de production de l'industrie

Force des moteurs et des machines motrices employées pour la marche des machines-outils (industrie y compris les mines, le bâtiment, l'artisanat, sans l'alimentation en eau, gaz, électricité) en 1.000 HP :

1907	1925	Augmentation
6 223	18 099	184 %

Si nous inscrivons pour la période de 1907 à 1913 84 %, nous obtenons alors, vis-à-vis de 1913, une augmentation de 100 % du chiffre de 1913⁴⁸.

Plus important encore est la physionomie du nombre des ouvriers productifs, à l'intérieur du capitalisme allemand. Nous employons productifs au sens de Marx, c'est-à-dire produisant directement de la plus-value. A ce nombre on peut compter les ouvriers agricoles et forestiers et les travailleurs occupés dans l'industrie, au sens le plus large. Le tableau suivant donne une vue sur le développement depuis le dernier recensement professionnel qui eut lieu en 1907.

<i>Travailleurs</i> (en milliers) ⁴⁹					
	Total	Agriculture et forêts	Industrie	Commerce et transport	Travail à domicile (privé et salarié)
1907	25 155	8 556	10 061	3 226	1 621
1925	32 008	9 762	13 329	5 273	1 643
<i>Ouvriers</i>					
1925	14 434	2 607	9 781	1 440	254
Augmentation depuis 1907	2 519	276	2 240	555	—
<i>Employés et fonctionnaires</i>					
1925	5 274	162	1 452	2 221	—
Augmentation depuis 1907	1 900	76	434	1 004	—

Ces chiffres montrent que le nombre des travailleurs salariés employés de façon productive dans l'industrie et l'agriculture réunies ne dépasse pas, pour l'Allemagne, le chiffre d'environ 10 millions, environ 2 millions de plus qu'en 1907. Et si l'on tient compte du fait que dans toute la période d'après-guerre il y a en moyenne environ 1 million et demi d'ouvriers productifs en chômage, on voit que dans toute cette période, le nombre des ouvriers qui travaillaient vraiment, de façon productive, qui produisaient de la plus-value, ne dépasse guère que d'un demi-million le chiffre de 1907. Ainsi, on a à peu près le même nombre de travailleurs employés dans un appareil de production où pendant ce temps, la puissance des forces motrices a presque triplé. Il s'en suit deux conséquences :

⁴⁸ [Calcul évidemment faux et absurde : si 6 223 s'accroît de 84 % jusqu'en 1913, sa valeur devient 11 450 ; si cette valeur augmente de 100 %, *i. e.* double, jusqu'en 1925, la puissance des machines allemandes atteindrait 22 900 milliers de H. P. ... Varga maltraitait les mathématiques en essayant de faire un usage des chiffres « parlants » à ses lecteurs !]

⁴⁹ *Economie et statistique* 1927. N° 10.

- 1) Que la productivité du travail a dû augmenter de façon considérable ;
- 2) Que la contradiction entre l'extension de l'appareil de production et l'accroissement beaucoup plus réduit des travailleurs employés de façon productive va sans cesse croissant.

Comme caractéristique de ce nouveau développement, en partie malsain, le fait que, tandis que le nombre des ouvriers n'augmentait que de deux millions et demi, le nombre des employés et des fonctionnaires augmentait pendant la même période de 1,9 million, est d'un intérêt tout particulier. Cette augmentation a eu lieu surtout dans le commerce, mais dans quelques branches d'industrie également, par exemple l'industrie chimique, il y a au moins vingt employés pour cent ouvriers.

Le nombre relativement faible des travailleurs productifs signifie que, pour un même taux de la plus-value qu'en 1907, le taux du profit aurait dû, en Allemagne, baisser rapidement. Si ce n'est pas le cas en fait, cela signifie que l'exploitation de la force de travail, par suite d'un travail plus intensif, y est devenue beaucoup plus grande qu'avant la guerre.

L'accroissement de la productivité, par suite du progrès technique et l'élévation de l'intensité du travail doivent ainsi compenser la perte de plus-value par suite du nombre relativement beaucoup moindre des travailleurs productifs.

Nous avons établi autrefois que le niveau général de l'économie allemande en 1925-1926 n'avait pas encore atteint celui d'avant-guerre. Il paraît maintenant qu'on a atteint temporairement, pour la première fois, au cours de la bonne conjoncture actuelle, à peu près le niveau général de l'année 1913. Au lieu de donner une foule de chiffres particuliers, nous donnons les chiffres de la consommation par tête d'habitant en combustible fer et acier :

Consommation par tête d'habitant en charbon

(tous les combustibles comptés en charbon) en kilogrammes⁵⁰

1913	1922	1924	1925	1926	1927
					(à notre appréciation)
2 666	2 412	2 163	2 212	2 100	2 520

Consommation totale du charbon

(tous les combustibles comptés en charbon)

(Moyenne mensuelle en 1.000 tonnes)⁵¹

1913	1925	1926	1927
12 325	11 335	11 053	12 850

Consommation de fer et d'acier par tête d'habitant⁵²

1913	1923	1924	1925	1926	1927 (5 mois)
261	125	174	197	195	255

Production du fer (moyenne mensuelle en 1.000 tonnes)

1913	1923	1924	1925	1926	1927 (5 mois)
909	—	631	835	804	1 059

⁵⁰ *Annuaire statistique* Appréciations personnelles pour 1926 et 1927.

⁵¹ *Economie et statistique* 1927. N° 11.

⁵² Conférence économique internationale. « Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier », page 34. Les chiffres pour 1927 proviennent de nos calculs, étant donné que la consommation intérieure croît avec la production.

Production d'acier brut (moyenne mensuelle en 1.000 tonnes)

1913	1923	1924	1925	1926	1927 (5 mois)
956	—	820	1 016	1 028	1 325

Même ces chiffres, dont l'exactitude n'est cependant pas trop grande (les chiffres de diverses sources montrent des différences assez sensibles) prouvent que, dans la période de bonne conjoncture actuelle, l'économie allemande a atteint à peu près son niveau d'avant-guerre.

Courte durée probable de la bonne conjoncture

Lorsque nous considérons la marche de la conjoncture en Allemagne depuis la stabilisation, le phénomène le plus frappant — à côté du manque d'une allure mondiale de la conjoncture, commun à tous les pays capitalistes — c'est la brièveté extraordinaire des différentes phases. Depuis la stabilisation, nous pouvons noter :

Crise de stabilisation : automne 1923 à l'été 1924.

Bonne conjoncture : automne 1924 à l'automne 1925.

Crise de rationalisation : hiver 1925-1926 à l'automne 1926.

Amélioration de la conjoncture : automne 1926 à l'hiver 1927.

Bonne conjoncture : printemps 1927.

On peut se demander maintenant quelle est la cause de cette brièveté des différentes vagues de la conjoncture. Nous croyons qu'en première ligne, il faut tenir compte du fait que, malgré la montée continue du capitalisme allemand au cours des dernières années, la masse de capital qui existe dans la circulation est insuffisante pour une conjoncture de plus longue durée. Pour employer une locution populaire, le capitalisme allemand manque de capitaux.

Quelques faits illustrent ce manque de capitaux de l'économie allemande. Avant la guerre, le total des dépôts dans les caisses d'épargne atteignait environ 19 milliards. Actuellement, il est un peu au-dessus de 4 milliards. L'augmentation au cours de 1926 a dû être d'à peu près 1 700 millions de marks, c'est-à-dire plus que la moyenne des années d'avant-guerre. Mais il faut signaler encore, qu'avant la guerre, les dépôts des caisses d'épargne représentaient vraiment les économies de particuliers, par conséquent un avoir qui était déposé là à long terme et qui, entre temps, pouvait être utilisé comme capital. Aujourd'hui, les dépôts de caisses d'épargne sont, au contraire, pour une importante partie, des dépôts faits par les communes ou d'autres institutions économiques et sociales, qui déposent leurs réserves de caisse dans les caisses d'épargne pour qu'on les y administre. Mais ces réserves de caisse ne peuvent naturellement pas être transformées en capital industriel, puisqu'il faut pouvoir en disposer en argent dans un délai très bref.

Le manque de capital fut combattu, comme on sait, jusqu'au tournant de l'année 1926-1927, avec l'aide constante d'emprunts et de crédits étrangers. De cette manière, le capital étranger a coulé en Allemagne, au cours des trois dernières années, jusqu'à concurrence de 5 à 10 milliards de marks. De par la nature même de la chose, il n'existe pas de chiffres certains. On connaît seulement la somme des emprunts à long terme officiellement émis. Celle-ci s'élève, en millions de marks, à :

1924	1925	1926
1 001	1 244	1 516

Il faut y ajouter les crédits en nature, les prêts d'argent à court terme, les achats de valeurs allemandes par des étrangers, etc....

A la fin de 1926, les dirigeants de l'économie allemande, et surtout le président de la Banque d'Empire, T. [en fait H.] Schacht, crurent que le capitalisme allemand s'était désormais assez renforcé pour pouvoir se passer de crédits étrangers. Aussi, l'acceptation d'emprunts étrangers fut rendue plus difficile par l'acceptation des autorités compétentes, ils ne furent plus libérés de l'impôt sur le revenu, et la Banque d'Empire abaissa à 5 son taux d'intérêt, ce qui causa un brusque départ des capitaux étrangers placés à court terme. En fait, dans les trois premiers mois de 1927, on n'émit que 90 millions d'emprunts étrangers et, dans le mois d'avril, pour la première fois depuis des années, on n'en émit aucun.

Cette tentative se termina par un échec absolu. L'insuffisance du capital allemand éclata lors du krach de la Bourse, par la nécessité de remettre, au bout de très peu de temps, le taux des intérêts de la Banque à 6 % (une nouvelle augmentation sera sans doute nécessaire vers la fin de la période de bonne conjoncture) et dans l'abolition survenue au cours des dernières semaines, de tous les obstacles à l'émission d'emprunts étrangers.

Le krach de la Bourse, la mobilité de l'argent et le manque de capital

Les dirigeants de l'économie allemande furent trompés dans leurs calculs par le fait qu'en Allemagne l'argent est très mobile et qu'on l'emploie dans une large mesure aux spéculations de Bourse. Ils ne pouvaient justement comprendre qu'on puisse tout à la fois avoir un manque de capitaux et une grande mobilité de l'argent et que ce ne sont pas là des termes contradictoires qui s'excluent l'un l'autre.

Considérée à la lumière du marxisme, la chose est très facilement compréhensible. Justement parce qu'il y a un certain manque de capitaux, c'est-à-dire qu'on ne peut fixer, sous la forme de capital industriel, une assez grande partie du produit annuel de la valeur, chaque capitaliste s'efforce individuellement de conserver sous la forme argent une partie relativement grande de son capital ou de la placer sous une forme telle qu'il puisse très vite la réaliser. D'où l'excédent d'argent à la Bourse, d'argent journalier, et le dépôt extrêmement répandu de l'argent en valeurs et surtout en actions. Justement parce qu'il existe trop peu de capital réel dans l'ensemble de l'économie la classe des capitalistes est obligée d'en conserver une grande partie sous la forme argent ou de la déposer à très court terme. C'est ainsi qu'on obtint les faux indices d'un excès de capitaux en Allemagne, ce qui conduisit à l'interdiction d'émettre de nouveaux emprunts étrangers.

C'est sur cette base que l'on construisit la hausse des valeurs, qui devait conduire ensuite, le 13 mai et au début de juin, au formidable krach de la Bourse. Le mouvement de hausse, qui durait depuis des mois, avait porté ses cours des actions à une hauteur qui n'était nullement en rapport avec leur revenu réel, avec les dividendes. Tandis qu'en 1913, le rendement des actions, c'est-à-dire le revenu des capitaux déposés, calculés au cours de la Bourse, était de près de 6 %, au début de mai 1927, il était tombé à environ 3 %. Tôt ou tard, il devait en résulter une chute des cours, montés à des hauteurs absolument disproportionnées.

En avril et mai, il s'avisa donc qu'il n'y avait pas assez d'argent pour les besoins du capital industriel. Schacht, qui représente avant tout les intérêts du capital industriel, fit donc une tentative pour libérer une partie des capitaux qui circulaient en Bourse et les rendre à l'industrie. On décida que les crédits de Bourse et de report accordés par les banques aux spéculateurs seraient immédiatement réduits à un quart. Le petit spéculateur devait donc ou bien apporter aux banques une contribution en argent frais, pour pouvoir conserver ses valeurs — ce qui était naturellement impossible dans la plupart des cas, étant donné que presque tous ces capitaux étaient investis — ou

bien vendre une partie de ses valeurs, pour diminuer d'autant ses dettes en banque avec le produit. Et comme, par cette mesure, des milliers de petits spéculateurs se trouvaient au même moment devant la même nécessité de négocier leurs valeurs, il s'en suivit la célèbre chute du cours des actions sur les Bourses allemandes⁵³.

La chute des cours occupa fortement, pendant quelques jours, l'opinion publique bourgeoise. Il y eut des attaques [contre] Schacht, contre les grandes banques, contre le gouvernement. Mais ces attaques cessèrent rapidement, du fait que les intérêts des parties décisives de la bourgeoisie, capital bancaire et capital industriel, n'étaient pas lésés par les événements. Comme les banques et de nombreux initiés connurent les mesures avant qu'elles ne fussent prises, comme les gens qui s'y connaissent, et ce sont, dans ce cas, les gros capitalistes, voyaient clairement le fait que les cours montaient sans aucune mesure, les seuls qui y éprouvèrent une perte furent les petites gens. Les banques eurent la possibilité d'acheter des valeurs à bas prix et elles les revendront aux petites gens lors d'une nouvelle montée des cours. Tout le jeu de Bourse, considéré du point de vue de classe, aboutit à une expropriation continuelle de l'avoir des petits spéculateurs.

Mais il serait inexact de voir seulement dans le krach de la Bourse le résultat des manœuvres de Schacht et des grandes banques. Ce fut aussi l'expression par une crise du fait que, sans un afflux continu de capital étranger, il règne en Allemagne un manque de capitaux qui empêche toute mise en valeur du capital industriel. (D'autant plus que les capitalistes allemands sont obligés, pour pouvoir entreprendre la lutte avec leurs concurrents, d'exporter eux-mêmes des capitaux, malgré le manque de capitaux. La Société Nationale de Crédit estime, dans son rapport, à 100 millions de marks l'exportation des capitaux allemands à l'étranger pendant le premier semestre 1927.) La réduction du jeu de Bourse a cependant formellement libéré, rien que pour les grandes banques de Berlin, environ 215 millions de marks de capital⁵⁴. Mais le fait que l'on a recommencé à ne mettre aucun obstacle à l'afflux du capital étranger prouve que cela ne suffisait pas. On a encore accepté, dans les dernières semaines, toute une série d'emprunts étrangers, dont voici les principaux :

Prusse : 5 millions de dollars = 21 millions de marks.

Bavière : 20 millions de dollars = 84 millions de marks.

Felten et Guillaume : 22,5 millions de francs suisses = 20 millions de marks.

Syndicat K. Alexander : 10 millions de florins hollandais = 20 millions de marks.

Ville de Berlin : 100 millions de marks⁵⁵.

Toute une série de villes et de provinces sont en pourparlers pour l'émission d'autres emprunts étrangers, qui fut autrefois empêchée par la politique de Schacht⁵⁶.

⁵³Les cours des actions se présentèrent, durant l'année 1927, de la façon suivante. Index des actions de la Société Nationale de Crédit, 2 janvier 1923 : 100.

1925	1926	1927	1927	1927
Janvier	Décembre	1 ^{re} semaine de mai	1 ^{re} semaine de juin	3 ^e semaine de juin
71,4	135,4	173,2	132,2	138,4

Rapport de la Société Nationale de Crédit : « Le développement économique de l'Allemagne pendant le 1^{er} semestre 1927. » Le meilleur travail bourgeois avec les rapports des agents des réparations.

⁵⁴ *Courrier de la Bourse* du 16 juin 1927.

⁵⁵ *Courrier de la Bourse* du 15 juin 1927.

En résumé, on peut dire que l'effort du capitalisme allemand pour se libérer de l'afflux des capitaux étrangers a provisoirement échoué. Le capitalisme allemand est encore beaucoup trop faible pour pouvoir de longtemps se passer de cette aide.

La haute conjoncture et la classe ouvrière

Il se pose maintenant une autre question : Quel profit la classe ouvrière a-t-elle retiré de cette période de haute conjoncture ?

Il est hors de doute que la somme des salaires perçus par l'ensemble de la classe ouvrière a fortement augmenté, que les gens qui travaillaient à journées réduites n'existent presque plus, que la moitié des chômeurs, un peu plus d'un million, a retrouvé du travail et qu'actuellement on fait, dans une très large proportion, des heures supplémentaires.

La hausse de l'ensemble des salaires de la classe ouvrière se monte à l'augmentation de la consommation en tissus et en chaussures bon marché, ainsi qu'à celle de certaines denrées qui ne sont pas absolument indispensables. Nous trouvons là-dessus les données suivantes dans le rapport des agents des réparations :

Consommation des denrées alimentaires (en 1.000 tonnes)

	a) Viande	b) Sucre	c) Café	d) Tabac	e) Bière (en 1000 hl.)
1925					
1 ^{er} trimestre.	513	297	26	27	8 662
2 ^e trimestre.	497	337	19	29	12 900
3 ^e trimestre.	500	395	28	37	14 111
4 ^e trimestre.	581	378	17	24	10 187
1926					
1 ^{er} trimestre.	500	296	32	25	9 956
2 ^e trimestre.	498	355	21	25	12 414
3 ^e trimestre.	526	405	31	31	14 498
4 ^e trimestre.	624	409	21	32	11 269
1927					
1 ^{er} trimestre.	609	313	40	28	10 051

a) D'après le nombre de bêtes tuées dans les abattoirs publics ; b) estimations en sucre brut ; c) importation brute ; d) chiffres de la consommation estimés et rectifiés ; e) évaluation approximative.

Pour utiliser les chiffres de ce tableau, il faut toujours comparer entre eux les chiffres des trimestres correspondants.

Au contraire, le salaire, au sens de l'argent payé par heure de travail, n'a subi aucune augmentation.

Les salaires fixés par les tarifs se sont évidemment quelque peu élevés au cours des six à huit derniers mois. Les données officielles estiment que l'augmentation moyenne doit s'élever de 8 à 9 %, ce qui est vraisemblablement exagéré. Au contraire, le coût de la vie a suivi la progression suivante :

⁵⁶ L'argent des premiers emprunts nouvellement, acceptés n'arrivera en Allemagne qu'au milieu de juillet (*Service économique* du 8 juillet 1927). D'où à la fin de juin un grand manque d'argent. De l'argent prêté pour les échéances, des crédits à quelques mois ont eu un intérêt de 7 ^{3/4} à 8 ^{1/2} %.

1924	Juillet	126,4
1925	Avril	136,7
1926	—	139,6
1927	—	146,4

Nous voyons donc que le coût de la vie a augmenté constamment, soit d'environ 5 %, au cours de la dernière année, du mois d'avril au mois d'avril. Par conséquent, pour la même durée de travail, les ouvriers n'ont donc jamais eu une augmentation de leur salaire réel. Si nous faisons encore entrer en ligne de compte le fait que, par la rationalisation, l'intensité du travail s'est notablement accrue, nous en arrivons à ce résultat que l'exploitation de la classe ouvrière est aujourd'hui plus grande qu'autrefois.

Le fait que, malgré la haute conjoncture, on n'est pas arrivé à absorber complètement l'armée des sans-travail, nous paraît plus important encore. Pour bien juger cette question, il faut tenir compte du fait que deux facteurs s'entrecroisent pour donner la physionomie du chômage. Ce sont l'influence de la saison et l'influence de la phase de la conjoncture. Aussi, donnons-nous deux tableaux différents. Dans le premier, on pourra voir la physionomie du chômage en avril, pour éliminer l'influence de la saison.

Chômage complet et travail réduit dans les fédérations d'industrie de 1924 à 1927

Chômage complet							
		Branches de la production			Branches de la consommation		
		Total	Métallurgie et mécanique	Bâtiment	Textile	Habillement	Cuir
Avril	1924	10,4	16,9	14,7	3,1	0,9	2,3
Avril	1925.	4,3	5,0	5,4	2,7	2,0	4,2
Avril	1926.	18,1	18,9	26,8	18,8	22,9	30,0
Avril	1927	8,9	10,9	13,1	4,0	9,3	10,8
Mai	1927	7,1					
Travail réduit							
		Branches de la production			Branches de la consommation		
		Total	Métallurgie et mécanique	Bâtiment	Textile	Habillement	Cuir
Avril	1924	5,0	9,9	—	2,1	0,2	1,3
Avril	1925.	4,2	4,9	—	12,3	3,4	9,9
Avril	1926.	8,9	25,2	—	53,4	21,4	33,8
Avril	1927	3,7	4,8	—	3,4	2,3	7,4
Mai	1927	2,8					

Nous voyons, d'après ce tableau, ce fait important que le nombre des chômeurs, en avril 1927, et même en mai 1927, est presque deux fois aussi grand qu'au cours de la précédente période de bonne conjoncture, en avril 1925. Cela signifie que le chômage montre une tendance à s'accroître, au cours des différentes périodes de conjonctures qui se suivent, c'est-à-dire exactement le contraire d'une élimination des chômeurs par l'amélioration de la conjoncture.

Si nous examinons les changements de la conjoncture du point de vue purement ouvrier et si nous considérons comme période de crise un chômage complet de plus de 10 %, nous pouvons séparer quatre périodes depuis l'époque de la stabilisation :

Automne 1923 jusqu'à septembre 1924 : 12 mois de crise de stabilisation.

Octobre 1924 jusqu'à octobre 1925 : 13 mois de bonne conjoncture.

Novembre 1925 à mars 1927 : 17 mois de crise de rationalisation

Depuis avril 1927 : bonne conjoncture.

Le tableau suivant montre que le chômage massif ne fut jamais liquidé, même au cours des périodes de bonne conjoncture.

Nombre total des chômeurs secourus

d'après les données officielles

(Secours de crise pour les chômeurs, travailleurs indigents)

15 janvier 1926	1.803.086
15 avril 1926	2.046.845
15 juillet 1926	1.862.556
15 septembre 1926	1.443.843
15 janvier 1927	2.073.713
15 mars 1927	1.838.376
15 mai 1927	1.138.722
15 juin 1927	953.927

Il faut remarquer que le nombre véritable des chômeurs est plus grand encore, car une partie sans cesse croissante des chômeurs a été exclue du secours de chômage, sans toutefois recevoir le secours de crise. Le nombre des gens ainsi « refusés » est estimé, dans *Economie et Statistique*, à environ 10 %, soit 59 800 pour le 15 juin. Ainsi, au 15 juin, en pleine période de haute conjoncture, il y a encore plus d'un million de chômeurs.

Ces trois tableaux montrent clairement qu'il n'y a absolument aucun indice qui permette de dire que le chômage qui atteint encore un million d'ouvriers soit, en Allemagne, en voie de disparaître. Une certaine amélioration peut être survenue au cours de la marche ultérieure de la conjoncture, qui va correspondre dans les prochains mois avec une forte demande de forces de travail par le bâtiment et l'agriculture, mais il demeurera sûrement un reste constant de ce million de chômeurs. Le fait que, dans la phase actuelle de la conjoncture, le pourcentage des chômeurs est plus élevé qu'en 1925 est sûrement une conséquence de la rationalisation survenue entre temps⁵⁷.

Le caractère purement intérieur de la haute conjoncture

Dans l'étude que nous citons, nous avons indiqué que le capitalisme allemand, pour pouvoir payer les réparations, nourrir comme avant la guerre la population devenue plus nombreuse, la loger et l'habiller, devait augmenter ses exportations jusqu'à ce qu'il atteigne un excédent d'exportation de 4 à 5 milliards de marks.

Au contraire, nous voyons que la passivité de la balance commerciale, au cours de cette période de haute conjoncture, a encore fortement augmenté. Le passif s'élève à :

Octobre à décembre 1926	461 millions de marks
Janvier à mai 1927	1.516 millions de marks

⁵⁷ Sur les conséquences de la rationalisation, le ministre des Communications, Koch, s'exprimait de la façon suivante au congrès de la fédération des unions ouvrières évangéliques : « Les conséquences de la rationalisation moderne n'ont guère été moins importantes pour les ouvriers que celles de l'introduction des machines. C'est seulement à la rationalisation de l'économie allemande qu'on doit le fait que le nombre des chômeurs complètement secourus a pu s'élever en Allemagne, à la fin de février 1926, au nombre formidable de 2,1 millions. (*Courrier de la Bourse de Berlin* du 30 mai 1927).

Le passif a eu, jusqu'ici, tendance à augmenter. Il a atteint son maximum, en mai avec 339 millions pour le mois. Le tableau suivant nous montre la physionomie du commerce extérieur au cours des différentes périodes de conjoncture dont nous parlions plus haut :

Commerce extérieur (Commerce brut des marchandises)

	Importations	Moyenne mensuelle	Exportations	Moyenne mensuelle	Balance	Moyenne mensuelle
Janvier à septembre 1924	5 989	665	4 541	504	— 1 448	— 161
Octobre 1924 à octobre 1925	13 941	1 072	10 013	777	— 3 838	— 295
Novembre 1925 à septembre 1926	8 519	775	9 047	822	+ 528	+ 48
Octobre 1926 à mai 1927	8 513	1 064	6 616	827	— 1 897	— 237

Le tableau montre que l'importation de matières brutes et de produits demi fabriqués a subi, dans la période actuelle de la conjoncture, une forte augmentation. La capacité d'absorption du marché pour certains produits finis, par exemple les tissus, est devenue si forte que la production intérieure ne peut suffire et qu'il a fallu importer des tissus fabriqués. Au contraire, l'exportation des produits fabriqués n'a pas augmenté, ni en valeur absolue, ni proportionnellement à l'exportation générale, comme le montre le tableau suivant :

Physionomie de l'exportation des produits fabriqués

			Valeur <i>actuelle</i> [?]	
				% [de quoi ?]
1913	(ancien territoire)		6 746	66,8
1924	(nouveau territoire)		5 190	79,2
1925	1 ^{er} trimestre	3 120		
1925	2 ^e trimestre	3 505	6 625	75,3
1926	1 ^{er} trimestre	3 515		
1927 [?]	(5 premiers mois)	3 453	6 968	71
1927	(5 premiers mois)	2 923	2 923	72

[Tableau illisible à cause d'erreurs multiples : trimestre ou semestre ? actuelle ou annuelle ? 1927 ou 1926 ?...]

Les optimistes pensent que la passivité de la balance commerciale, maintenant qu'on a atteint le point maximum de la haute conjoncture, va se transformer en activité, parce qu'on va exporter, sous forme de produits fabriqués, un grand nombre de marchandises qui ont été importées comme matières premières. Mais il faut constater qu'après la fin de la meilleure des périodes de haute conjoncture en 1925, l'activité du bilan commercial ne dura que deux mois et il redevint passif presque tout de suite après. En tout cas, il n'y a aucune certitude réelle pour cette vue optimiste.

Le manque de capitaux de l'économie allemande se fait sentir sur ce point de façon toute particulière. L'industrie allemande peut sûrement soutenir la concurrence avec ses adversaires, maintenant que la rationalisation est accomplie, en ce qui concerne les frais de production. Mais dans la période impérialiste actuelle du capitalisme, ce ne sont pas seulement les prix qui décident, mais la possibilité d'exporter des capitaux joue un rôle tout aussi grand, sinon plus. Aujourd'hui, étant donnée l'étroitesse du marché mondial et la pauvreté en capitaux des pays qui naissent à l'industrialisation, on ne peut placer des marchandises que sous la forme de crédits à long terme, sous la forme d'exportation des capitaux. Le manque de capitaux empêche l'industrie allemande d'augmenter ses débouchés à l'étranger. Il y a bien une certaine exportation de capitaux qui s'établit, mais en comparaison avec celle d'avant-guerre, en comparaison avec les capitaux étrangers acceptés

par le capital allemand, en comparaison avec l'exportation de capitaux de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, elle est infiniment petite.

De cette matière s'établit un cercle particulier et plein de défauts. Le manque de capital empêche le capital industriel allemand de s'étendre sur le marché étranger. Le manque de débouchés suffisants agit de son côté pour empêcher la haute conjoncture, uniquement bâtie sur le marché intérieur, d'être de longue durée.

En fait, nous croyons que la haute conjoncture actuelle finira cette année et atteindra difficilement l'année 1928. D'ailleurs, que ce soit ou non le cas, cela n'a pas une signification décisive. Ce qui est décisif, c'est le fait que la haute conjoncture ne signifie pas du tout que l'économie allemande soit assainie et qu'elle est incapable de résoudre le problème de l'incorporation des chômeurs dans le processus de la production, incapable de donner aux débouchés extérieurs du capitalisme allemand l'extension nécessaire. Le fait de la haute conjoncture n'est donc pas une preuve contre la relativité de la stabilisation du capitalisme en général, il ne signifie pas non plus que les problèmes particuliers du capitalisme allemand aient reçu une solution quelconque.

FRANCE

La conjoncture de l'économie française montre pendant les derniers mois des signes d'un lent empirement, commencement d'une crise de stabilisation⁵⁸. Il est assez difficile d'en donner des preuves exactes, étant donné le manque de chiffres que l'on puisse utiliser. Il existe cependant un indice de la production privée, établi par la centrale « économique » du Comité des Forges, la « Société d'études et d'informations économiques ». Mais cet index ne contient comme véritables éléments de la production que la production du charbon et du fer (acier) ; tous les autres chiffres sont empruntés aux sphères de la circulation : Exportation de tissus et d'automobiles, importation de combustibles et de matières textiles; puis les recettes douanières, les chiffres du transport (chemins de fer, transports fluviaux, fret maritime), les escomptes sur les échanges, etc., etc... Chacun des vingt éléments est évalué de la même manière pour l'année 1913, calculé sur la valeur de la frontière 1914-1915. Pour l'ensemble d'une année, cet index peut donner un certain point de repère sur la physionomie d'ensemble de l'économie. Mais pour les mois pris isolément, il nous paraît tout à fait incertain. Les chiffres de cet index nous donnent la physionomie suivante⁵⁹ :

1924	1925	1926	1926	1926	1927	1927
2 ^e trimestre	2 ^e trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
111,3	109,3	120,8	122,3	121,8	125,8	122,2

Il donnerait une augmentation de près d'un quart vis-à-vis des premiers mois de l'année en cours [[Conclusion incompréhensible : si l'indice vaut 125 en 1927, c'est par rapport à 1913 !](#)].

D'un autre côté, la baisse de la conjoncture n'a pas du tout un caractère de crise. Il n'y a ni recul violent des prix, ni chômage massif; on ne signale pas de fortes faillites. La crise de stabilisation prend plutôt des formes glissantes.

⁵⁸ « On peut sans aucun doute constater un ralentissement dans la marche des affaires en France... Ce ralentissement n'est pas encore bien profond. » (*Information financière* du 17 juin 1927).

⁵⁹ *Bulletin Quotidien* du 25 Juin 1927.

Le mouvement des prix prend la forme suivante :

Indice des prix de gros: 1913 = 100

1926		1927				
Moyenne	Maximum (juillet)	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
703	836	622	632	641	637	629

Après une forte liquidation des prix de la période d'inflation, pendant la seconde moitié de 1926, les prix sont restés à peu près stables au cours des premiers mois de 1927. Il n'y a rien là qui indique une crise⁶⁰.

Le chômage, autant qu'on puisse en juger par le chiffre des chômeurs secourus (le chiffre véritable est notablement plus élevé) n'est pas très important et montre une tendance à décroître. Le chiffre maximum a été de 82 000 le 16 mars. Il est tombé à 65 000 au milieu d'avril et 47 000 au milieu de mai. Ces bons résultats sont obtenus par les départs constants d'ouvriers étrangers (quelques milliers chaque semaine) et par une large extension des journées de travail réduites.

La situation est très difficile dans l'industrie minière. La crise générale de l'industrie charbonnière européenne se fait également sentir en France, bien que la France importe de grandes quantités⁶¹.

Millions de tonnes (coke et briquettes évaluées en houille)

	1923	1924	1925	1926	1927
					les 4 premiers mois
Production	40,8.	45	48	51,4	18,1
Importation brute	22	30,1	28		
Consommation	64,7	77	76		
Par tête (en tonnes)..	1,63	1,96	1,02		

La production intérieure témoigne une augmentation constante. Au cours des quatre premiers mois de 1927, on a extrait 1,3 million de tonnes de plus qu'au cours des quatre premiers mois de 1926. Cela a conduit, dans les derniers mois, à une crise très difficile. Il a fallu, dans le Nord, jeter un million et demi de tonnes de charbon aux fours. Il y a une terrible crise de débouchés.

On pourrait demander : « Comment peut-il y avoir une crise de débouchés, alors qu'on importe un tiers de la consommation ? » L'explication, c'est que les principales mines françaises de

⁶⁰ Mais il y a, tout à fait comme en Allemagne, une très forte crise des ciseaux pour les prix des animaux, et cette crise s'est encore accentuée au cours des derniers mois. Les indices des prix (1914 = 100) nous donnent le tableau suivant :

	Fin mai	Fin mars
Indice général	642	655
Alimentation (légumes)	666	633
Alimentation (viande)	652	596
Matières industrielles	665	678

⁶¹ Les chiffres jusqu'à 1925 inclus sont pris dans le « Mémoire sur l'industrie du charbon » (Société des Nations. C. E. I. 18 vol. II). Pour 1926 et 1927, ce sont seulement ceux de la houille.

charbon sont près de la frontière belge, dans le coin Nord-est du pays, et ont un mauvais accès à la mer. Aussi leur est-il impossible de concurrencer sur les côtes avec le charbon anglais, bien que les salaires aient été réduits il y a peu de temps et les tarifs de chemin de fer diminués⁶². Aussi, au milieu de juin, le gouvernement a interdit l'importation générale des charbons anglais et l'a liée à l'obtention d'une licence d'exportations. Cela n'aidera certainement pas beaucoup, car les industriels des pays qui employaient auparavant le charbon britannique : les côtes, l'Ouest et le Sud de la France ne permettront sûrement pas un grand renchérissement du charbon. On vient de déclarer que le gouvernement laissera importer un million de tonnes par mois. Aussi faut-il prévoir que la crise mondiale des charbonnages atteindra aussi la France, bien que ce soit un pays importateur de charbon.

La production du fer et de l'acier ne témoigne d'aucun changement important au cours des derniers mois.

Production en 1 000 tonnes

	1925	1926	1927		
	Moyenne mensuelle		Mars	Avril	Mai
Fer	706	786	801	774	794
Acier	618	699	704	681	712

La production dépasse la moyenne de 1926, qui était pourtant une année exceptionnellement bonne, par suite de la grève des mineurs anglais. Aussi peut-on prévoir que, là aussi, la situation ne va pas s'améliorer.

Pour les autres branches d'industrie, nous avons très peu de chiffres convenables. Mais il apparaît que, dans l'industrie automobile, dans l'industrie mécanique⁶³ et dans quelques branches de l'industrie textile⁶⁴, il y a certainement un ralentissement dans la marche des affaires.

La situation de l'agriculture n'est pas également des meilleures. Nous avons donné plus haut des chiffres sur les bas prix pratiqués pour les produits de l'élevage, en partie résultats de la mauvaise récolte de 1925, en partie provoqués par la trop grande importation de céréales et de fourrages. La conséquence de ces bas prix du bétail, c'est que l'ensemble du cheptel reste stationnaire, et qu'à la fin de 1926, Alsace-Lorraine y compris, il est loin d'atteindre celui de 1914.

Le recul se fait sentir dans toutes les branches. Il est d'un tiers pour les moutons, d'un sixième pour les porcs. Aussi, de cette manière, tout développement de l'agriculture devient impossible.

D'ailleurs cette question est étroitement liée avec celle du développement de la campagne. Le chiffre total de la population reste stagnant, mais l'émigration des campagnards vers les villes continue. Les conséquences de cette dépopulation des campagnes sont à peine atténuées par l'importation d'Italiens, contre lesquels l'opinion publique française se défend, pour des raisons de politique nationale.

Le mouvement de la population est de :

⁶² *Statist* du 28 mai 1927.

⁶³ *L'Usine*, divers numéros de juin 1927.

⁶⁴ *Information* du 21 juin 1927.

	1913	1920	1924	1925	1926
Population totale (en millions)	41,4	39,2	40,31	40,61	40,75
Accroissement (en milliers)	69,0	160,0	72,00	60,0	53,00

Dans de nombreuses villes du Nord, les ouvriers étrangers forment la majorité de la population, ainsi à Bruay, où il y a 70 % d'étrangers, à Ostricourt 75 % de mineurs étrangers, dans les mines de la Moselle, où ils sont 66 % sur 350 000 ouvriers⁶⁵.

Le commerce extérieur montre depuis quelques mois les premiers signes d'une crise de stabilisation : augmentation des importations, diminution des exportations, passivité.

Le commerce extérieur atteint, en millions de francs :

	1926			1927		
	Import.	Export.	Différence	Import.	Export.	Différence
Janv.	4 497	3 859	— 638	4 079	4 709	+ 630
Fév.	5 058	4 422	— 636	4 780	4 597	— 183
Mars	5 528	4 977	— 281	4 414	4 694	+ 280
Avril	4 946	4 347	— 599	4 298	4 255	— 43
Mai	4 430	4 460	+ 30	4 989	4 281	— 708
Total.	24 189	22 605	— 2.124	22 560	22 596	— 22 ⁶⁶

Mais il faut remarquer que le cours du franc était, dans les premiers mois de 1927, de 3,9 cents américains, alors que, dans les cinq premiers mois de 1926, il n'était que de 3,5 et même en mai 1926 de 3,2. Aussi le commerce extérieur est-il à l'heure actuelle notablement plus élevé qu'il ne l'était l'année dernière. On peut se demander si la passivité de ces derniers mois va continuer, car c'est le résultat de très forts achats de matières premières et de produits alimentaires⁶⁷. Les mois suivants vont dire si le commerce extérieur de la France va subir un plus fort recul par suite de la stabilisation : nous en doutons.

Le nouveau projet de tarif douanier montre que la bourgeoisie française — dans le sens de son programme économique, comme nous le montrions dans notre dernière étude, — veut s'assurer le marché intérieur en élevant encore les droits de douane. Elle présente un tarif absolument complet, avec plus de 4 000 stipulations. Nous ne pouvons pas dire encore ce que sera en fait l'élévation des droits de douane, après la conclusion des traités de commerce. Il y a un double tarif, tarif général et tarif minimum. Les taxes de ce dernier sont d'un tiers de celles du tarif général, et on pourra les abaisser encore pour des traités de commerce. Il est prévu que les taxes pourront être élevées ou abaissées de 20 % quand l'indice des prix marquera un changement de 20 %⁶⁸.

Les problèmes financiers

Bien que le cours du franc soit stable depuis plus d'une année, bien qu'il n'y ait d'après nous rien qui s'oppose à une stabilisation légale, on ne la réalisera pas, parce que Poincaré veut rester, jusqu'aux prochaines élections législatives, irremplaçable. Si on réalise légalement la stabilisation, les éléments petits-bourgeois hésitants, qui ne le supportent que parce qu'il leur paraît irremplaçable

⁶⁵ *Bulletin Quotidien* du 28 juin 1927.

⁶⁶ Les petites différences proviennent de ce qu'on a arrondi les chiffres.

⁶⁷ Il est remarquable que la seule importation de vin au cours des premiers mois de 1927 a dépassé 600 millions de francs.

⁶⁸ *Times* du 13 mai 1927.

pour la stabilisation, retourneront au bloc des gauches. En donnant constamment des indications très imprécises, et en faisant croire que le cours actuel n'est pas le cours définitif, il s'attache de grandes masses de rentiers qui espèrent une nouvelle élévation du cours du franc.

Mais cette imprécision provoque naturellement une forte spéculation. Nous avons déjà parlé, dans la partie générale, du fait que la Banque de France, institut d'émission, avait dû, au cours des derniers mois, acheter des sommes gigantesques de devises étrangères pour empêcher le franc de monter au-dessus du cours provisoirement fixé. On ne connaît pas l'importance de ces sommes. Les bilans de la Banque manquent de clarté. Les réserves de devises n'y sont pas indiquées de façon particulière. Elles figurent sous la rubrique : divers.

Les postes les plus importants du bilan de la Banque de France indiquent le développement suivant (en millions de francs 1927) :

	6 janvier	3 mars	5 mai	1 ^{er} juin	30 juin
Or (France et étranger) Argent.	5 548	5 548	5 547	5 893	5 893
Or, devises, nouveaux achats	1 558	1 853	2 086	2 152	2 181
Escompte	5 140	3 656	3 170	2 644	2 494
Avances sur effets.	2 071	1 945	1 649	1 680	1 602
Avances à l'Etat.	35 200	29 700	29 700	27 100	28 850
Actifs, divers	5 010	9 075	12 556	19 704	22 321
Circulation monétaire				52 328	52 786

Comme nous le voyons, c'est sous la rubrique *actifs, divers* que se cachent les récents achats de devises. A combien s'élèvent-ils. Personne ne peut le dire. L'*Economist* du 25 juin écrit :

« On nous assure de source certaine que la Banque de France possède 16 milliards de francs de bonnes valeurs ou d'or qu'elle a acheté contre ces valeurs. Dans les quatre dernières semaines, on a acheté respectivement pour 816, 780, 686 et 816 millions de francs... dans la première moitié de mai, presque 1 900 millions chaque semaine. »

De même, le *Statist* du 4 juin écrit qu'il y a eu au mois de mai certains jours où la Banque de France a été obligée d'acheter 5 millions de livres sterling, 40 millions de livres en deux ou trois semaines.

D'où proviennent toutes ces devises étrangères ? De deux sources : d'abord, du retour des capitaux français qui s'étaient évadés à l'étranger, ce qui est une conséquence naturelle de la stabilisation.

Deuxièmement, de l'achat de francs par des spéculateurs, dans l'espoir d'une nouvelle élévation du cours du franc (ou des actions françaises).

La Banque de France a essayé différentes mesures pour diminuer l'offre sans cesse renouvelée de devises étrangères. Au milieu d'avril, elle a abaissé à 5 % le taux de l'intérêt pour rendre plus difficile l'afflux « d'argent vagabond » venant de l'étranger. En même temps, elle a payé une ancienne dette de 33 millions de livres sterling et elle a libéré une partie de son dépôt à la Banque d'Angleterre. Elle a également commencé, au lieu de laisser à Londres les devises en livres qu'elle acquérait, à les employer à des achats d'or à Londres et à New-York. Bien que le *Statist* du 4 juin déclare que « ces achats ont été faits après consultation préalable de la Banque d'Angleterre et de la Fédéral Réserve Bank », ils ont provoqué néanmoins une légère baisse du cours de la livre, et une diminution de la réserve d'or relativement modeste que possède la Banque d'Angleterre. D'où gros mécontentement à Londres.

Pour se libérer des nombreux « dépôts à vue », qui peuvent être retirés en masse en cas d'une crise et obliger ainsi la caisse de l'Etat à demander de nouvelles avances à la Banque de France, ce qu'on voudrait empêcher pour des raisons de prestige, Poincaré a déposé un nouvel emprunt à 6 %, amortissable en 50 ans, avec intérêt réel de 6,5 %. Les souscriptions sont actuellement en cours. On espère transformer ainsi quelques milliards d'obligations flottantes en obligations à long terme, comme ce fut dernièrement le cas avec la souscription de 18 milliards qui vient de se terminer.

Il faut dire ici que, bien que l'existence de 9 milliard de dépôts à vue puisse mettre véritablement en difficulté la caisse de l'Etat, il est absolument inexact de parler à propos de la France « d'inflation cachée », car la contrepartie de ces dépôts — la circulation des billets n'ayant pas augmenté — existe en or ou en devises. Si le mouvement des cours devait changer par suite d'un changement de direction de la spéculation, en vendant ses devises ou même sa monnaie contre des francs peut toujours soutenir le cours (à moins que n'intervienne une guerre ou quelque autre catastrophe).

Au reste, Poincaré continue activement son travail de stabilisation. Le budget pour 1928 vient d'être déposé et il se balance avec un léger excédent, 42,2 milliards de recettes contre 41,5 milliards de dépenses. Mais il est bâti de façon si prudente, qu'on peut même prévoir un plus gros excédent⁶⁹. Les recettes et les dépenses de la Caisse d'amortissement n'y sont pas comprises ; or, les recettes dépassaient pour les cinq premiers mois de 1927, 2,4 milliards de marks. En fait, le budget de 1926 s'est balancé avec un excédent de 1 500 millions. Le nouveau budget, pour la première fois depuis des années, n'apporte pas d'impôts nouveaux. Les recettes de l'Etat se composent en majorité d'impôts indirects. Sur 3 147 millions de recettes de l'impôt en mai, il y avait :

Impôts directs	839 millions
Impôts indirects et monopoles	2 296 millions

Tout le poids des impôts retombe sur la population ouvrière.

Pourtant, Poincaré n'est pas arrivé jusqu'à présent à diminuer la dette d'Etat de la France. Au contraire, elle augmente lentement, comme le prouvent les chiffres suivants⁷⁰ :

Dette intérieure de la France

(en milliards de francs.)

	31-12-24 ⁷¹	31-7-26 ⁷²	31-5-27
Fonds d'Etat	95,6	101,7	101,7
Dette à long terme	58,2	58,2	73,9
Dette à court terme	43,6	37,3	32,9
Dette flottante	64,9	55,2	59,3
Avances de la banque	27,7	43,0	32,5
Total	290,0	295,4	300,3

⁶⁹ *Bulletin Quotidien* du 28 juin 1927.

⁷⁰ *Courrier de la Bourse* du 21 juin 1927.

⁷¹ Publications officielles.

⁷² En partie publications officielles.

<i>Pourcentages</i>			
Fonds d'Etat	33,0	34,4	33,8
Dettes à long terme	20,1	14,7	24,6
Dettes à court terme	15,1	12,6	10,9
Dettes flottantes	22,4	18,7	19,7
Avances de la banque	9,5	14,6	10,8
Total	100,0	100,0	100,0

Le résultat de ces opérations, c'est une modification dans la composition de la dette. Il n'y a plus maintenant de bons à court terme. Mais il faut maintenant employer une somme d'environ 15 milliards de francs (non compris la dette extérieure) à payer au profit du capital industriel l'intérêt de la dette intérieure. Si l'on n'arrive pas à reporter sur le dos des ouvriers français, sous forme d'une augmentation d'exploitation, le poids de cette rente, la capacité de concurrence de l'industrie française sur le marché mondial en souffrira. La crise, pour l'instant passagère, pourra devenir chronique ; aussi, ne croyons-nous pas à la possibilité d'une nouvelle hausse du cours du franc.

ANGLETERRE

Au printemps de chacune des années qui viennent de s'écouler, nous avons espéré des temps meilleurs. Mais, avant que l'été ne passe, il nous fallait revenir sur nos prévisions : le temps d'hiver et les mauvaises affaires revenaient. Ce souvenir de déceptions répétées nous est une invitation à la prudence... Mais dans ces cinq mois de cette septième année de dépression, il y a eu une amélioration décisive, qu'elle dure peu ou longtemps. (Times. article leader du 23 mai 1927.)

Les derniers mois ont été, en général, pour l'économie anglaise, une période d'amélioration de la conjoncture. La production s'est maintenue très élevée jusqu'en juin. Mais, en juin, viennent de se montrer des signes indiquant que les nouvelles commandes sont plus réduites que la production : les espérances recommencent à changer de camp. « Le temps d'hiver et les mauvaises affaires » ont refait leur apparition.

Là-dessus, il faut encore ajouter que la conjoncture empire surtout dans les vieilles industries fondamentales de l'Angleterre : les charbonnages, le fer et l'acier, les cotonnades. Le mal se fait beaucoup moins sentir dans les « nouvelles » industries : industrie électrique, automobile, soie artificielle, etc..., qui se développent en général sur une ligne ascendante. L'industrialisation des pays agricoles se tourne naturellement vers les formes les plus simples, et remet à plus tard les industries nouvelles, travaillant avec une machinerie particulièrement compliquée (chimie) ou nécessitant des forces particulièrement expertes.

Le tableau suivant montre les chiffres les plus importants et les plus sûrs, indiquant la conjoncture. (Emprunté au *Bulletin mensuel* de l'*Economist*) :

Production

	Chômage	Charbon	Fer	Acier	Industrie électrique	Production d'électricité	Mouvement de capitaux
		millions de t.	milliers de t.		indice 1920 = 100		millions de \$
1913 moyenne mensuelle	—	24,3	869	649	—	—	—
1925 moyenne mensuelle	—	20,7	528	626	—	—	17
1926 avril	9,2	—	—	—	87	119	
1927 mars	9,9	24,0*	683	965	107	147	83
avril	9,4	20,5	691	804	112	144	18,5
mai	8,8	20,2	732	897	116	138	29,2

*5 semaines.

L'amélioration dure jusqu'à la fin de mai ; la nécessité d'exécuter les travaux retardés par la grève des charbonnages (constructions de maisons, constructions navales, industrie mécanique) et l'exécution des commandes coïncident avec l'animation saisonnière du printemps. Mais déjà en juin, d'après toutes les nouvelles, le recul est très clair.

La crise des charbonnages

La victoire des capitalistes au cours de la grande grève des mineurs n'a amené aucun résultat; l'industrie charbonnière anglaise se trouve au début d'une crise extraordinairement difficile. Nous en avons déjà parlé dans notre partie générale. Nous donnons ici quelques faits supplémentaires, spécifiquement anglais. La production moyenne hebdomadaire (non compris les semaines où il y a des jours fériés) en millions de tonnes, était de :

1926 (janvier-avril)	1927 (janvier-mai)
5,24	5,13
<i>Nombre moyen des ouvriers</i>	
1 106 000	1 013 000

« Dans les cinq premiers mois de l'année 1927, une année ouvrière de 8 % plus faible a fourni une production qui n'est que de 2 % moins élevée que celle des quatre premiers mois de 1926. La production moyenne de chaque ouvrier est montée de 4,75 tonnes à 5,5 tonnes par semaine. »⁷³.

Mais ce chiffre n'exprime pas complètement encore l'augmentation de l'exploitation. Car on a introduit de nombreuses journées fériées, naturellement non payées. Le nombre moyen des jours de travail par semaine a été de :

	1926	1927
Janvier	5,47	5,02
Février	5,37	5,11
Mars	5,30	4,89
Avril	5,57	5,64
Mai	—	4,63

Si l'on considère le rendement par journée de travail et non plus par semaine, il a augmenté, en avril, non pas de 6 %, mais de 16 %.

⁷³ *Economist*, supplément mensuel, Juin 1925.

L'augmentation du rendement a pour conséquence une élévation correspondante du nombre des chômeurs.

Il y avait, comme chômeurs, dans les mines :

	1926	1927
Janvier	110 885	200 608
Février	100 187	197 857
Mars	93 582	205 861
Avril	90 946	218 542
Mai	—	211 493

L'année [?] des mineurs en chômage recommence à croître ; le nombre des travailleurs occupés descend. Du nombre maximum : 1 031 000 au 14 mai, il est redescendu à 1 013 400 au 18 juin⁷⁴. Cook pense que, dans trois mois, le nombre des chômeurs atteindra 400 000⁷⁵. Non seulement on a augmenté l'exploitation en élevant le rendement dans la journée de travail portée de 7 heures à 7 heures et demie et à 8 heures, mais en même temps les salaires ont été fortement réduits, et cette offensive se poursuit encore.

Cook a pu affirmer avec raison⁷⁶ :

« La situation économique est aujourd'hui beaucoup plus mauvaise qu'il y a une année. Avec un salaire journalier diminué de 1 shilling, et un salaire hebdomadaire diminué d'environ 10 sh. par suite des journées de repos forcées, avec la prolongation du temps de travail et l'existence de 100 000 chômeurs de plus, il est clair que nous serons obligés de rompre les accords avant la fin de l'année. »

Les sacrifices gigantesques imposés à la classe ouvrière n'ont pas amélioré la situation des charbonnages anglais. Pourtant, l'exportation a de nouveau à peu près atteint le niveau des premiers mois de 1926 (période des subventions).

Mais, par suite de la concurrence mondiale, les prix sont toujours en baisse⁷⁷.

Exportation du charbon (en 1 000 tonnes)

	1913	1926	1927
Janvier	6 570	4 148	4 093
Février	5 570	4 340	4 173
Mars	5 599	4 703	4 820
Avril	6 351	4 291	4 118
Mai	5 930	—	4 803

La vente de charbon de fret a également atteint celle de l'année passée.

Mais les prix reculent de façon incessante. Nous donnons ici, à titre d'exemple, ceux de deux sortes :

⁷⁴ *The Board of Trade Journal* du 20 Juin 1927

⁷⁵ Discours prononcé le 10 juin 1927 à Heanor.

⁷⁶ *Daily Herald* du 30 juin. Chiffres pour la séance du Comité exécutif des mineurs.

⁷⁷ La grève des mineurs américains a tout au plus avantage le charbon anglais dans l'Amérique du Sud (*Economist* du 2 juillet).

	1926			1927		
	avril	janvier	mars	mai	juin	juillet
Qualité de l'Amirauté	26,0	26,9	22,6-24,0	21,6-23,0	21,8-22,0	21,0
Durham, le meilleur charbon à gaz	.., 0	19,3	18,0	17,0-17,6	16,0-17,3	17-18,6 ⁷⁸

[Tableau plutôt incompréhensible]

Malgré des baisses énormes des salaires, beaucoup de mines recommencent à travailler à perte.

On réalisera aussi peu les recommandations de la commission Samuel, maintenant que les ouvriers sont battus, qu'on a réalisé autrefois celles de la commission Sanky. Il y a bien un grand nombre de fusions, mais sur la base privée et de façon anarchique.

L'interdiction de l'importation libre en France menace de fermer ce marché, le plus important de tous, où d'ailleurs l'Angleterre est fortement pressée par l'Allemagne.

L'importation de charbon en France atteignait, dans les quatre premiers mois de l'année, en millions de tonnes :

	1923	1924	1925	1926	1927
d'Angleterre	5,66	4,55	3,48	3,15	3,13
d'Allemagne	0,42	1,39	1,65	1,92	2,96

Ainsi la nouvelle crise est en train. Etant donné la très grosse importance de l'industrie des charbonnages, on peut à peine penser qu'une crise de cet ordre puisse coïncider avec une bonne conjoncture générale. Il y a en Angleterre (en dehors des ouvriers agricoles et des gens de maison) 12 000 000 d'ouvriers ; plus d'un dixième sont des ouvriers mineurs.

Autres branches d'industrie

L'industrie du fer et de l'acier se trouve dans une meilleure situation, dans la mesure où l'emploi de l'acier a une tendance à augmenter, avec l'augmentation de la machinerie et son emploi croissant à la place du bois et de la pierre dans le bâtiment. Mais la montée de la production paraît être, pour le moment, à sa fin.

« Les chiffres de la production du fer et de l'acier pour le mois de mai, publiés par l'Union des fabricants de fer et d'acier montrent les premiers signes qu'on a maintenant atteint le maximum de la production, et que celle-ci commence à descendre... Une grande partie de la haute production du mois dernier est due à l'arriéré qui s'était amassé au cours de la grande grève des charbonnages de l'an passé. Jamais le travail de constructions métalliques n'était resté en suspens pendant si longtemps. »⁷⁹

A la fin de juin arrivait déjà la nouvelle qu'on avait dû éteindre plusieurs hauts fourneaux !

La production anglaise de l'acier est menacée en Angleterre même par la concurrence de l'industrie métallurgique continentale. Le 20 juin, à la Chambre des Communes, un député conservateur demandait au ministre du Commerce s'il avait connaissance qu'on livrait du fer du continent dans le Lankshire au prix de 72 sh. 6 d. la tonne, à l'usine ; la même qualité du fer anglais venant d'Ecosse coûte 76 sh. à 77 sh. 6 d. la tonne, etc., etc... Il demandait si ce fait était

⁷⁸ *Berliner Tageblatt* du 14 juillet 1927.

⁷⁹ *Economist* du 18 juin 1927.

rendu possible parce que l'industrie continentale recevait des subsides de ses gouvernements. Samuel, le secrétaire parlementaire du ministre du Commerce répondit que les faits étaient exacts. Les causes en étaient que les salaires d'Europe sont plus bas et le temps de travail plus long. L'industrie reçoit des subventions indirectes, par le taux très bas des impôts et des garanties d'intérêt à l'étranger. Ainsi on prépare donc également une attaque contre les conditions de travail des ouvriers de l'industrie lourde.

L'industrie textile cotonnière avait, en mai, une très bonne exportation. On exporta plus de fil que dans n'importe quel mois depuis douze ans et plus de tissus que depuis deux ans. Pourtant, à la fin de juin, il fallut réduire de 50 % la production de fils (N^{os} 32 à 42).

Au début de juillet, il fallut encore fermer certaines usines de filature ou de tissage de jutes⁸⁰. Les espérances du printemps en une meilleure conjoncture dans l'industrie textile se sont révélées fausses.

L'allure des affaires est meilleure dans quelques autres branches d'industrie. L'industrie électrique, l'industrie automobile, l'industrie chimique ont d'assez bons débouchés.

Naturellement, il ne faut pas voir le déclin du capitalisme anglais comme un développement qui se déroule en ligne droite. Le capitalisme anglais a des réserves colossales dans son empire colonial mondial. L'industrie anglaise se modernise et s'organise en monopoles, elle rationalise, standardise⁸¹. La fusion du capital bancaire avec le capital industriel pour produire le capital financier est également en route. Extérieurement cela se traduit par l'entrée de Mac Keuma, président de Middland Bank dans la direction des chemins de fer du Nord de l'Angleterre, et d'autre part par l'entrée du grand industriel Mond (Charbons et chimie) dans la direction de la Banque de Westminster. La bourgeoisie anglaise cherche par tous les moyens à arrêter sa décadence.

Le commerce extérieur s'est développé, ces derniers mois, de façon assez favorable.

Commerce extérieur en millions de Livres

(il ne s'agit que du seul commerce des marchandises, non compris les métaux précieux et le transit)

	<i>Importations</i>	<i>Exportations</i>	<i>Excédent</i>
Moyenne mensuelle 1913	54,9	43,8	11,3
— 1925	97,4	64,4	33,0
— 1926	93,1	54,2	38,9
Mars 1927	102,7	62,2	40,6
Avril 1927	88,9	52,6	36,3
Mai 1927	84,0	63,3	20,7

L'exportation se rapproche du niveau de 1925 ; le déficit montre une tendance à décroître. De plus, le niveau des prix est plus bas qu'il n'était il y a deux ans, si bien que l'exportation est véritablement plus grande. L'indice des prix de gros de l'*Economist* (1913 = 100) était de :

1925	1926	[1927] Mars	Avril	Mai
150,7	148,1	140,6	139,8	141,1

L'indice du coût de la vie, établi par le Board of Labour⁸² était de :

⁸⁰ *Economist* du 2 août 1927.

⁸¹ Voir : Prof. Hermann Lévy *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 11 mai 1927.

⁸² *Labour Gazette*, juin 1927, page 215.

	1925	1926	1927
Janvier	80	75	75
Juin	72	68	63

L'indice du coût de la vie tombe chaque année de façon saisonnière en été ; mais il tombe pour les mois d'année en année [? traduction obscure]. Mais les diminutions de salaires dépassent la chute du coût de la vie.

Le chômage a décliné au cours des derniers mois. Mais il est encore très grand. A la fin de mai, il y avait (assurés et non-assurés) 1 015 000 chômeurs⁸³. De ce chiffre, 985 000 recevaient un secours. C'est le dernier chiffre qu'on donne d'habitude dans les journaux. Les non-assurés, qui ne reçoivent aucun secours sont les travailleurs agricoles et les gens de maison. A la fin de juin, le nombre des chômeurs secourus dépassait à nouveau le million.

Pour compléter le tableau, il faut donner encore le chiffre des indigents. Il y avait, à la fin de mars, 1 240 500 gens, hommes et femmes, qui touchaient le secours des pauvres. Parmi eux, on comptait :

Chômeurs (assurés et leurs familles)	429 000
Chômeurs ne touchant pas l'assurance	43 000
Autres gens, qui ont d'habitude une occupation....	168 000
Tous les autres, qui reçoivent chez eux le secours des pauvres	485 000

Le reste vit dans les work-houses. Le nombre des indigents a doublé depuis 1914. Ainsi, il y a actuellement, près de deux millions de chômeurs et d'indigents réunis dans la « bienheureuse Angleterre ».

Capital et soucis monétaires

Les difficultés de l'or-métal influent défavorablement sur l'exportation des capitaux, qui a pour l'Angleterre une importance particulière. Le tableau suivant nous en donne le développement⁸⁴.

Emissions au cours du premier semestre

(en millions de livres)

	1913	1923	1924	1925	1926	1927
Total	120,3	181,3	105,6	112,0	120,7	207,5
Grande-Bretagne.	20,3	92,4	44,4	78,7	66,5	157,0
Dont emprunts privés	20,3	28,6	33,8	71,7	59,0	89,9
Colonies	43,0	52,2	38,0	28,1	32,7	34-3
Etranger	57,°	31,7	23,2	5,1	21,5	16.2

En ce qui concerne l'utilisation, il est remarquable que les émissions pour des buts capitalistes privés en Grande-Bretagne (sans emprunts d'Etat), ont très fortement augmenté. Elles atteignent au cours du premier semestre 90 millions de livres, soit 1,8 milliards de marks.

De plus, la partie de l'exportation des capitaux diminue sans cesse. Elle atteignait en 1913, 50 %. Elle n'est plus que de 8 % en 1927. Pourtant la bourgeoisie anglaise s'efforce visiblement de reprendre le plus possible l'exportation de capitaux, autant que le permet son souci de conserver le standard de l'or [l'étalon-or].

⁸³ *Labour Gazette*, juin 1927, page 216.

⁸⁴ *Economist* du 2 juillet 1927.

En économie politique les derniers mois ont été dominés par deux événements, la loi antisyndicale et la rupture des relations diplomatiques avec l'Union des Soviets. Les deux questions ont été largement étudiées dans la presse quotidienne. Il n'y a pas grand chose à ajouter. L'importance des exportations anglaises vers l'Union Soviétique n'est certes pas décisive, mais étant donnée l'étroitesse actuelle du marché, elle était néanmoins importante. D'où les efforts d'une partie de la bourgeoisie anglaise pour continuer à commercer avec l'Union Soviétique malgré la rupture des relations diplomatiques.

La bourgeoisie anglaise, troublée par le fait de la décadence du capitalisme anglais, est coupée en deux. La cassure divise les rangs du parti conservateur anglais, qui est au pouvoir. Il y a deux lignes.

La ligne des Die Hards (têtes dures), c'est-à-dire la ligne des propriétaires fonciers, de l'industrie lourde, du capital colonial, et en partie, des grandes banques: Défense de l'empire par les forces armées, d'où guerre contre la Russie Soviétique ; resserrement plus étroit de l'empire ; passage à un régime de protection douanière, pour pouvoir accorder aux Dominions et aux colonies des avantages douaniers. Régime plus fort à l'intérieur : Extension des droits de la Chambre des Lords ; asservissement des syndicats ; lutte contre tout essai d'emploi de la grève générale, rapprochement de formes plus ouvertes de la dictature de la bourgeoisie.

La ligne du libéralisme, c'est-à-dire la ligne de la petite industrie, du capital commercial, et en partie, des banques : liberté du commerce, étalage de vues pacifiques, pacifisme d'apparence, maintien des formes démocratiques masquant la dictature de la bourgeoisie ; contre les droits de la Chambre des Lords, contre une politique dure vis-à-vis des syndicats ; collaboration de classes, domination pacifique du prolétariat, avec l'aide des réformistes.

Cette ligne est représentée, non seulement par les libéraux, mais aussi par les réformistes et possède également les sympathies d'une partie des conservateurs, comme le prouve le fait que 100 députés conservateurs se sont prononcés contre les rétablissements des droits de la Chambre des Lords supprimés en 1911.

ETATS-UNIS

La situation économique des Etats-Unis au cours du premier semestre 1927 peut se caractériser par la continuation d'une bonne marche des affaires, avec des chiffres de production très élevés, et une certaine tendance, très faiblement marquée à une plus mauvaise période. Encore est-il incertain de dire s'il s'agit là d'une faible dépression passagère ou du commencement d'une longue et déprimante phase de crise. Il n'y a pas pour l'instant le moindre signe de crise. Ni la circulation monétaire, ni les crédits consentis par la Federal Reserve Bank ne montrent la moindre tendance à l'augmentation⁸⁵. Au contraire, ils sont inférieurs à ce qu'ils étaient l'an passé.

⁸⁵ *Federal Reserve Bulletin*, pp. 399-400

<i>Federal Reserve Bank</i>				
	Circulation monétaire		Crédits de banque	
(en millions de dollars)				
	1926	1927	1926	1927
Janvier	5 008	5 001	1 231	1 147
Avril	4 806	4 758	1 159	1 039
Juin	4 871	4 786	1 140	1 000 ⁸⁶

L'ensemble des crédits accordés par toutes les Reserve Banks est néanmoins passé de 19,6 milliards en mai 1926 à 20,4 milliards en mai 1927. Le tableau suivant donne les signes généraux de la marche de la conjoncture :

		Indice des produits industriels (Federal Reserve Bank)	Indice du degré d'occupation des ouvriers	Indice des wagons chargés	Nouvelles constructions	Indice du bâtiment
		1923/25=100	1919=100	1919 = 100	millions de dollars	1913/25=100
1926	Avril	107	96,4	132	571	120
—	Décembre	105	94,1	132	537	136
1927	Janvier	106	92,4	122	384	123
—	Février	109	93,6	132	394	131
—	Mars	112	93,9	131	621	131
—	Avril	109	93,2	134	624	128
—	Mai	—	—	—	—	126

Contre toute attente, il n'y a pas eu au cours de cette année, de diminution de l'activité du bâtiment. Tout au moins, il n'y en a pas eu qui puisse influencer en quoi que ce soit la conjoncture. Ceci quoique, selon des chiffres dignes de foi, que nous avons reproduit récemment, le besoin de logement soit satisfait dans la majorité des villes américaines, du moins si l'on mesure suivant l'échelle d'avant-guerre. Mais une représentation détaillée de l'activité du bâtiment américain montrerait qu'à côté de la construction des logements, celle des bâtiments communaux, écoles, hôpitaux, usines électriques, etc..., joue un très grand rôle. En tout cas, la durée de la conjoncture du bâtiment montre l'immense force de capitaux du capitalisme américain.

Le fait que la bonne conjoncture se maintient, malgré quelques circonstances assez difficiles : chute des prix du coton, catastrophe des inondations du Mississippi, grève des mineurs, surproduction de pétrole brut, le prouve aussi. Malgré tous ces fâcheux incidents, l'indice général de la production en avril est de deux pour cent plus élevé qu'en avril 1926. L'indice du degré d'occupation est, lui, de trois pour cent plus bas. Un plus petit nombre d'ouvriers produisent une plus grande quantité de marchandises⁸⁷.

Le tableau suivant donne une idée de la production dans les quelques branches industrielles les plus importantes :

⁸⁶ Chiffres de mai.

⁸⁷ L'indice de la production se rapporte à toute la production. L'indice du degré d'occupation des ouvriers ne se rapporte qu'à un nombre déterminé d'entreprises, fixé une fois pour toutes. L'indice du degré d'occupation est donc un assez bon signe de la marche des affaires, mais il est impossible de s'en servir — comme nous l'avons jadis fait nous-mêmes — pour en tirer des conclusions sur le chômage.

Chiffre de la production des principales industries

	Charbon	Fer	Acier	Automobiles	Coton employé	Pétroles
	Millions de tonnes	1 000 tonnes		1 000*	1 000 balles	1 000 barils
1926 :						
Avril	43,8	3 450	4 106	384	578	60
Décembre	59,1	3 091	3 467	137	605	72
1927 :						
Janvier	57,6	3 104	3 786	197	605	71
Février	53,3	2 941	3 811	211	590	68
Mars	60,1	3 483	4 535	342	694	75
Avril	34,7**	3 422	4 130	353	619	72
Mai	35,4	—	—	352	—	—

* Automobiles de tourisme. Chiffres d'avril rectifiés. ** Grève.

Là-dessus, nous pouvons faire les remarques suivantes :

Le recul de la production charbonnière est une conséquence de la grève. Les chiffres montrent que la chute est beaucoup plus grande que les journaux ne l'avaient dit, pour des raisons bien compréhensibles. Dans tous les cas, la production n'a diminué que d'un quart par comparaison à la moyenne mensuelle de 1926 et d'un sixième seulement par comparaison à celle de 1925. Comme dans les six derniers mois avant la grève, on a produit environ 50 millions de tonnes de plus qu'autrefois, il est vraisemblable qu'il y a des réserves importantes (on parle de 80 millions de tonnes, ce qui est certainement exagéré). En tout cas, les perspectives d'une victoire ouvrière sont très faibles (seuls les ouvriers organisés dans les syndicats font grève, la majorité inorganisée des mines « Non-Union » continue tranquillement à travailler).

La production de fer et d'acier a monté jusqu'en mars. Elle est un peu tombée depuis, mais elle reste supérieure à la moyenne de l'an passé. La production se déplace aux environs de 80 % de la capacité de travail. Les nouvelles des journaux en juin annoncent un fort recul de la production. (Quelques hauts fourneaux viennent d'être éteints en mai) et une chute rapide des prix. La diminution des commandes du trust de l'acier ne peut pas être considérée comme le symptôme d'une plus mauvaise conjoncture. La période de transformation du capital a en général tendance à diminuer. On achète « de la main à la bouche », selon l'expression américaine.

La construction automobile, qui avait atteint son minimum en décembre 1926, s'est fortement relevée depuis, et, durant les derniers mois, elle a de nouveau à peu près atteint le niveau de l'année passée. En même temps, la consommation passe à des types d'automobiles meilleurs et plus chers. Ford est fortement talonné sur le marché par la General Motors C°.

Les chiffres de consommation du coton sont un record, Les bas prix du coton, joints à une bonne occupation générale, permettent une multiplication des achats de tissus.

Tandis que la production élevée de la plupart des branches d'industries trouvent immédiatement des débouchés, il y a, en ce qui concerne le pétrole brut — comme nous l'expliquions justement dans notre dernière revue — une forte surproduction avec une chute correspondante des prix. La plus haute moyenne de production, journalière a été atteinte dans la semaine qui s'est terminée le 4 juin : 2 507 300 barriques ; environ 500 000 barriques de plus que

dans la semaine correspondante de l'année d'avant⁸⁸. Dans les semaines qui suivirent, elle est légèrement tombée.

Si, à [sur] la base des chiffres que nous possédons, on ne peut en aucune façon affirmer que nous sommes à la veille d'une crise aux Etats-Unis, nous avons certainement un ralentissement des affaires en mai, et davantage encore en juin⁸⁹.

Tous les indices montrent la même chose : tendance à la baisse, mais conjoncture malgré tout meilleure qu'en 1926.

Correspondant à la bonne marche des affaires qui s'est poursuivie jusqu'à présent et à la grande circulation monétaire, les cours des valeurs montrent une tendance à la hausse :

Indice des Valeurs en Bourse

	<i>198 actions industrielles</i>	<i>31 actions de chemins de fer</i>	<i>40 cours de bons</i>
	(1917-21 = 100)	(1918-22 = 100)	
Avril	139,8	118,5	94,52
Décembre	161,7	135,2	96,05
Janvier	158,4	136,7	96,43
Février	163,0	142,1	96,44
Mars	165,7	143,1	96,63
Avril	165,1	147,4	97,24
Mai	174,5	150,5	97,55

(Fédéral Réserve Bulletin, juin 1927.)

Le mouvement des prix

Au cours du dernier semestre, tout comme autrefois, la grande production est liée avec une chute des prix.

Indice des prix du Bureau of Labour (1913 = 100)⁹⁰

	Toutes marchandises	Produits agricoles	Produits textiles	Combustibles	Métaux	Matériaux à bâtir
1926:						
Janvier	156	152	186	177	129	178
Avril	151	145	177	174	127	173
Décembre	147	135	169	183	126	173

⁸⁸ *Financial and Commercial Chronicle* du 11 juin 1927, page 3 429.

⁸⁹ Un bon signe de la diminution de la production, c'est l'emploi de l'énergie électrique. Il s'élève à :
Indice de la consommation d'énergie électrique (1913-25= 100)

	Mai 1927	Avril 1927	Mai 1926
Toutes industries	114,3	116,0	107,0
Métallurgie	112,7	111,2	105,0
Aciéries	119,3	122,7	—
Textile	120,0	124,5	96,5
Cuir	97,0	95,7	84,0

⁹⁰ *Federal Reserve Bulletin* 1927.

	1927:					
Janvier	147	137	167	180	124	170
Février	146	137	169	177	122	168
Mars	145	137	168	168	123	167
Avril	144	137	169	161	122	165

La chute constante des prix se poursuit de la même façon pour presque toutes les marchandises. Elle est un peu plus forte pour les produits agricoles, cependant les ciseaux, s'ils continuent encore d'exister, ne sont plus très importants pour l'ensemble des produits agricoles. Les produits métalliques sont fort au-dessous du niveau général des prix, les matériaux à bâtir, par suite de l'activité remarquable qui règne dans cette industrie sont fort au-dessus. Mais la ligne descendante est commencée à tous les produits.

Le commerce extérieur et l'excédent d'or

Le commerce extérieur des cinq premiers mois est caractérisé par le fait que l'exportation est plus grande et l'importation plus petite qu'en 1926.

Commerce extérieur en millions de dollars⁹¹

	Exportation		Importation		Différence	
	1927	1926	1927	1926	1927	1926
Janvier	414	397	357	417	+ 62	— 20
Février	373	353	311	387	+ 62	— 34
Mars	409	374	379	443	+ 30	— 69
Avril	415	388	376	398	+ 39	— 10
Mai	394	357	346	321	+68	+36
[Total]	2 010	1 869	1 768	1 960	+ 241	— 97

Comme nous voyons : augmentation des exportations, diminution des importations, contre un passif de 97 millions de dollars dans les premiers mois de l'année passée, un actif de 241 millions de dollars. Il faut encore remarquer avec cela que les prix ont baissé, c'est-à-dire qu'en fait, l'exportation fut encore plus grande. Le recul des importations est dû à la diminution de quelques matières premières importantes, et surtout du caoutchouc.

Nous sommes donc à nouveau devant le fait qu'un pays qui a placé 12 à 13 milliards de dollars à l'étranger, et qui en tire au moins un milliards de revenus, possède encore pardessus le marché une balance commerciale active, et que pour la plupart des objets, des droits de douane industriels prohibitifs veillent à ce qu'il en reste ainsi.

Le résultat ? Un nouvel et formidable afflux d'or. Dans les cinq premiers mois, l'excédent de l'importation en or atteignit 120 millions de dollars. Cette somme ne contient pas les 60 millions de dollars récemment achetés en Europe par la Federal Reserve Bank. Avec ceux-là, le total atteint 180 millions de dollars.

Par là, la somme totale de l'or existant aux Etats-Unis a de nouveau dépassé le maximum de l'année 1924. La tentative et l'espérance qu'on aurait des départs d'or s'est révélée illusoire. La

⁹¹ *Financial and Commercial Chronicle*, juin 1937.

somme totale de l'or concentré aux Etats- Unis atteint 4 600 millions de dollars. La réserve en or des billets de banque dans tous les autres pays du monde en dehors des Etats [Unis] n'est que de 4 millions de dollars⁹².

Naturellement, une réserve d'or aussi gigantesque est entièrement superflue pour les besoins du change. Il y en a même toute une partie qui pourrait, en fait, être complètement enlevée de la couverture des billets. A côté des différents billets de banque au vrai sens du mot, dont la somme globale atteint à peu près 2 600 millions de dollars, on a mis en circulation des « certificats d'or », pour la somme de 1 012 millions de dollars. D'après l'essence économique de ces bons, il faut que la *même* somme en or soit déposée à la Federal Reserve Bank. D'après leur essence économique même, ce ne sont pas des billets de banque, mais ils forment une véritable circulation d'or, avec cette seule différence que l'or ne circule pas dans sa réalité dorée, mais sous la forme de certificats, mais qui ne sont pas des billets de banque, qui ne forment pas un moyen de circulation basé sur le crédit, et qui n'ont pour seule fonction que de protéger l'or de l'usure par la circulation.

Donc, le système de la Federal Reserve Bank serait en état de prêter, sans le moindre danger pour le change 1 à 2 milliards de dollars d'or à d'autres banques d'émission pour réintroduire la valeur-or. Mais même si cet or est superflu pour les Etats-Unis, il ne peut, selon les lois même du capitalisme être remis en circulation qu'en conservant sa valeur et à condition qu'il rapporte un intérêt selon sa valeur, il ne peut circuler que comme capital, comme valeur produisant d'autre valeur. Et comme le bilan des comptes et la balance commerciale sont fortement actifs, malgré la forte exportation de capitaux, il est impossible d'empêcher le flot de l'or d'inonder l'union.

Emission et exportation de capitaux

L'émission de capitaux et leur exportation au cours des cinq premiers mois de 1927 montre de nouveau une tendance à la hausse. Les chiffres suivants⁹³ se rapportent uniquement aux emprunts publiés émis aux Etats-Unis.

Nouvelles émissions des cinq premiers mois

(en millions de dollars)

	1927	1926	1925	1924
Total	3 361	2 999	2 626	2 288
<i>dont :</i>				
Canada	108	96	93	26
Autres emprunts de gouvernements	326	160	84	175
Sociétés par actions étrangères	153	163	145	8
Colonies américaines	2	7	4	5
Ensemble des exportations de capitaux	588	426	326	214

La montée est visible d'année en année.

La véritable exportation des capitaux est beaucoup plus élevée, car on achète aussi des valeurs à l'étranger même. L'ensemble des capitaux placés à l'étranger (non compris les dettes interalliées) est estimé, avec un léger battement, de 12 à 13 milliards de dollars.

En résumé: même si les capitaux, placés a l'étranger et l'intérêt qu'ils rapportent ne forment encore qu'une toute petite partie du capital intérieur et du profit intérieur, leur importance croît

⁹² *Federal Reserve Bulletin*, Juin 1927, p. 391.

⁹³ Statistique du *Financial and Commercial Chronicle* du 4 juin 1927, p. 3 417.

néanmoins à -un rythme tout à fait rapide. L'engouement de tout le reste du monde pour le capital américain assure au capital exporté de très bons intérêts et éveille par là l'intérêt privé pour les exportations de capitaux. Une balance commerciale et une balance des comptes actives, avec la sursaturation d'or, donnent toutes les possibilités économiques⁹⁴.

Aussi, les Etats-Unis se développent sans arrêt et deviennent un grand pays exportateur de capitaux, pour atteindre le plein étage de l'impérialisme et prendre lentement le caractère d'un Etat rentier.

JAPON

Au cours des mois de mars et d'avril s'est déroulé au Japon une crise bancaire d'une acuité extraordinaire, qui a profondément ébranlé toute la vie économique du Japon. C'est la troisième crise difficile depuis la fin de la guerre : 1920-1921, 1923-1924 (tremblements de terre), 1927 (krach bancaire). Le capitalisme du Japon, au cours de la période d'après-guerre, sort d'une crise pour tomber dans l'autre.

La cause de ces crises qui se succèdent rapidement, c'est la faible base naturelle du capitalisme japonais. Il ne produit pas sur son territoire, assez de produits alimentaires, très peu de charbon, presque pas de pétrole. Il ne possède aucun minerai, pas de produits textiles, exception faite de la soie brute, pas de produits chimiques. La grande industrie capitaliste japonaise est, dans une certaine mesure, une culture artificielle, reposant avant tout sur l'exploitation intense de forces de travail intelligentes et très bon marché.

Par le fait même que le pays est extrêmement pauvre en matières premières, le capitalisme japonais devait porter dès sa naissance un caractère impérialiste très accentué. La nature même des choses dirigeait ce besoin impérialiste d'expansion sur la côte d'Asie qui se trouvait en face : tous les autres pays de la terre sont géographiquement trop éloignés. La période de « l'accumulation primitive » s'est déroulée en grande partie récemment sur ce territoire.

Comme résultat final de ses campagnes impérialistes, le Japon a réuni un empire colonial qui comprend :

Corée	19,5 millions d'habitants
Formose	4,0 —
Kvantung	0,7 —
Sakhaline	0,2 —
Mandchourie	22,0 —
Total	46,4 millions d'habitants

Ces territoires sont des colonies purement impérialistes. Ce ne sont nullement des territoires de peuplement pour l'excédent de population, comme on l'a toujours réclamé [proclamé ?]. Les Japonais n'émigrent nulle part dans leurs colonies comme ouvriers ou comme paysans. Ils ne peuvent entreprendre la concurrence contre la main-d'œuvre chinoise, qui est encore meilleur marché. Les capitalistes japonais utilisent leur empire colonial exactement comme les puissances

⁹⁴ Dans les dernières semaines, certains signes d'une saturation du marché américain par les emprunts étrangers se font voir : Plusieurs émissions n'ont pu être placées que dans une faible partie parmi le public. D'après le *Journal of Commerce* du 22 Juin, sur 450 millions de dollars d'émissions étrangères, 250 millions n'ont pu être vendus Mais ce n'est sûrement qu'un phénomène passager.

impérialistes de race blanche pour y placer des capitaux, en tirer des matières premières, y avoir des débouchés monopolisés pour leurs produits industriels. Cela ressort nettement des chiffres du commerce extérieur des deux grandes colonies japonaises (en millions de yens)⁹⁵.

	Exportation		Importation	
	vers le Japon	vers d'autres pays	du Japon	d'autres pays
Corée (1924)	307	22	212	98
Formose	211	43	87	43

Nous voyons combien l'exportation des matières premières de ces colonies est entièrement dominée par le Japon.

Les gros bénéfices que le Japon a retirés de la guerre mondiale ne se bornent pas à l'extension de son domaine colonial, ni à la rafle d'or qu'il a opérée, mais ils ont surtout rendu plus rapide le développement des forces de production au Japon même, comme le montre le tableau suivant⁹⁶ :

Développement des forces de production

	1913	1920	1926
Longueur des chemins de fer (km)	10 525	13 636	16 500 ⁹⁷
Flotte de commerce (vapeurs et moteur) en 1 000 tonnes.	1 500	2 996	3 968
Constructions navales (en 1 000 tonnes sorties des chantiers).	65	457	52
Broches à filer le coton (1 000)	2 300	3 690	5 573
Production charbonnière (1 000 tonnes)	17 885	29 245	31 495 ⁹⁸
Production du pétrole (1 000 barriques)	1,9	3,2	1,8
Production du fer brut (1 000 tonnes)	240	74	900
Production de l'acier	240	811	1 250
Production du cuivre	66,5	67,8	65,7
Production de l'argent (tonnes)	145	152	125
Soie brute	14 080	21 876	28 650 ⁹⁹

Ces chiffres montrent une montée indéniable de la production et des forces de production depuis 1913, et le rythme en a été beaucoup plus vif de 1913 à 1919 que de 1920 à 1926. Mais le Japon n'est encore que faiblement industrialisé en comparaison avec les autres pays impérialistes. La consommation de charbon n'atteint, pour 1925, que 500 kilos par tête d'habitant, 1/8 de la consommation anglaise ou belge, 1/5 de la consommation allemande¹⁰⁰. La consommation de fer et d'acier atteint 30 kilogrammes par tête et par an, un sixième de la consommation allemande ou anglaise¹⁰¹. La consommation en machines atteint par tête pour 1925, 4 marks, un sixième de la consommation de l'Allemagne, moins que dans les Etats de l'Amérique latine¹⁰². La propre production de machines du Japon est encore dans l'enfance. D'un autre côté, par suite de la faible

⁹⁵ La Corée et Formose sont comptées dans les statistiques japonaises comme territoires japonais. Ces chiffres sont pris dans une note du grand livre : « Société des Nations, mémorandum sur les balances de payement, etc., 1911-1925 » tome II, page 447.

⁹⁶ Ces chiffres pour 1926 ont été rassemblés dans les domaines de l'*Annuaire statistique international* 1926.

⁹⁷ Année 1924.

⁹⁸ Année 1925.

⁹⁹ Année 1925.

¹⁰⁰ Mémorandum sur l'industrie du charbon. Matériaux de la Conférence éc. int. Tome 1, page 10.

¹⁰¹ Mémorandum sur l'industrie du fer et de l'acier.

¹⁰² Ces chiffres, mis dans les données de l'Institut Agraire de Rome, ne s'accordent pas avec ceux du *Financial and Economic Annual of Japan*.

étendue de territoire cultivable, la possibilité de l'extension de la production agricole, qui entraînerait un élargissement du marché intérieur, est très réduite. C'est ce que montrent les chiffres suivants :

Production agricole

	Territoire cultivé (en 1 000 hectares)			Récolte (en 1 000 kilogr.)			Récolte par hectare		
	1909/13	1920/24	1925	1909/13	1920/24	1925	1909/13	1920/24	1925
Blé	477	497	465	6 434	7 260	8 040	13,5	12,5	17,8
Orge	1 280	1 106	998	20 864	18 098	19 915	16,1	16,4	19,9
Avoine	45	113		715	1 551		16,1	13,7	
Mais	54	58		869	950		16,2	16,4	
Riz	2 924	3 113	3 128	90 875	105 500	107 965	30,7	33,9	34,5
Pomme de terre	69	103		6 733	9 607		98,2	93,3	
Thé				321	353	383			

Le bétail, qui est au Japon comme chez tous les peuples asiatiques à forte densité, à peu près insignifiant, ne marque aucune tendance à s'étendre.

Comme nous voyons, le capitalisme japonais n'a pas encore la base d'une industrie moderne — industrie lourde et industrie mécanique. C'est un capitalisme de fondation artificielle, à fort caractère spéculatif, basé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre très bon marché et de colonies opprimées. C'est aussi la cause pour laquelle le capitalisme japonais, depuis la guerre, tombe d'une crise dans une autre. Mais la faiblesse intérieure du capitalisme japonais n'est pas un obstacle, c'est au contraire une raison pour qu'il continue son extension impérialiste, car ce n'est que par une plus grande extension impérialiste que le capitalisme japonais peut éviter de nouvelles secousses. D'où la politique active du Japon en Chine, territoire rêvé d'extension de l'impérialisme japonais.

La faible base du capitalisme japonais demeure, malgré les formidables profits qu'accumule la bourgeoisie japonaise. Pendant les années de guerre et jusqu'au premier semestre de 1920, le profit moyen des 97 principales sociétés par actions était de 60 %; en 1925, premier semestre : 18,1 %; deuxième semestre : 15,9 %¹⁰³. On peut penser ce que doit être l'exploitation de la classe ouvrière japonaise ! Et aussi combien sont faibles les bases du capitalisme japonais pour que, malgré de pareils profits, les crises se succèdent l'une l'autre¹⁰⁴.

La crise bancaire du début de 1927

Le capitalisme japonais a traversé après la guerre trois difficiles phases de crise. La première en 1920-1921, la grande crise mondiale d'après-guerre, qui se termina au Japon de façon très caractéristique. Depuis cette crise, le bilan commercial du Japon est resté fortement passif¹⁰⁵. Au cours des années 1920-1925, le passif a atteint 2 965 millions de yens.

¹⁰³ Voir *Japan Chronicle* du 26 avril 1927.

¹⁰⁴ Le plan de trust des filatures de coton japonaises du territoire de Changhaï montre combien est puissant le caractère impérialiste du capitalisme japonais. On doit réunir quinze fabriques et créer une seule entreprise de 100 à 120 millions de yens. (D'après le *Japan Times*, cité par le *Bulletin Quotidien* du 23 juin 1927.)

¹⁰⁵ Commerce extérieur du Japon, en millions de yens :

	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Importations	2 699	1 728	1 849	1 943	2 411	2 487

La deuxième crise, en 1923, fut déclenchée par le violent tremblement de terre qui ravagea le Japon. La crise provoqua une forte chute des changes, après qu'on eut interdit l'exportation de l'or et suspendu le remboursement en or des billets de banque.

Cours du dollar américain en pourcentage de la parité or

1913	moyenne	102,6
1924	—	121,0
1925	—	129,5
1926	—	105,8
1927	Janvier	102,1
	Février	102,1
	Mars	101,4
	Avril	103,0
	Mai	107,5 ¹⁰⁶

Pour lutter contre l'inflation on a toujours maintenu très élevé le taux de l'intérêt. Le taux d'intérêt des banques était en 1923-1924 de 8 %, en 1925-1926 de 7,5 %. Au-dessous de 12 % on ne peut, en général, recevoir aucun crédit commercial.

La crise de 1923 fut atténuée par l'intervention de l'Etat, par une action de protection douanière, par une prolongation continuelle des escomptes qui venaient à échéance immédiatement après le tremblement de terre (« escomptes du tremblement de terre ») ; on continua à soutenir de nombreuses entreprises qui avaient fait banqueroute.

Puis vint la remontée rapide du cours du yen, les dettes qui avaient été contractées avec un cours du yen dévalorisé de 20 %, et à un niveau des prix correspondant¹⁰⁷ formèrent une charge absolument intolérable¹⁰⁸. Une série d'entreprises qui s'étaient laissées aller à de grandes spéculations, sautèrent en même temps, et entraînaient avec elles les banques japonaises, peu solides.

Les banques japonaises témoignent des mêmes caractères de maturité hâtive et de développement impérialiste bouleversé que l'ensemble du capitalisme japonais. D'un côté, elles sont liées de la façon la plus étroite avec le commerce et l'industrie, en temps [sic] que capital financier; d'un autre côté, il leur manque les capitaux d'épargne indispensables pour une semblable activité. La solidité des 1 600 banques qui travaillent dans le pays est par conséquent très faible, et tout ébranlement de la confiance des déposants doit conduire à des faillites.

Sur ces bases tout à fait étroites, on a construit des opérations spéculatives, ramassées à grand effort des Konzerns, fait des affaires de bourse internationales, investi des capitaux en Chine. Le meilleur exemple de floraison passagère, c'est celle du Konzern Susuki. Ce Konzern dirigé par une

Exportations	1 910	1 228	1 597	1 414	1 761	2 242
Excédent d'importations	789	500	252	529	650	245

¹⁰⁶ Cours du 27 mai.

¹⁰⁷ L'indice des prix de gros était de (1913=100) :

1920	1921	1923	1925 janvier	1926 janvier	1926 décembre
250	200	199	214	192	170

¹⁰⁸ Aussi y a-t-il au Japon une tendance ouvertement inflationniste, à la tête de laquelle se trouve *l'Oriental Economist*.

femme et qui était un tout petit commerce, se développa pendant la guerre en une gigantesque entreprise, avec des intérêts embrassant le monde entier. Il pratiqua la spéculation sur les produits alimentaires. Ses magasins furent, il y a quelques années, dévastés par le peuple, mis en fureur par les hauts prix du riz, et M^{me} Susuki ne dut son salut qu'à la fuite¹⁰⁹. Le consortium avait des intérêts formidables dans l'industrie sucrière de Formose, il était endetté de plusieurs centaines de millions de yens à la « Banque de Taiwan¹¹⁰ » (banque d'émission de Formose) et la banque le maintint sur l'eau pendant des années, dans l'espoir que la situation financière du consortium s'améliorerait grâce à des manœuvres spéculatives. La banque elle-même dut solliciter à plusieurs reprises l'aide de la Banque du Japon, elle s'endetta avec Susuki à d'innombrables petites banques¹¹¹ et elle entraîna quelques dizaines avec elle au moment de la faillite.

La banque d'émission intervint par des sommes gigantesques pour soutenir les banques menacées. En une seule journée, le 21 avril, elle n'accorda pas moins de 639 millions de yens (7 milliards de francs) aux banques, comme nouveaux emprunts. Tout cela ne fut pas suffisant : le 21 avril, la Banque de Taiwan et la « 15^e Banque », une des cinq plus grandes banques du pays, qui administrait de façon exemplaire les biens des grands propriétaires fonciers nobles, et parmi eux ceux de la famille, impériale, suspendirent leurs paiements. Le 22 avril, il fallut ordonner un moratorium général d'une durée de trois semaines pour toutes les dettes intérieures. (En étaient exceptés le paiement des salaires et des traitements, les prélèvements aux banques dans ce but, les paiements aux autorités, les chèques jusqu'à hauteur de 500 yens¹¹². Entre le 15 mars et le 21 avril, plus de 30 banques suspendirent leurs paiements. L'augmentation rapide des crédits de la banque d'émission — la circulation fiduciaire s'éleva de 1 226 millions de yens le 16 avril à 2 339 millions de yens le 24 avril — et le moratorium sauvèrent provisoirement la situation. Le 21 mai, la circulation fiduciaire était redescendue à 1 387 millions, les fabriques qui avaient fermé reprenaient le travail¹¹³. Seul le cours du yen est resté bas. Tout le reste paraît être revenu en ordre, jusqu'à la prochaine crise.

Crise bancaire et crise gouvernementale

La crise bancaire n'aurait pas pris des dimensions aussi vastes si le parti des agrariens, d'accord avec l'empereur, n'avait utilisé l'occasion pour renverser le ministère Wakatsuki, ministère du parti de la bourgeoisie industrielle, des Kensikaï. Lorsque le ministre-président du Conseil d'Etat (Privy Council), qui, lorsque le Parlement ne siège pas, est responsable d'ordonnances de cet ordre, fit le 17 avril la proposition d'accorder un soutien de 200 millions de yens à la Banque de Taiwan, le Conseil, rejeta la proposition, et le ministère dut démissionner aussitôt. L'empereur nomma président du Conseil le général Tanaki, chef du parti des grands propriétaires fonciers Swenkaï, et le Sénat donna aussitôt au nouveau ministère, pour régler la crise, des pleins pouvoirs, beaucoup plus étendus qu'on n'en avait refusé à l'ancien, ce qui montre bien qu'il s'agissait là d'une manœuvre consciente (aucun des deux partis ne possède seul une majorité au Parlement). L'hostilité du peuple contre le consortium Susuki (dont l'importance au Japon était relativement plus grande encore que celle du

¹⁰⁹ *Gazette de Francfort* du 21 avril 1927.

¹¹⁰ [Taiwah ou Taïwau dans le texte de 1927]

¹¹¹ *New-York Times* du 24 avril 1927.

¹¹² Texte de l'ordonnance de moratorium

¹¹³ *Japan Chronicle* du 27 avril.

consortium Stinnes en Allemagne) donna aux réactionnaires une bonne occasion de reprendre en mains le gouvernement, même au prix d'un élargissement qu'on aurait pu éviter de la crise bancaire.

Le changement de gouvernement signifie aussi une politique impérialiste plus active en Chine et vis-à-vis de la Russie des Soviets. La séparation entre les deux grands partis japonais n'est pas très grande au point de vue de classe : ils participaient tous les deux au cabinet Kato. Pourtant, le nouveau ministère paraît suivre, en politique économique une ligne moins favorable au capital industriel. C'est ainsi qu'on a annoncé l'intention à lever les droits de douane sur l'acier et sur le pétrole¹¹⁴.

Le Japon et la Chine

Nous disions dans notre dernière revue que, contrairement à ce qui se passe pour les autres puissances, la Chine forme la base de l'impérialisme japonais. Pour le capitalisme japonais, l'établissement de relations avec la Chine est une question de vie ou de mort. Ce n'est que de la Chine que le capitalisme japonais peut tirer les produits alimentaires et les matières premières qui lui manquent. Malgré la faiblesse de son capital, le Japon en a investi de très grandes quantités en Chine. Les données manquent sur l'ampleur de ces investissements. D'après certaines sources, ce seraient 400 millions en Chine, 300 millions dans la Mandchourie du Sud, plusieurs centaines de millions en Corée et à Formose (qui passent pour territoire japonais). D'après une autre source, celle de la Société sino-japonaise¹¹⁵, les investissements de capitaux japonais s'élèvent à :

En Chine	522	millions de yens
En Mandchourie	1 337	—
<hr/>		
Total :	1 859	—

Ce n'est qu'en Chine que le Japon peut trouver des débouchés pour les produits industriels japonais de qualité inférieure.

Le commerce extérieur du Japon avec les territoires chinois se répartissait, en 1925, de la façon suivante¹¹⁶. (en millions de yens) :

		Importations de :						
Chine	Hongkong	Kwantoung	Corée ¹¹⁷	Formose ¹¹⁸	Total	%		
215	0,5	177	307	211	910,5	35		
		Exportations vers :						
408	73,6	86	232	87	926,6	40		

Ces chiffres montrent le présent : mais tout l'avenir du capitalisme japonais, qui repose sur une taxe extérieure si faible, est dans l'exploitation impérialiste de la Chine.

La politique japonaise vis-à-vis de la Chine peut se résumer en trois traits principaux.

¹¹⁴ *Bulletin Quotidien*, 29 juin 1927.

¹¹⁵ *Mémoire... sur les balances extérieures de commerce 1911-1925*, p. 447 et suiv.

¹¹⁶ *New-York Times* du 22 mai 1927.

¹¹⁷ Chiffres pour 1924 : dans la statistique du commerce extérieur japonais, on les indique d'ordinaire comme commerce intérieur

¹¹⁸ [même note que la précédente : Chiffres pour 1924 : dans la statistique du commerce extérieur japonais, on les indique d'ordinaire comme commerce intérieur]

1° Défense absolue des colonies et des zones d'influence (Mandchourie), par tous les moyens, y compris par les armes ;

2° Soutien extérieur démonstratif du mouvement national chinois, dans la mesure où il reste à l'intérieur du cadre bourgeois, et par conséquent, contre tous les autres concurrents impérialistes, avant tout contre l'Angleterre, pour gagner des sympathies. En fait, la bourgeoisie japonaise, grâce à ses manœuvres habiles, est arrivée jusqu'à ces derniers temps à détourner le mouvement chinois xénophobe et le boycott des marchandises, non plus contre elle, mais contre l'Angleterre. Cette ligue s'appuie sur Tchang Kaï Shek, représentant de l'aile purement bourgeoise du mouvement contre l'Angleterre, qui soutient des réactionnaires sociaux et des éléments féodaux ;

3° Lutte absolue contre tous les éléments de la révolution chinoise dépassant le cadre bourgeois, en alliance avec les autres puissances impérialistes lorsque ce sera nécessaire, et au besoin par la force des armes.

Ces grandes lignes de la politique japonaise en Chine sont restées intactes, malgré le changement de gouvernement. Seul le troisième point, l'hostilité contre le communisme, s'est accentuée. Dans la déclaration-programme¹¹⁹, Tanaki disait, après avoir prodigué des promesses platoniques sur la « réalisation progressive des aspirations chinoises » :

« En ce qui concerne l'activité des communistes en Chine, le Japon n'y peut rester complètement indifférent, non seulement parce que ses propres intérêts pourraient en souffrir, mais aussi parce qu'il a conscience de la lourde responsabilité qui lui incombe dans le maintien de la paix en Extrême-Orient. Dans cette question, le gouvernement peut trouver nécessaire d'intervenir en accord avec les puissances. La Russie comprendra, je l'espère, exactement la position de notre pays. »

Les renforts de troupes envoyés en Chine, la tentative de renouveler l'alliance avec l'Angleterre contre l'Union Soviétique, mais aussi pour se protéger contre l'Amérique, comme le montrent les négociations sur le désarmement naval à Genève, tout cela va dans la ligne d'une politique plus vive en Chine¹²⁰. Vis-à-vis d'une Chine bourgeoise, comme elle paraît se développer provisoirement après les luttes révolutionnaires, le Japon, militairement supérieur, va certainement continuer sa ligne politique.

¹¹⁹ *Japan Chronicle*, 24 avril 1927.

¹²⁰ Le *Bulletin Quotidien*, d'ordinaire très bien informé, signale, le 30 juin, le danger d'une nouvelle orientation de la politique extérieure japonaise par suite du changement de gouvernement, et les possibilités d'une nouvelle alliance anglo-japonaise.

Table des matières

I. — LE CHEMIN DU CAPITALISME ITALIEN	3
FACTEURS DEFAVORABLES AU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ITALIEN	3
L'AGRICULTURE EN ITALIE.....	6
DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ITALIENNE	8
Construction mécanique.....	9
Machines et appareils	10
Industrie textile.....	10
Industrie électrique.....	10
Industrie automobile.....	11
Construction de navires et navigation	11
Soie artificielle	11
L'EVOLUTION DU CHANGE ITALIEN.....	13
LA STRUCTURE DU BUDGET ITALIEN	14
LA DETTE PUBLIQUE.....	15
LES DETTES INTERALLIEES DE L'ITALIE	16
LE COMMERCE EXTERIEUR DE L'ITALIE	17
LA BALANCE DES COMPTES.....	18
LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU FASCISME	19
RESUME.....	21
II. — ASPECTS GENERAUX	23
LA SITUATION GENERALE DANS LA CONJONCTURE.....	23
LE CHOMAGE.....	25
LA SITUATION DES CHANGES ET LE MOUVEMENT DE L'OR	25
LE MOUVEMENT INTERNATIONAL DES PRIX.....	27
LE RENOUVELLEMENT DE LA CRISE CHARBONNIERE MONDIALE	28
LE MARCHE MONDIAL DU FER ET DE L'ACIER	31
LE COMMERCE EXTERIEUR DU FER ET DE L'ACIER.....	32
LA CONSOMMATION DU FER ET DE L'ACIER	33
LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ELECTRIQUE ET MECANIQUE DANS LE MONDE.....	33

Le commerce extérieur des machines	34
LA RECOLTE MONDIALE ET LES TENTATIVES POUR LA DOMINATION DU MARCHÉ MONDIAL DES CÉRÉALES	36
LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE	38
III. — LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS	40
ALLEMAGNE	40
Appareil de production de l'industrie	41
Courte durée probable de la bonne conjoncture	43
Le krach de la Bourse, la mobilité de l'argent et le manque de capital	44
La haute conjoncture et la classe ouvrière	46
Le caractère purement intérieur de la haute conjoncture	48
FRANCE	50
Les problèmes financiers	53
ANGLETERRE	56
La crise des charbonnages	57
Autres branches d'industrie	59
Capital et soucis monétaires	61
ÉTATS-UNIS	62
Le mouvement des prix	65
Le commerce extérieur et l'excédent d'or	66
Émission et exportation de capitaux	67
JAPON	68
La crise bancaire du début de 1927	70
Crise bancaire et crise gouvernementale	72
Le Japon et la Chine	73